

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies ...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE.



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 24 août 1929 relatif à la défense des colonies.	3
Décret du 22 octobre 1929 fixant les traitements de présence du personnel des ports et rades dans les colonies autres que l'Indochine.	4
Décret du 16 octobre 1929 modifiant le classement prévu pour le personnel de la magistrature coloniale (Arrêté de promulgation du 10 décembre 1929).	4
Décret du 22 octobre 1929 portant modification au décret du 18 août 1922 réglementant l'importation, la vente, la cession et la détention des armes à feu et munitions au Togo (Décret du 10 décembre 1929).	5
Décret du 22 octobre 1929 rendant applicables aux colonies les dispositions du décret du 6 décembre 1920 relatif au diplôme et à la médaille d'honneur institués en faveur des agents de la police municipale et rurale (Arrêté de promulgation du 11 décembre 1929).	6
Décret du 22 octobre 1929 modifiant et complétant l'article 24 du décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales (Arrêté de promulgation du 11 décembre 1929).	6
Décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo (Arrêté de promulgation du 9 décembre 1929).	7

Décret du 16 novembre 1929 modifiant l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies (Arrêté de promulgation du 19 décembre 1929).	7
Décret du 22 octobre 1929 modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies (Arrêté de promulgation du 20 décembre 1929).	8
Décret du 11 novembre 1929 relatif à la protection de la santé publique au Togo (Arrêté de promulgation du 19 décembre 1929).	9
Arrêté interministériel du 26 octobre 1929 portant classement des païeries coloniales et organisation de leur personnel.	9
Arrêté ministériel du 26 octobre 1929 relatif au cautionnement des préposés du trésor aux colonies.	10
Personnel Européen.	11
Ecole Coloniale.	11

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 22 octobre 1929 fixant le taux et réglementant l'assiette et la perception de la contribution personnelle.	11
Arrêté du 22 octobre 1929 fixant le taux de l'impôt personnel indigène.	12
Arrêté du 22 octobre 1929 fixant les taux de rachat de la journée de prestation.	12
Arrêté du 22 octobre 1929 réglementant la taxe d'hygiène au Togo.	13
Arrêté du 22 octobre 1929 fixant le taux de la taxe d'assistance médicale indigène.	13

Arrêté du 22 octobre 1929 fixant le mode de perception des droits sur les *permis de port d'armes* dans le Territoire du Togo. 13

Arrêté du 22 octobre 1929 portant fixation du taux de la *taxe* sur la *population flottante* et création d'une *carte d'identité*. 14

Arrêté du 22 octobre 1929 réglementant les *licences* dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France. 15

Arrêté du 22 octobre 1929 déterminant le taux et les règles de perception de la *taxe* sur le *chiffre d'affaires*. 15

Arrêté du 22 octobre 1929 portant tarification de la *taxe d'abattage* sur les *animaux*. 16

Arrêté du 22 octobre 1929 déterminant les tarifs des *droits de fourrière* et fixant les conditions de perception. 17

Arrêté du 22 octobre 1929 portant création d'un droit de *timbre* sur les *affiches*. 17

Arrêté du 22 octobre 1929 réglementant l'impôt de la *patente* dans le Territoire du Togo. 18

Arrêté du 20 décembre 1929 étendant à tout le territoire l'arrêté du 11 mai 1929 *relatif à la circulation des produits vivriers*. 24

Arrêté du 20 décembre 1929 complétant l'article 13 de l'arrêté du 17 juin 1929 organisant l'*enseignement privé au Togo* (Écoles de la Mission Catholique). 24

Arrêté du 20 décembre 1929 complétant l'arrêté du 29 juin 1929 fixant le tableau des *suppléments de fonctions* alloués aux fonctionnaires civils et militaires en service dans le Territoire. 24

Arrêté du 20 décembre 1929 modifiant certains articles de l'arrêté du 13 octobre 1928 sur le *régime des déplacements* du personnel européen et assimilé au Togo. 24

Arrêté du 20 décembre 1929 portant règlement sur le *régime des déplacements* du personnel indigène en service dans le Territoire du Togo. 25

Arrêté du 20 décembre 1929 complétant l'arrêté du 19 mai 1928 portant réglementation en matière de *travail indigène* au Togo. 30

Arrêté du 20 décembre 1929 modifiant l'arrêté du 27 septembre 1929 fixant le maximum des rétributions pour *heures supplémentaires*. 30

Arrêté du 20 décembre 1929 complétant l'arrêté du 29 juin 1929 fixant les prix de cession des bois débités au chantier de Batchang. 30

Arrêté du 20 décembre 1929 accordant aux sous-officiers et soldats européens en service au Togo la *gratuité des médicaments et pansements* qui leur sont ordonnés par l'autorité médicale. 30

Arrêté du 20 décembre 1929 fixant les programmes du *concours professionnel* imposé aux ouvriers du cadre local indigène sachant lire et écrire le français en vue de leur admission à la 4^{me} classe de leur grade. 30

Arrêté du 20 décembre 1929 portant approbation du *Budget* exercice 1930 de la *Chambre de commerce* du Territoire du Togo. 31

Arrêté du 20 décembre 1929 approuvant et rendant exécutoires des *rôles supplémentaires* afférents à l'exercice 1929. 31

Arrêté du 20 décembre 1929 fixant le contingent des *alcools dénaturés* et *alcools méthyliques* impropres à la consommation de bouche à admettre à l'importation pour l'année 1930 et déterminant la répartition individuelle de ce contingent. 32

Erratum à l'arrêté du 27 septembre 1929 portant reclassement des *marchés* dans le Territoire du Togo. 32

Tableau des actes concernant le personnel européen 33

Tableau des actes concernant le personnel indigène 34

Affaires courantes 34

Allocations 34

Commission 35

Conseil d'administration 35

Domaines 35

Enseignement 37

Établissements dangereux 37

Indemnités 37

Justice indigène 38

Marchés 38

Produits des stations agricoles 38

Remboursement 38

Secours 38

Subvention 38

Avis d'adjudication du service des Travaux Neufs du Chemin de fer du Nord 39

PARTIE NON OFFICIELLE

Statuts : Société Africaine des Matières Grasses 1

Voir supplément

Défense des colonies.**DÉCRET du 24 août 1929 relatif à la défense des colonies.**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ;

Vu l'article 9 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 :

Vu le décret du 14 mars 1889, portant rattachement des services coloniaux au ministère du commerce et de l'industrie ;

Vu le décret du 3 février 1890 sur la défense des colonies ;

Vu la loi du 20 mars 1894, portant création d'un ministère des colonies ;

Vu le décret du 9 novembre 1901, réglant les relations entre les gouverneurs et les commandants supérieurs des troupes aux colonies ;

Sur le rapport des ministres de la guerre, de la marine et des colonies ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les gouverneurs généraux des colonies (ou les gouverneurs, dans les colonies ne relevant pas d'un gouvernement général) sont responsables, sous l'autorité directe du ministre des colonies, de la garde et de la défense intérieure et extérieure des territoires dont ils ont la charge.

Ils reçoivent du ministre des colonies les directives générales concernant la défense de leur groupe de colonies (ou colonie) ; ces directives sont, en ce qui concerne les questions maritimes, arrêtées après entente avec le ministre de la marine.

Ils disposent pour la défense de leur groupe de colonies (ou de leur colonie) des forces de terre qui y sont stationnées et des éléments maritimes affectés à la défense de ces territoires.

Ces forces et éléments sont placés respectivement sous des ordres d'un officier de l'armée de terre portant le titre de « commandant supérieur des troupes » et d'un officier de marine portant le titre de « commandant de la marine dans la colonie ».

ART. 2. — Les rapports du gouverneur général (ou du gouverneur) avec le commandant supérieur des troupes et le commandant de la marine et les rapports de ces deux dernières autorités entre elles sont fixés respectivement par le décret réglant les relations entre les gouverneurs et les commandants supérieurs des troupes aux colonies, par le décret sur les attributions du commandant de la marine dans une colonie et par les articles 3 et 4 du présent décret.

ART. 3. — Sous la haute autorité du gouverneur général (ou du gouverneur) :

La conduite des opérations exclusivement militaires appartient au commandant supérieur des troupes ;

La conduite des opérations exclusivement maritimes appartient au commandant de la marine ;

La conduite des opérations combinées comportant la coopération de forces militaires et maritimes appartient normalement au commandant supérieur des troupes pour tout ce qui concerne la défense du groupe de colonies (ou de la colonie) ; toutefois, dans le cas où le rôle prépondérant devrait incomber aux éléments maritimes, le gouverneur général (ou le gouverneur) pourrait attribuer la conduite de

ces opérations au commandant de la marine, et éventuellement, quand une force navale ne dépendant pas de la colonie y participerait, au commandant de cette force navale.

ART. 4. — Le plan d'ensemble de défense du groupe de colonies (ou de la colonie) est préparé par les soins du commandant supérieur des troupes, à qui le commandant de la marine fournit à cet effet, tous les renseignements utiles concernant la défense du littoral, ainsi que ses avis techniques sur la part que les éléments maritimes peuvent prendre à la défenses dans les différents cas envisagés.

Dans le cadre général ainsi établi, les autorités militaires subordonnées (y compris le commandant du point d'appui) préparent les plans de défense concernant les territoires et les troupes placés sous leurs ordres ; de même, le commandant de la marine prépare les mesures d'utilisation en temps de guerre des éléments maritimes affectés à la défense du groupe de colonies (ou de la colonie).

Le plan d'ensemble de défense de la colonie est soumis au conseil de défense de la colonie et est ensuite transmis pour approbation au ministre des colonies.

ART. 5. — Le ministre des colonies communique le plan d'ensemble ainsi établi au ministre de la marine qui lui soumet, le cas échéant, ses observations sur les questions de sa compétence.

Après examen, s'il y a lieu, par le comité consultatif de défense des colonies, le ministre des colonies approuve, avec les modifications jugées utiles, le plan de défense et communique sa décision au ministre de la marine.

Le ministre de la marine communique au ministre des colonies la partie de ses plans d'opérations qui intéresse la défense générale des colonies et le maintien des communications entre la métropole et les colonies.

ART. 6. — Les dépenses de toute nature concernant les éléments militaires et maritimes affectés à la défense des colonies sont supportées respectivement par le budget colonial et par le budget de la marine, sous réserve des accords établis ou à intervenir en vue d'une contribution éventuelle des budgets généraux ou locaux des colonies.

ART. 7. — Si une force navale (ou un bâtiment isolé) non affecté en propre à la défense d'une colonie séjourne temporairement, en temps de guerre, sur les côtes de la colonie, son commandant est tenu de se concerter avec les hautes autorités de la colonie et, le cas échéant, avec le commandant de la défense du point d'appui, en vue du concours qu'il peut et doit, dans la limite de ses instructions générales, apporter à la défense de la colonie ou à celle du point d'appui.

Cette opération éventuelle à la défense ou à la sécurité de la colonie doit être préparée dès le temps de paix par tout commandant de force navale ou de bâtiment isolé en station lointaine, en accord avec les hautes autorités de la colonie situées dans sa zone d'action.

En tout temps, les autorités locales d'une colonie doivent donner le plus large concours aux commandants de force navale (ou de bâtiment isolé) faisant appel aux ressources de la colonie.

ART. 8. — Sont et demeurent abrogés le décret du 3 février 1890 relatif à la défense des colonies et toutes les dispositions antérieures contraires à celles arrêtées ci-dessus.

ART. 9. — Les ministres de la guerre, de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 24 août 1929.

GASTON DOUMERGUE

Par le Président de la République :

Le Ministre de la guerre,

Paul PAINLEVÉ.

Le ministre de la marine,

Georges LEYGUES.

Le ministre des colonies,

André MAGINOT.

Personnel des ports et rades des colonies

DÉCRET fixant les traitements de présence du personnel des ports et rades dans les colonies autres que l'Indochine.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu l'avis conforme du Ministre des finances,

Vu le sénatus consulté du 3 mai 1854 :

Vu l'article 127 B de la loi de Finances du 13 juillet 1911;

Vu les décrets des 22 avril 1928, 5 juillet 1928 et 26 avril 1929 fixant la hiérarchie et les traitements du personnel des ports et rades dans les colonies autres que l'Indochine;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 1^{er} janvier 1929, les traitements de présence du personnel des ports et rades dans les colonies autres que l'Indochine sont fixés ainsi qu'il suit :

Capitaine de port :

1 ^{re} classe	26.000 francs
2 ^{me} classe	22.750 —
3 ^{me} classe	19.500 —

Lieutenant de port :

1 ^{re} classe	17.500 francs
2 ^{me} classe	15.500 —
3 ^{me} classe	13.500 —

Sous-Lieutenant de port :

1 ^{re} classe	13.000 francs
2 ^{me} classe	11.300 —
3 ^{me} classe	9.650 —
4 ^{me} classe	8.000 —

ART. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République Française et inséré au Bulletin Officiel du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 22 octobre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies

André MAGINOT

Classement prévu pour le personnel de la magistrature coloniale.

ARRÊTÉ N° 696 promulguant le décret du 16 octobre 1929 modifiant le classement prévu pour le personnel de la magistrature coloniale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 16 octobre 1929 modifiant le classement prévu pour le personnel de la magistrature coloniale ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 16 octobre 1929 modifiant le classement prévu pour le personnel de la magistrature coloniale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 décembre 1929.

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ;

Vu le tableau annexé au décret du 6 juillet 1904 sur les indemnités de déplacement et sur les passages du personnel colonial ;

Vu les tableaux annexés au décret du 22 août 1928 sur le statut de la magistrature coloniale, et qui fixent les assimilations et l'échelle des emplois ;

Sur le rapport du ministre des colonies ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le classement à attribuer au point de vue des indemnités de déplacement et des passages, au personnel colonial de la magistrature et du greffe, est déterminé de la façon suivante, en fonction des assimilations et de la hiérarchie des emplois, fixées par le décret susvisé du 22 août 1928.

1^{re} Magistrats autres que les juges de paix à compétence ordinaire.

1^{re} catégorie A. — Emplois du 1^{er} degré (Indochine et autres colonies et territoires).

1^{re} catégorie B. — Emplois du 2^e au 8^e degré en Indochine et du 2^e au 9^e degré dans les autres colonies et territoires.

2^e catégorie. — Emplois du 9^e au 13^e degré en Indochine et du 10^e au 14^e degré dans les autres colonies et territoires.

Attachés au parquet.

(Les titulaires de ces emplois, bien que compris à la 2^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou aux fonctionnaires assimilés (bagages, etc.).)

2^e Juges de paix à compétence ordinaire.

1^{re} catégorie B. — Emplois du 1^{er} degré en Indochine seulement.

2^e catégorie. — Tous autres emplois.

3^e Greffiers.

1^{re} catégorie. B. — Greffiers en chef des cours d'appel de 1^{re} classe.

2^e catégorie. — Tous autres emplois.

ART. 2. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 16 octobre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

André MAGINOT.

Importation, vente, cession et détention des armes à feu et des munitions au Togo.

ARRÊTÉ N° 697 promulguant le décret du 22 octobre 1929 portant modification au décret du 18 août 1922 réglementant l'importation, la vente, la cession et la détention des armes à feu et munitions au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 22 octobre 1929 portant modification au décret du 18 août 1922 réglementant l'importation, la vente, la cession et la détention des armes à feu et munitions au Togo ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le Territoire le décret du 22 octobre 1929 portant modification au décret du 18 août 1922 réglementant l'importation, la vente, la cession et la détention des armes à feu et munitions au Togo.

Lomé, le 10 décembre 1929.

BONNECARRÈRE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 18 août 1922 réglementant la vente, la cession et la détention des armes à feu et des munitions au Togo, modifié par le décret du 7 septembre 1926,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 du décret du 18 août 1922 précité est modifié ainsi qu'il suit :

« Les armes perfectionnées et les munitions ne peuvent être introduites dans les territoires du Togo placés sous mandat de la France que par les localités où il existe un bureau de douane et sur autorisation spéciale du Commissaire de la République. Elles sont aussitôt transportées et emmagasinées sous la surveillance du service des douanes dans les poudrières et magasins publics.

« Elles n'en peuvent sortir, en tous cas, sans une autorisation spéciale du Commissaire de la République.

« Si le destinataire est un particulier qui réserve ces armes et munitions à son usage personnel, il doit, avant d'en prendre livraison, avoir obtenu, outre l'autorisation de sortie, les permis réglementaires, et acquitté les taxes s'y rapportant ainsi que les droits d'entrée.

« Si le destinataire est un commerçant qui les destine à la vente, il doit, avant d'en prendre livraison, avoir obtenu du Commissaire de la République l'autorisation de posséder un dépôt privé d'armes et munitions.

« Chaque arme, avant d'être livrée à son destinataire, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'un commerçant, sera marquée sur la crosse de la lettre T et d'un numéro matricule. Cette lettre et ce numéro matricule seront apposés par les agents des douanes préposés à cet effet.

« La lettre et le numéro matricule précités seront reproduits sur un registre qui indiquera, en outre, le nom du détenteur, la description de l'arme, le numéro du permis d'introduction, la date de l'entrée et, dans une colonne spéciale, mentionnera, le cas échéant, la date de sortie ou de condamnation de l'arme en question. Enfin, une colonne sera réservée à l'inscription des ventes ou cessions dont l'arme pourra être l'objet, conformément aux dispositions de l'article 18 du présent texte. »

Le reste de l'article sans changement.

ART. 2. — Le paragraphe 3 de l'article 6 est ainsi modifié :

« Les autorisations de sortie sont accordées par le commandant du cercle qui délivre pour chaque vente au détail des « permis d'achat » d'armes ou de munitions extraits d'un registre à souche. Ces permis sont individuels et spécifient le nom et domicile du bénéficiaire, ainsi que la nature et la quantité de munitions dont l'achat est autorisé. Leur durée de validité ne dépassera pas un an. Ils doivent être conservés par le vendeur, à titre de justification de la sortie consignée, sur le livre spécial susvisé, et le représentant de l'administration chargé de la vérification des registres doit les détruire en présence du dépositaire, après vérification faite. »

ART. 3. — Le paragraphe 6 de l'article 12 est ainsi modifié :

« Le nombre maximum d'armes dont la détention est autorisée pour un même individu est fixé comme suit :

« Fusil de chasse non rayé : 1

« Fusil à tir rapide rayé ou non : 1 »

ART. 4. — L'article 13 est ainsi modifié :

« Les cessions d'armes ou de munitions à titre gratuit ou onéreux ne sont permises qu'entre Européens seulement, et ne peuvent être faites sans une autorisation spéciale du Commissaire de la République. Cette autorisation ne peut être donnée que lorsque le cessionnaire dont le nom doit toujours être indiqué par le cédant dans sa demande, a sollicité lui-même un permis pour la détention des armes et munitions que doit lui remettre le cédant.

« Les permis ainsi obtenus par le cessionnaire annulent ceux du cédant.

« Le cédant doit indiquer dans sa demande les motifs qui l'incitent à céder ses armes et munitions et, le cessionnaire, les raisons susceptibles de justifier la détention par lui d'armes et de munitions. »

ART. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 octobre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

André MAGINOT.

**Application aux colonies des dispositions du décret
du 6 décembre 1920 relatif au diplôme et à la
médaille d'honneur institués en faveur des
agents de la police municipale et rurale.**

ARRÊTÉ N° 699 promulguant au Togo le décret du 22 octobre 1929 rendant applicables aux colonies les dispositions du décret du 6 décembre 1920 relatif au diplôme et à la médaille d'honneur institués en faveur des agents de la police municipale et rurale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 22 octobre 1929 rendant applicables aux colonies les dispositions du décret du 6 décembre 1920 relatif au diplôme et à la médaille d'honneur institués en faveur des agents de la police municipale et rurale ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 22 octobre 1929 rendant applicables aux colonies les dispositions du décret du 6 décembre 1920 relatif au diplôme et à la médaille d'honneur institués en faveur des agents de la police municipale et rurale.

Lomé, le 11 décembre 1929.

BONNECARRÈRE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 6 décembre 1920, modifié par le décret du 16 juillet 1924 ;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 6 décembre 1920, modifié par le décret du 16 juillet 1924, sont rendues applicables aux colonies autres que l'Indochine pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, sous réserve de la modification ci-après.

ART. 2. — Le diplôme et la médaille d'honneur sont décernés par arrêté du ministre de l'intérieur sur la présentation du ministre des colonies.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 octobre 1929,

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

André MAGINOT.

Le ministre de l'intérieur,

André TARDIEU.

Organisation du personnel des trésoreries coloniales

ARRÊTÉ N° 700 promulguant au Togo le décret du 22 octobre 1929 modifiant et complétant l'article 24 du décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 22 octobre 1929 modifiant et complétant l'article 24 du décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret du 22 octobre 1929 modifiant et complétant l'article 24 du décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales.

Lomé, le 11 décembre 1929.

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'article 127 B. de la loi de finances du 13 juillet 1911 ;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et tous actes modificatifs subséquents, notamment les décrets du 11 septembre 1920, ensemble le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de déplacement et sur les passages du personnel colonial et tous actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 8 janvier 1897 portant organisation du service de la trésorerie de Madagascar et les décrets modificatifs des 27 juillet 1898 et 12 décembre 1920 ;

Vu le décret du 10 janvier 1902 portant organisation du personnel des trésoreries d'Algérie et les décrets modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 14 juillet 1904 relatif à la réorganisation du service de la trésorerie de l'Indochine et les décrets modificatifs des 11 novembre 1905, 11 novembre 1910, 11 décembre 1913 et 13 mai 1918 ;

Vu le décret du 29 décembre 1900 fixant la solde et les allocations de solde du trésorier-payeur de la Côte française des Somalis, modifié par le décret du 12 décembre 1920 ;

Vu le décret du 31 décembre 1911 portant organisation du personnel des trésoreries de l'Afrique occidentale française et les décrets modificatifs des 3 mai 1913, 23 août 1914, 22 avril 1916, 9 juillet 1919 et 12 janvier 1921 ;

Vu le décret du 31 décembre 1913 portant fixation de la solde et des accessoires de solde des trésoriers-payeurs et trésoriers particuliers des anciennes colonies, modifié par le décret du 12 décembre 1920 ;

Sur la proposition des ministres des finances et des colonies.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa de l'article 24 du décret du 6 août 1921, portant organisation générale du personnel en service dans les trésoreries coloniales, est modifié comme suit :

« Par dérogation au précédent paragraphe et, à titre exceptionnel, lorsque les nécessités du service l'exigent dans certaines colonies, des commis principaux hors classe, de 1^{re} classe et de 2^e classe peuvent être inscrits sur la liste des candidats aux fonctions de fondés de pouvoirs ».

ART. 2. — Les ministres des finances et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* du ministère des colonies et aux journaux officiels de chaque colonie ou groupe de colonies.

Fait à Paris, le 22 octobre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,

Henry CHÉRON.

Le Ministre des Colonies,

André MAGINOT.

Institution de communes mixtes au Togo.

ARRÊTÉ 695 promulguant le décret du 6 Novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 6 Novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le Territoire sous mandat français le décret du 6 Novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo.

Lomé, le 9 Décembre 1929.

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des Colonies,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925 ;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Des communes mixtes peuvent être constituées dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France ; elles seront créées ou réorganisées par arrêté du commissaire de la République pris en conseil d'administration.

Les communes mixtes instituées dans les conditions du présent décret jouissent de la personnalité civile.

ART. 2. — Ne peuvent être constituées en communes mixtes que les localités justifiant d'un développement suffisant pour leur permettre de disposer des ressources nécessaires à l'équilibre de leurs budgets.

ART. 3. — Les communes mixtes sont administrées par un administrateur des colonies qui prend le titre d'administrateur maire.

ART. 4. — L'administrateur maire est assisté d'une commission municipale dont la formation peut s'effectuer successivement et suivant le degré de développement de la commune mixte sous les trois formes suivantes :

1^{er} degré. — Commission municipale dont les membres sont nommés par arrêté du commissaire de la République en conseil d'administration.

2^e degré. — Commission municipale dont les membres sont élus au suffrage restreint.

3^e degré. — Commission municipale dont les membres sont élus au suffrage universel.

ART. 5. — Un arrêté du commissaire de la République pris en conseil d'administration déterminera le mode de constitution, de fonctionnement et, d'une manière générale, le régime administratif et financier des communes mixtes créées ou réorganisées dans les conditions du présent décret.

ART. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 novembre 1929.

GASTON DOUMERGUE

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

PIÉTRI.

Réorganisation du personnel des administrateurs des colonies.

ARRÊTÉ N° 709 promulguant au Togo le décret du 16 novembre 1929 modifiant l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des Administrateurs des Colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 16 novembre 1929 modifiant l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des Administrateurs des Colonies ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 16 novembre 1929 modifiant l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des Administrateurs des colonies.

Lomé, le 19 décembre 1929.

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant organisation du personnel des administrateurs des colonies et notamment les dispositions de l'article 6 de ce texte ;

Vu l'article 3 du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du paragraphe 8 de l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies sont remplacées par les dispositions ci-après :

« A l'expiration de leur séjour à l'école coloniale, les stagiaires sont astreints à des épreuves de sortie dont les conditions sont déterminées par arrêté du ministre des colonies ; ceux qui y satisfont sont nommés administrateurs adjoints des colonies à la dernière classe de ce grade, dans les conditions prévues au présent article. Leur affectation est subordonnée aux besoins du service ; sous cette réserve, ils sont appelés, d'après l'ordre de classement de sortie, à indiquer la colonie dans laquelle ils désirent servir.

« Ils prennent alors rang dans les cadres du personnel des administrateurs des colonies, à compter de la veille du jour de leur embarquement à destination de leur nouvelle affectation outre-mer. »

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 novembre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies.

François PIÉTRI.

Régime financier des colonies

ARRÊTÉ N° 711 promulguant au Togo le décret du 22 octobre 1929 modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 22 octobre 1929 modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 22 octobre 1929 modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général et le Trésorier-Payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 20 décembre 1929.

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents, notamment les décrets des 19 septembre 1920, 1^{er} juin 1923 et 3 août 1924 ;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 117 du décret du 30 décembre 1912, modifié par le décret du 1^{er} juin 1923, est modifié comme suit :

« Les préposés du Trésor sont nommés par arrêté du gouverneur général ou du gouverneur sur la proposition du trésorier-payeur.

« Ils sont assujettis à un cautionnement fixé par le Ministre des finances d'après les catégories de paieries.

« Ils devront justifier de la réalisation du cautionnement au moment de leur installation. »

ART. 2. — L'article 124 du décret du 30 décembre 1912, modifié par le décret du 3 août 1924, est rédigé ainsi qu'il suit :

« Les fonctions de receveur des communes, d'hospice et d'établissements de bienfaisance sont de droit réunies à celles de préposé du Trésor ou de percepteur.

« Les percepteurs sont assujettis pour chacune des comptabilités spéciales dont ils sont chargés à des cautionnements particuliers dont le montant est fixé par le gouverneur sur la proposition du trésorier-payeur de la colonie.

« Les cautionnements auxquels les préposés du Trésor sont assujettis, conformément à l'article 117 du présent décret, sont affectés à la garantie du Trésor des communes ou établissements proportionnellement au montant des émoluments nets payés par chacun d'eux.

« Les cautionnements sont, en outre, solidairement affectés aux diverses gestions dont un même comptable se trouve cumulativement chargé. »

ART. 3. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

ART. 4. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 octobre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

André MAGINOT

Le Ministre des Finances,

Henry CHÉRON.

Protection de la santé publique au Togo.

ARRÊTÉ N° 710 promulguant le décret du 11 Novembre 1929 relatif à la protection de la Santé publique au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 11 novembre 1929 relatif à la protection de la santé publique au Togo ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire le décret du 11 novembre 1929 relatif à la protection de la santé publique au Togo.

ART. 2. — Le Chef du Service de Santé et les Administrateurs commandants de cercles sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 19 décembre 1929.

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le mandat confié à la France par la Société des nations, en exécution du traité de Versailles du 28 juin 1919 ;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 15 avril 1926 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

Vu le décret du 22 mai 1924, fixant la législation applicable au Togo ;

Vu le décret du 7 juin 1922 sur la police sanitaire maritime et le décret modificatif du 1^{er} mars 1923 ;

Vu le décret du 22 novembre 1922, portant réorganisation de la justice indigène au Togo, et le décret du 16 novembre 1924, réorganisant la justice française en Afrique occidentale française ;

Vu le décret du 21 avril 1928 relatif à la protection de la santé publique au Togo,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 21 avril 1928 relatif à la protection de la santé publique au Togo est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 2. — En cas d'épidémie ou de tout autre danger imminent pour la santé publique déclaré par arrêté du commissaire de la République, les contrevenants aux dispositions arrêtées par les autorités administratives sont immédiatement appréhendés et jugés dans les conditions prévues par la loi du 20 mai 1863 sur l'instruction des flagrants délits.

Ils seront passibles des pénalités suivantes, toutes les fois que ces peines seront prévues par les arrêtés pris en exécution du présent décret ou par les décrets des 7 juin 1922 et 1^{er} mars 1923 susvisés.

Amende de 500 à 1.000 fr. et en cas de récidive de 1.000 à 5.000 fr.

Emprisonnement de un à six mois et, s'il y a récidive, de six mois à un an.

L'amende et l'emprisonnement peuvent se cumuler. L'article 463 du code pénal est applicable dans tous les cas prévus par le présent décret.

Les infractions ci-dessus visées sont de la compétence des tribunaux de simple police.

ART. 3. — Dans les mêmes cas d'épidémie ou d'autres dangers quelconques pour la santé publique, les contrevenants pourront être expulsés du Territoire du Togo par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 4. — Dans les mêmes cas, la contrainte par corps est applicable par défaut de paiement de l'amende.

ART. 5. — Les mesures prises par l'autorité administrative pour la protection de la santé publique pourront être permanentes, et les pénalités prévues à l'article 2 du présent décret prononcées, même en dehors des périodes d'épidémie.

ART. 6. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 7. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française ainsi qu'au *Journal Officiel* du Togo et inséré au *Bulletin Officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 11 novembre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

François PIÉTRI.

Paieries coloniales

ARRÊTÉ interministériel portant classement des paieries coloniales et organisation de leur personnel.

Le ministre des finances et le ministre des colonies,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous actes modificatifs subséquents, notamment le décret du 1^{er} juin 1923 ;

Vu le décret du 6 août 1921 sur l'organisation du personnel des trésoreries coloniales ;

Vu l'avis des gouverneurs généraux et gouverneurs,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La création des payeries, la détermination de leur siège et de leur circonscription sont effectuées dans les conditions de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} juin 1923.

Leur classement est établi, d'après l'importance des opérations effectuées, par arrêté des gouverneurs généraux ou gouverneurs sur la proposition des trésoriers généraux ou trésoriers-payeurs.

Ce classement est révisable tous les trois ans.

ART. 2. — Les payeries sont classées, suivant leur importance, dans l'une des catégories ci-après :

- Paieries hors classe.
- Paieries de 1^{re} classe.
- Paieries de 2^{me} classe.
- Paieries de 3^{me} classe.

ART. 3. — Les agents chargés de la gérance des payeries prennent le titre de préposés du Trésor. Ils sont titulaires de leur poste.

Toutefois, cette titularisation ne porte pas atteinte au droit des gouverneurs généraux ou gouverneurs de déplacer un préposé du Trésor toutes les fois que d'accord avec les trésoriers généraux ou trésoriers-payeurs, ils estiment que cette mutation est rendue indispensable par les nécessités du service.

Le déplacement par nécessités de service ne revêt pas un caractère disciplinaire ; cependant, l'agent qui en est l'objet devra, au préalable, être informé des motifs qui nécessitent la mesure prise à son égard, et il en sera rendu compte aux ministres des colonies et des finances.

Le déplacement commandé par les nécessités du service donne lieu à l'allocation d'une indemnité de mutation dans les conditions fixées par arrêtés des gouverneurs généraux ou gouverneurs pris sur la proposition des trésoriers généraux ou trésoriers-payeurs.

ART. 4. — Des arrêtés des gouverneurs généraux ou gouverneurs, pris sur la proposition des trésoriers généraux ou trésoriers-payeurs et communiqués aux ministres des finances et des colonies détermineront les conditions dans lesquelles seront prononcés les nominations, mutations normales et avancements des préposés du Trésor.

ART. 5. — Les préposés du Trésor ont droit à une indemnité de responsabilité et de caisse et à une indemnité pour frais de bureau.

Ces indemnités varient avec la classe des payeries.

Elles sont fixées par arrêtés des gouverneurs généraux ou gouverneurs, sur la proposition des trésoriers généraux ou trésoriers-payeurs.

ART. 6. — Lorsqu'un préposé du Trésor est absent de la colonie et se trouve dans une position ne lui donnant pas droit à la solde coloniale intégrale, l'agent désigné avec l'agrément du titulaire gère pour le compte et sous la responsabilité de ce dernier. Il a droit, indépendamment de ses émoluments, à une indemnité égale à la moitié du supplément colonial du comptable qu'il remplace.

Lorsque l'agent a été désigné sans l'agrément du titulaire, il occupe l'emploi à titre personnel et il est pécuniairement responsable de sa gestion. Il a droit, indépendamment de ses émoluments, à l'indemnité de responsabilité et à la moitié du supplément colonial du comptable qu'il remplace.

ART. 7. — Lorsque par suite du décès d'un préposé du Trésor ou pour toute autre cause, un poste se trouve vacant, l'agent qui en remplit temporairement les fonctions a droit, en sus de ses émoluments, à la totalité de l'indemnité de responsabilité et de frais de bureau et aux autres remises de toute nature attribuées au titulaire.

En conséquence, l'intérimaire occupe l'emploi à titre personnel et il est pécuniairement responsable de sa gestion.

Fait à Paris, le 26 octobre 1929.

Le ministre des finances,

Henry CHÉRON.

Le ministre des colonies,

André MAGINOT.

ARRÊTÉ ministériel relatif au cautionnement des préposés du Trésor aux colonies.

Le ministre des finances,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel des trésoreries coloniales ;

Vu le décret en date du 22 octobre 1929 créant le cautionnement unique des préposés du Trésor,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Les préposés du Trésor sont tenus de fournir comme garantie de leur gestion un cautionnement qui varie avec la classe des payeries et qui est fixé ainsi qu'il suit :

Payeries hors classe	100.000 frs.
Payeries de 1 ^{re} classe	60.000.
Payeries de 2 ^e classe	40.000
Payeries de 3 ^e classe	20.000

ART. 2. — Le cautionnement des préposés du Trésor doit être constitué pour la totalité, soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat.

Il pourra être substitué à ce cautionnement la garantie d'une association française de cautionnement mutuel.

ART. 3. — Les agents qui seront nommés préposés du Trésor à la date de la formation du cadre auront un délai de six mois pour réaliser le cautionnement auquel ils seront assujettis.

Dans les nominations ultérieures, tout agent nommé ne pourra être installé ni entrer en fonctions qu'après avoir justifié de la réalisation de son cautionnement.

ART. 4. — Le cautionnement ne peut être augmenté pendant la durée des fonctions d'un préposé du Trésor dans la même payerie.

ART. 5. — Les cautionnements ainsi fixés serviront de garantie pour tous les faits de gestion des divers services dont ces comptables pourront être chargés en qualité de préposés du Trésor, et, le cas échéant, de receveurs des communes et établissements publics, quel que soit le lieu où ils exerceront leurs fonctions dans la colonie.

ART. 6. — Les cautionnements en numéraire ou en rentes sur l'Etat sont inscrits au Trésor sans indication de résidence autre que la mention de la colonie, ou groupe de colonies, à laquelle appartient l'agent, et les oppositions devront être faites exclusivement entre les mains du conservateur des oppositions au ministère des finances.

ART. 7. — Lorsque le cautionnement est constitué en rentes sur l'Etat, la valeur des rentes à affecter sera calculée d'après les cours indiqués par le chef de l'administration locale

conformément au cours moyen officiel de la Bourse de Paris, figurant au dernier *Journal officiel* de la République française parvenu à la colonie au jour de la nomination, sans toutefois que cette valeur puisse dépasser le pair.

ART. 8. — Les préposés du Trésor intérimaires ne sont pas assujettis à un cautionnement.

ART. 9. — Le présent arrêté sera déposé au bureau chargé du contreseing pour être notifié à qui de droit.

Fait à Paris, le 26 octobre 1929.

Henry CHÉRON.

PERSONNEL EUROPÉEN

Reclassement des administrateurs coloniaux.

Par arrêté du ministre des colonies en date du 15 novembre 1929, le tableau de reclassement général du personnel des administrateurs des colonies à la date du 1^{er} janvier 1929 a été rectifié ainsi qu'il suit :

NOMS	AFFECTATION	DATE de nomination dans l'emploi actuel	ANCIENNETE AU 1 ^{er} JANVIER 1929					TOTAL	OBSERVATIONS	
			Admini- trative	MAJORATION (Arrêtés des 11 mai 1925 et 6 septembre 1928)	Rappel d'ancienneté attribué ou restant attribué au titre des services militaires					
					LOI du 1 ^{er} avril 1923	LOI du 17 avril 1924	LOIS des 9 déc. 1927 et 19 mars 1928			
Administrateurs de 2 ^{ème} classe										
ISAMBERT (René)	Togo	1 ^{er} janvier 1925	4 ans	Néant	Néant	Néant	Néant	4 ans	Sans change- ment.	
Administrateurs adjoints de 1 ^{ère} classe										
Avant 3 ans										
GAUDILLOT (Henri)	Togo	1 ^{er} juillet 1927	1 an 6 mois	Néant	Néant	Néant	11 mois 4 jours	2 a 5 m. 4 jours	Après M. RATABOUL.	

Reclassement

Par arrêté du Ministre des Colonies en date du 15 novembre 1929, ont été attribués aux Administrateurs adjoints de 2^e classe des colonies dont les noms suivent les rappels d'ancienneté ci-après pour services militaires au titre des lois des 1^{er} avril 1923, 17 avril 1924, 9 décembre 1927 et 19 mars 1928 :

M. WEBER (Marc-Louis-Jean), 9 mois.

Promotions

Par arrêté du 15 avril 1929, M. LE THUAUT, Instituteur du Moribian détaché en A. O. F. est promu, au choix de la 2^e à la 1^{re} classe avec effet du 1^{er} janvier 1928.

Par arrêté du 18 avril 1929, M^{me} KERUZZORÉ, née MEHU, Institutrice de 3^e classe, détachée en A. O. F. est promue au choix, à la 2^e classe de ses fonctions pour compter du 1^{er} janvier 1928.

ÉCOLE COLONIALE.

Par arrêté du ministre des colonies, en date du 23 novembre 1929, l'arrêté du 31 juillet 1929, relatif au concours des 2 et 3 avril 1930 pour l'admission au stage à l'école coloniale des adjoints des services civils et commis principaux des bureaux des secrétariats généraux des colonies, a été modifié ainsi qu'il suit :

« Le nombre des places mises au concours est fixé à 81, celui des places réservées au Cameroun étant porté de 2 à 6. »

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Impôt personnel européen

ARRÊTÉ N° 603 fixant le taux et réglementant l'assiette et la perception de la contribution personnelle.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'article 74 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu les arrêtés des 23 novembre 1920, 26 juillet 1921, 4 octobre 1926 et 14 novembre 1927 ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle suivant cablogramme n° 228 du 25 décembre 1929,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est établi une contribution personnelle dans le Territoire du Togo due par tous les habitants possédant la qualité de citoyen français ou jouissant d'un

statut analogue dans leur pays d'origine et présents au Territoire le 1^{er} Janvier de chaque année.

Cette contribution est fixée à 200 francs par an.

ART. 2. — Sont imposables les habitants majeurs ou mineurs émancipés du sexe masculin.

Sont toutefois soumises à l'impôt, les veuves, les femmes divorcées ou séparées de corps et les fils et filles majeurs ou mineurs de 18 ans ayant des moyens suffisants d'existence soit par leur fortune personnelle, soit par la profession qu'ils exercent, lors même qu'ils habitent avec leur père, mère ou curateur.

ART. 3. — Les fonctionnaires, les officiers et sous-officiers de terre et de mer sont soumis à la contribution personnelle d'après le même mode et dans les mêmes proportions que les autres contribuables.

ART. 4. — Sont exempts de la contribution personnelle :

1^{re} — Les consuls et agents consulaires de nationalité étrangère, sous réserve que les pays qu'ils représentent concèdent des avantages analogues aux agents diplomatiques et consulaires français.

2^e — Les militaires français à solde journalière.

3^e — Les indigents qui se trouvent par leur âge ou leurs infirmités incapables de subvenir à leur existence.

ART. 5. — La contribution personnelle étant due pour les faits existants au 1^{er} janvier est exigée pour l'année entière.

Les contribuables arrivés au Territoire dans le courant de l'année ne seront pris qu'au rôle de l'année suivante.

ART. 6. — Tout contribuable arrivant au Territoire par voie de mer ou de terre fera sa déclaration de résidence au Commandant du Cercle où il s'établit. Cette déclaration sera transmise au Commandant de Cercle de Lomé qui est seul habilité pour l'établissement des rôles d'impôt.

ART. 7. — Dans les cercles les versements d'impôts seront effectués dans les caisses des agents spéciaux qui les transmettront au Trésorier-Payeur de Lomé sous forme de mandats-poste sans frais. Ils en feront recette et dépense au Livre-Journal. La dépense sera justifiée par le talon du mandat.

A Lomé, le recouvrement de l'impôt sera poursuivi par le Trésorier-Payeur.

ART. 8. — Les règles concernant le dépôt des rôles et leur mise en recouvrement, le mode d'avertissement des contribuables, la procédure des poursuites et celles des réclamations des intéressés par voie gracieuse ou contentieuse sont celles prévues en matière de contributions directes par les règlements en vigueur.

ART. 9. — Sont abrogées toutes dispositions contraires et notamment celles des arrêtés des 23 novembre 1920, 26 juillet 1921, 4 octobre 1926 et 14 novembre 1927.

ART. 10. — Le Chef du Secrétariat Général, le Trésorier-Payeur et les Commandants de Cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable pour compter du 1^{er} janvier 1930, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE.

Impôt personnel indigène.

ARRÊTÉ N° 604 fixant le taux de l'impôt personnel indigène.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922 portant établissement de l'impôt personnel indigène au Togo ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1927 fixant le taux de l'impôt personnel indigène ;

Le conseil d'Administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle du 25 décembre 1929 ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de l'impôt personnel indigène est ainsi fixé :

1 ^{re} catégorie	Cercle de Lomé	Cercle d'Anécho	Cercle de Klouto	20 frs.
	Cercle d'Atakpamé	Atakpamé	20 frs.	
		Nuatja		
		Akposso		
		Akébou	10 frs.	
		Adélé		
	Kpessi	15 frs.		
	Sokodé	Kotokolis	10 frs.	
		Bassariss		
		Cabraiss	5 frs.	
		Lossos		
		Tamernas		
	Konkombas	7 frs.		
	Maugo			Tchocossis
		Gourmas, Mobas	5 frs.	
	Cabraiss et Konkombas			
Deuxième catégorie				30 francs.
Troisième catégorie				40 —
Quatrième catégorie				55 —
Cinquième catégorie				80 —

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général et les Commandants de Cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, inséré au Journal Officiel, publié partout où besoin sera et applicable pour compter du 1^{er} janvier 1930.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE

Rachat de la journée de prestation

ARRÊTÉ N° 605 fixant les taux de rachat de la journée de prestation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922 instituant l'impôt de prestations dans le Territoire du Togo ;

Vu l'arrêté du 29 novembre 1928 fixant pour l'année 1929 le taux de rachat de la journée de prestations ;

Le conseil d'Administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle du 23 décembre 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de rachat de la journée de prestations sont fixés de la façon suivante :

Européens		7 francs.
Indigènes	Cercle Lomé	
	— Anécho	2 —
Bas Togo	— Atakpamé	
	— Klouto	
Haut Togo	— Sokodé	1,30
	— Mango	

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général, les Commandants de Cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE

Taxe d'Hygiène

ARRÊTÉ N° 606 réglementant la taxe d'hygiène au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 18 décembre 1926 instituant un budget de la Santé Publique et de l'Assistance Médicale Indigène ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1926, modifié par celui du 14 novembre 1927 instituant au Togo une taxe d'hygiène ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle du 23 décembre 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La taxe d'hygiène instituée au Togo par l'arrêté du 4 octobre 1926 est due par tous les contribuables inscrits sur les rôles de l'impôt personnel européen.

ART. 2. — Elle est fixée à 100 francs pour les contribuables présents au 1^{er} janvier.

ART. 3. — La perception s'effectuera suivant les mêmes modalités que pour la taxe personnelle.

ART. 4. — Le Chef du Secrétariat Général, le Trésorier-Payeur du Togo, les commandants de cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, inséré au Journal Officiel, commu-

niqué partout où besoin sera et rendu applicable à partir du 1^{er} janvier 1930.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE

Taxe d'assistance médicale

ARRÊTÉ N° 607 fixant le taux de la taxe d'assistance médicale indigène.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1926 portant institution de la taxe d'assistance médicale indigène ;

Vu l'arrêté du 29 novembre 1928 fixant pour l'année 1929 les taux de la taxe d'assistance médicale indigène ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle du 23 décembre 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de la taxe d'assistance médicale indigène sont fixés de la façon suivante :

A. — Contribuables de la première catégorie.

Cercle	Lomé		
	Anécho		12 francs
	Klouto		
Cercle d'Atakpamé	Cantons Atakpamé		
	Nuatja		12 —
	Akposso		
	Akéhou		
	Kpéssi		7 —
	Adélé		3 —
Cercle Sokodé	Cotocolis et Bassaris		3 —
	Cabrai et Lossos		3 —
	Tambermas, Massédénas,		
Mango	Konkombas		2 —
	Tchocossis		4 —
	Gourmas, Mobas, Cabrai		2 —

B. — Contribuables des catégories supérieures.

30 % de l'impôt personnel.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général et les commandants de cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE

Droits sur les permis de port d'armes

ARRÊTÉ N° 608 fixant le mode de perception des droits sur les permis de port d'armes dans le Territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 18 août 1922 réglementant l'importation, la vente, la cession et la détention des armes à feu et des munitions au Togo ;

Vu le décret du 7 septembre 1926 portant modification au décret du 18 août 1922 susvisé ;

Vu l'arrêté du 29 juin 1929 fixant les tarifs du permis de port d'armes dans le Territoire du Togo ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle du 25 décembre 1929

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} janvier 1930 l'autorisation du port d'armes devra être justifiée par la présentation à toute réquisition ;

1° — Pour les armes perfectionnées, du récépissé du versement de la taxe annuelle.

2° — Pour les armes de traite d'un jeton métallique ou en carton portant le montant du droit acquitté, et le millésime de l'année.

Quelque soit le moment de la délivrance des récépissés ou jetons, les permis de port d'armes ne seront valables que pour l'année en cours commençant le 1^{er} janvier et finissant le 31 décembre.

ART. 2. — La perception des droits sur les armes perfectionnées se fera au moyen de rôles.

La perception des droits sur les armes de traite se fera au moyen d'états numériques par village.

ART. 3. — Les jetons seront délivrés à l'agent spécial sur demande du Commandant de Cercle. Ces jetons seront considérés comme valeurs fiduciaires, et leur comptabilité sera tenue simultanément au Bureau des Finances et à l'Agence Spéciale suivant des instructions qui seront données à cet effet.

Il sera tenu au Chef-lieu de chaque cercle un contrôle nominatif sur les registres dont la première colonne comprendra les noms des titulaires et les autres seront réservées aux mutations des années suivantes.

ART. 4. — La comptabilité des valeurs fiduciaires sera tenue par débit et crédit. Les agences spéciales se débiteront de la valeur des entrées et se créditeront des sorties.

En fin d'année une copie du livre de comptabilité des valeurs fiduciaires sera jointe à la balance des comptes de l'Agence Spéciale afin de permettre le contrôle des opérations par le Bureau des Finances.

Les jetons non utilisés au 31 décembre seront retournés au Bureau des Finances et l'agence spéciale se créditera dans sa comptabilité des valeurs fiduciaires de la valeur des jetons retournés avec référence à l'accusé de réception du Bureau des Finances.

ART. 5. — La délivrance des jetons sera faite au Chef de village. Il lui sera délivré un récépissé collectif dont la référence justifiera la sortie des jetons dans la comptabilité de valeurs fiduciaires.

ART. 6. — Les prescriptions du présent arrêté seront appliquées pour compter du 1^{er} janvier 1930. Sont abrogées toutes dispositions contraires.

ART. 7. — Le Chef du Secrétariat Général, les Commandants de Cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE

Impôt sur la population flottante

ARRÊTÉ N° 609 portant fixation du taux de la taxe sur la population flottante et création d'une carte d'identité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et le pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1920 instituant un impôt de capitation sur la population flottante modifié par celui du 4 octobre 1926 ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle du 25 décembre 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La taxe sur la population flottante instituée par l'arrêté N° 84 du 23 novembre 1920 est fixée uniformément à 40 francs.

ART. 2. — Sont compris dans la population flottante.

1°) Tous les individus du Togo qui résident hors de leur cercle d'origine ne sont pas rattachés à une collectivité ou qui, bien que faisant partie d'un groupement régulier dans leur cercle d'origine, ne pourront rapporter la preuve qu'ils ont, soit personnellement, soit par l'intermédiaire des tiers (Chef de village, de quartier ou de famille), acquitté leur impôt ou qu'ils sont exempts de l'impôt par un acte spécial.

2°) Tous les indigènes des colonies françaises ou étrangères en résidence au Togo depuis plus d'un mois.

Les indigènes visés aux deux paragraphes ci-dessus du présent article seront tenus de demander au poste dont dépend leur nouvelle résidence une carte d'identité qui leur sera délivrée dans les conditions fixées ci-après.

ART. 3. — L'impôt de capitation sur la population flottante est établi et perçu sur rôles nominatifs. Le montant en est immédiatement exigible au moment de la délivrance de la carte d'identité. Mention du paiement et du numéro de la quittance sera portée sur la carte d'identité dans le casier ad hoc.

ART. 4. — La délivrance de la carte d'identité donnera lieu à la perception d'une taxe de 20 francs.

ART. 5. — La carte d'identité est renouvelable chaque année. Toutefois les indigènes du Togo résidant hors de leur cercle d'origine seront soumis à l'impôt ordinaire de leur nouvelle circonscription après 3 années de résidence effective dans la même localité.

ART. 6. — La comptabilité des cartes sera tenue par les chefs de circonscription dans les mêmes conditions que celle des valeurs fiduciaires fixées par l'arrêté du 22 octobre 1929 déterminant le taux et le mode de perception de la taxe sur le permis de port d'armes.

ART. 7. — Tout individu astreint à la taxe sur la population flottante qui ne pourra justifier du paiement de son impôt sera astreint au paiement de la triple taxe. La carte d'identité fait preuve du paiement. Elle comportera un emplacement pour la photographie ou l'empreinte digitale au choix de l'intéressé.

ART. 8. — Le Chef du Secrétariat Général, les commandants de cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, inséré au Journal Officiel du Territoire et communiqué partout où besoin sera et applicable pour compter du 1^{er} janvier 1930.

ART. 9. — Sont abrogées toutes dispositions contraires et notamment les arrêtés des 23 novembre 1920 et 4 octobre 1926.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE.

Licences

ARRÊTÉ N° 610 réglementant les licences dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 3 mars 1877 autorisant les gouverneurs à sanctionner leurs arrêtés par des peines de simple police ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 réglementant les patentes dans le Territoire du Togo placé sous mandat ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu le câblogramme ministériel N° 228 du 25 décembre 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Tout individu, sans distinction d'origine ni nationalité, toute société exerçant dans les territoires du Togo placés sous le mandat de la France le commerce de l'alcool est assujéti à la contribution, de la licence, telle qu'elle est fixée dans le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2. — La licence est une autorisation personnelle nominative d'exercer pour une période fixe le commerce d'alcool (boissons alcooliques, boissons fermentées, boissons spiritueuses) sous quelque forme que ce soit, fabrication, importation vente en gros et en détail, sous réserve que les professions seront exercées dans les conditions déterminées par le présent arrêté.

ART. 3. — Le contribuable possédant plusieurs établissements de fabrication ou de vente de boissons spiritueuses, alcooliques ou fermentées qu'ils soient ou non dans la même localité est assujéti à une licence distincte pour chacun de ces établissements.

ART. 4. — Toute personne qui dans le même établissement exerce des commerces comportant chacun une licence de taux différent n'est soumise au titre de la licence qu'à un droit unique.

Le droit est le plus élevé de ceux qu'elle aurait à payer si elle était assujéti à autant de droits que ses exploitations comporteraient de licences.

ART. 5. — Le titre est remis dans chaque cercle par les soins de l'Administrateur, il doit être affiché dans un lieu apparent et présenté à toute réquisition.

Il est détaché d'un carnet à souche coté et paraphé par le Commandant de Cercle.

Dans le cas où le titre serait égaré ou détruit, le titulaire pourra se faire délivrer un certificat par le Commandant de Cercle qui a délivré l'original.

ART. 6. — La licence est perçue sur rôle. L'établissement, le recouvrement des titres de perception sont effectués dans les mêmes formes et conditions que la patente, telles qu'elles sont fixées par l'arrêté du 22 octobre 1929 auquel il convient de se reporter pour tout ce qui n'est pas prévu au présent texte.

ART. 7. — Le chef du secrétariat général, le trésorier-payeur, les commandants de cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel, communiqué partout où besoin sera et appliqué pour compter du 1^{er} janvier 1930.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE.

Tableau des Licences

1 ^{re} classe — Maison de commerce faisant l'importation de boissons alcooliques, spiritueuses ou fermentées et fabricants de boissons alcooliques avec des produits d'importation et établissements où l'on consomme avec tables et chaises.	3.300 frs.
2 ^{me} classe — Établissement vendant des boissons alcooliques ou spiritueuses à emporter.	1.200 frs.
3 ^{me} classe — Vendeurs de boissons fermentées de fabrication locale sous abri volant ou sous apatam	200 frs.

Chiffre d'affaires.

ARRÊTÉ N° 611 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies ;

Vu les arrêtés des 30 novembre 1925, ensemble les arrêtés des 31 décembre 1926, 12 avril 1927, 14 novembre 1927 qui ont créé et modifié la taxe sur le chiffre d'affaires dans le Territoire du Togo ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle du 25 décembre 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le Territoire du Togo les patentés sont assujétis à la taxe sur le chiffre d'affaires sur la base et dans les conditions déterminées ci-après :

1^{re} — Sur le chiffre d'affaires représenté par la valeur en douane des importations et des exportations effectuées

pendant l'année, pour les patentés faisant acte d'importation et d'exportation continue ou accidentelle.

2° — Sur le chiffre d'affaires annuel représenté par le montant des ventes, quand celui-ci atteint ou dépasse Cent mille francs (100.000 frs.), pour les patentés ne faisant ni l'importation ni l'exportation.

3° — Sur le montant des commissions, remises, salaires, intérêts, escomptes, agios et autres produits définitivement acquis, pour les établissements de crédit.

Art. 2. — Les taux sont fixés ainsi qu'il suit :

1° — Patentés importateurs : 3% du chiffre des importations ;

2° — Patentés exportateurs : 0,50 du chiffre des exportations ;

3° — Patentés non importateurs, ni exportateurs : 3% du chiffre d'affaires ;

4° — Etablissements de crédit : 1% sur le montant des commissions, remises, salaires, intérêts, escomptes, agios et autres produits définitivement acquis.

Art. 3. — Ne sont pas soumises à la taxe sur le chiffre d'affaires :

1° — Les marchandises qui, à l'arrivée, sont placées sous le régime de transit, de l'entrepôt, du crédit ou du dépôt en douane pour être réexpédiées dans une colonie ;

2° — Les marchandises introduites spécialement au Territoire en exécution de marchés réguliers et en vue d'être livrées à un service administratif relevant directement du Budget local ou du Budget annexe de la Santé Publique, déduction faite des quantités qui pourraient être refusées par la commission de recette et reprises par le fournisseur ;

3° — Les marchandises achetées hors du Territoire par les assujettis pour les besoins de leur commerce, industrie, entreprise et utilisées dans leurs établissements, tels que matériel d'exploitation, camions, etc. . . . , les emballages (fûts, sacs) destinés à contenir les produits exportés par eux, les matériaux de construction pour les immeubles, etc. . . .

La taxe est due pour toutes les autres affaires portant sur les marchandises reçues de l'extérieur, lors même, que mises à la consommation, elles seraient expédiées hors du Territoire.

Art. 4. — Le Service des Douanes liquidera la taxe due par les patentés importateurs et exportateurs sur une des trois expéditions des déclarations déposées par le déclarant. Il sera établi un bulletin de liquidation distinct de celui utilisé pour le recouvrement des droits de douane.

A l'importation la valeur à déclarer sera, à défaut de mercuriale officielle, la valeur sur facture majorée de tous les frais postérieurs à l'achat, fret, commissions, frais d'embarquement et de transport par chemin de fer etc. . . , à l'exception des droits et taxes exigibles à partir du débarquement des marchandises sur le Territoire.

A l'exportation la valeur à déclarer sera celle des mercuriales officielles ou à défaut la valeur FOB que les marchandises ont à Lomé à la date d'enregistrement de la déclaration.

Les marchandises exonérées de la taxe et déclarées par les assujettis au moment du dépôt de leur déclaration en douane feront pour chaque importateur l'objet d'états spéciaux qui seront transmis chaque mois par le Service des Douanes au Commissaire de la République.

Art. 5. — En ce qui concerne les patentés ne faisant ni l'importation ni l'exportation, mais dont le chiffre d'affaires annuel atteint ou excède cent mille francs (100.000 frs.), ainsi que les établissements de crédit, les droits seront liquidés par les Commandants de Cercle d'après les déclarations pour l'année éconlée faites par les assujettis avant le 31 janvier. Ils seront recouverts dans les Cercles par les Administrateurs et à Lomé par le Trésorier-Payeur après visa des états par l'Ordonnateur Délégué.

Art. 6. — Les déclarations reconnues erronées seront passibles d'une taxe supplémentaire égale au triple du droit compromis en sus du principal.

Art. 7. — Le Chef du Secrétariat Général est chargé d'exercer un contrôle sur l'application des tarifs et l'évaluation des droits à percevoir sur le chiffre d'affaires en ce qui concerne les contribuables visés à l'article 5 ci-dessus. Lorsque ce fonctionnaire estime erronées les déclarations faites par ces redevables il en rend compte au Commissaire de la République qui peut éventuellement procéder à la taxation d'office pour une somme déterminée.

Si le patenté omet de faire sa déclaration sur le chiffre d'affaires, le Commissaire de la République procédera à la taxation d'office.

Art. 8. — Les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application du présent arrêté seront jugées par le Conseil du Contentieux du Territoire.

Art. 9. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1930 sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE.

Abatage des animaux

ARRÊTÉ N° 612 portant tarification de la taxe d'abatage sur les animaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1926 portant fixation de la taxe d'abatage des animaux ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle du 25 décembre 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de la taxe d'abatage sont ainsi fixés à compter du 1^{er} janvier 1930 pour tous les cercles du Territoire.

Bœufs et vaches	15 francs.
Veaux	10 —
Cochons gros	8 —
— petits	5 —
Chèvres et moutons	3 —
Cabris	2 —

ART. 2. — Un agent désigné par le Commandant de Cercle est préposé à la perception de cette taxe. Cet agent délivrera un récépissé extrait d'un carnet à souche.

Les recettes sont versées dans la caisse de l'agent spécial.

ART. 3. — Le Chef du Secrétariat Général et les Commandants de Cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE.

Fourrière

ARRÊTÉ N° 613 déterminant les tarifs des droits de fourrière et fixant les conditions de perception.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1920 portant création de droits de fourrière, ensemble les arrêtés des 17 novembre 1921, 15 novembre 1922 et 14 novembre 1926 relatifs aux droits de fourrière ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle du 25 décembre 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un service de fourrière dans chacun des chefs-lieux de Cercle d'Atakpamé, Anécho, Lomé, Klouto, Sokodé et Mango.

ART. 2. — Tous les animaux, voitures et autres objets trouvés à l'abandon sur la voie publique ou les marchés seront conduits immédiatement à la fourrière établie à cet effet auxdits chefs-lieux.

ART. 3. — Les animaux, voitures et autres objets mis en fourrière ne pourront en sortir que sur le vu du récépissé constatant le paiement des droits de fourrière. Ces droits feront l'objet d'un état de liquidation.

ART. 4. — A défaut de réclamation, et après un délai de dix jours au plus pour les animaux et objets périssables et de trois mois pour les objets non périssables, le service de la fourrière, sur décision de l'autorité administrative, fera remise, aux fins de vente, des animaux ou objets au Receveur des Domaines ou à son délégué ; le Commandant de Cercle ou le fonctionnaire désigné par celui-ci.

Ces délais ne sont pas applicables aux volailles et oiseaux de basse-cour qui devront être mis en vente au bout de trois jours.

Le produit de la vente sera intégralement versé, après déduction des frais de fourrière et de vente, au Trésor, sauf le droit à restitution des propriétaires ou de leurs ayants-droit qui devra s'exercer dans le délai d'un an à compter du jour de la vente.

ART. 5. — Les tarifs de frais de fourrière sont ainsi fixés pour tout le Territoire :

Chevaux, mulets, ânes, bœufs, porcs 10 francs par jour et par animal.

Chiens, moutons, chèvres. 5 francs —

Automobiles. 20 francs par jour.

Motocyclettes et bicyclettes 10 francs —

Autres objets 5 francs —

Ces tarifs sont indivisibles et toujours comptés pour une fraction entière quelle que soit la durée du séjour en fourrière.

ART. 6. — Les régisseurs de la fourrière seront désignés par les Commandants de Cercle. Ils tiendront un registre d'entrée et de sortie. Pour la sortie ils feront référence à la quittance, soit qu'il s'agisse d'animaux ou objets retirés après paiement des droits, soit qu'il s'agisse d'animaux ou objets vendus aux enchères publiques.

ART. 7. — Le Chef du Secrétariat Général, les Commandants de Cercle, le Receveur des Domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, inséré au Journal Officiel du Territoire, communiqué partout où besoin sera et rendu applicable pour compter du 1^{er} janvier 1930.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE.

Droit de timbre sur les affiches

ARRÊTÉ N° 616 portant création d'un droit de timbre sur les affiches.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 30 août 1929 réglementant l'impôt du timbre au Togo ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle du 25 décembre 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les affiches autres celles d'actes émanés de l'autorité publique sont assujetties au timbre.

Les droits sont perçus de la façon suivante :

Affiches sur papier ordinaire imprimées ou manuscrites 2 frs.

Affiches sur papier préparé ou protégé. 5 frs.

Panneaux réclame par mètre carré 10 frs.

ART. 2. — Doivent être considérées comme affiches sur papier préparé ou protégé les affiches ayant subi une préparation quelconque afin d'en assurer la durée, soit que le papier ait été transformé ou préparé, soit qu'elles se trouvent protégées par un verre, un vernis ou une substance quelconque, soit qu'antérieurement à leur application on les ait collées sur une toile, plaque de métal, etc.

Les affiches sur papier ordinaire, imprimées ou manuscrites, qui sont apposées soit dans un lieu couvert public, soit dans une voiture, quelle qu'elle soit, servant au transport

du public, sont assimilées en ce qui concerne le tarif du droit de timbre exigible aux affiches sur papier préparé ou protégé.

ART. 3. — Doivent être considérés comme panneaux réclame, les affiches écran, les affiches sur portatif spécial, les affiches de toute nature avec ou sans illustrations, imprimées, peintes ou constituées au moyen de tout autre procédé qui sont établies sur toute partie d'un immeuble bâti ou non, mur de maison ou clôture, à l'intérieur ou à l'extérieur des agglomérations.

ART. 4. — La couleur blanche est exclusivement réservée aux affiches de l'autorité administrative.

ART. 5. — Pour la liquidation du droit sur les panneaux réclame, toute fraction de mètre carré est comptée pour l'unité.

ART. 6. — L'acquittement des droits se justifie par l'apposition d'un ou plusieurs timbres, portant le millésime de l'année en cours. Quelle que soit la date de l'apposition du timbre, celui-ci ne vaut que pour l'année en cours et doit être renouvelé pour l'année suivante.

ART. 7. — Sont dispensées du droit de timbre les affiches réclames sur plaques émaillées offertes gratuitement à l'Administration et servant à la localisation ou la signalisation.

ART. 8. — Les infractions au présent arrêté seront passibles d'une amende fiscale égale au quintuple du droit compromis sans préjudice des peines prévues par les articles 471 et 474 du code pénal. Les affiches non timbrées seront lacérées ou détruites.

ART. 9. — Le Receveur des Domaines, du Timbre et de l'Enregistrement, les commandants de cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera et applicable pour compter du 1^{er} janvier 1930.

Lomé, le 22 octobre 1929.

BONNECARRÈRE

Patente.

ARRÊTÉ N° 630 réglementant l'impôt de la patente dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 5 mars 1877 autorisant les gouverneurs à sanctionner leurs arrêtés par des peines de simple police ;

Vu le décret du 3 août 1881 organisant les conseils de contentieux des colonies ;

Vu les arrêtés des 31 juillet 1922 et 14 novembre 1927 réglementant les patentes et licences dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France ;

Le Conseil d'administration entendu ;

Vu l'approbation ministérielle du 25 décembre 1929.

ARRÊTE :

TITRE PREMIER.

Assiette des patentes

ARTICLE PREMIER. — *Caractère général.* — Tout individu, français, étranger ou indigène exerçant dans le Territoire du Togo une profession libérale, un métier, une industrie ou un commerce non compris dans les exceptions prévues au présent arrêté est assujéti à la contribution des patentes.

Tout titulaire d'un ou plusieurs marchés administratifs, d'entreprise ou de fourniture, soit après une adjudication publique dans le Territoire, ou de gré à gré, sera soumis à la taxe fixée pour le commerce, l'industrie ou la profession la plus imposée en cas de plusieurs contrats simultanés ou successifs.

ART. 2. — *Définition de la patente.* — La patente est une autorisation d'exercer pour une période fixe la profession qu'elle vise dans le lieu et l'établissement auxquels elle se rapporte et dans les conditions déterminées dans le présent arrêté.

ART. 3. — *Caractère personnel.* — La patente est personnelle, elle ne peut servir qu'à celui à qui elle a été délivrée.

En conséquence les collecteurs ou les acheteurs ambulants européens ou indigènes, même travaillant pour le compte d'une maison et rétribués par elle sont astreints au paiement d'une patente spéciale prévue au tableau joint.

Néanmoins la patente délivrée à une société en non collectif régulièrement constituée sert dans les limites réglementaires à tous les membres agissant au nom de la société.

ART. 4. — *Conjoints.* — Le mari et la femme même séparés de biens ne doivent que la patente qui serait due par un patentable unique exerçant les mêmes professions, à moins qu'ils n'aient des établissements distincts, auquel cas chacun d'eux doit payer intégralement la taxe afférente à sa profession respective.

ART. 5. — *Règles de fixation.* — La contribution des patentes consiste en un droit fixe réglé par la nature du commerce, de l'industrie ou de la profession, d'après un classement faisant l'objet de tableaux annexés au présent arrêté.

Cas non prévus. — Les autres commerces, industries ou professions non dénommés dans les tableaux n'en sont pas moins soumis à la patente. Celle-ci est alors fixée par analogie d'après les similaires déjà taxés.

TITRE II.

Mode de perception des patentes

ART. 6. — *Groupes.* — Les professions imposables sont réparties en 3 groupes :

- 1° — Professions libérales.
- 2° — Métiers et industries.
- 3° — Commerce.

Dans les groupes les patentes sont divisées en classes, servant de base à la taxation suivant le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 7. — *Cumul.* —

L'exercice dans le même établissement de plusieurs professions, métiers, industries ou commerces appartenant à des groupes différents donne lieu aux impositions ci-après en partant des patentes les plus élevées.

- 1^{re} imposition droit entier.
- 2^e imposition réduction d'un quart.
- 3^e imposition réduction de moitié.
- 4^e imposition réduction des trois quarts.

L'exercice dans le même établissement de plusieurs professions, métiers, industries ou commerces appartenant au même groupe donne lieu seulement à la perception de la patente la plus élevée.

ART. 8. — *Patentes de sociétés.* — Les Sociétés ou Compagnies quelconques ayant pour objet une entreprise commerciale ou industrielle doivent payer un droit pour chacun de leurs établissements dans les conditions prévues par le présent arrêté.

La patente de la collectivité ne dispense aucun des sociétaires ou actionnaires du paiement de la taxe à laquelle il pourrait être assujéti pour l'exercice d'un commerce, d'une industrie ou d'une profession particulière. Cette disposition est d'ailleurs applicable aux employés, représentants, gérants et correspondants de maison de commerce ou d'industrie quelconque.

Ne peuvent se dire gérants, représentants, ou correspondants que les personnes munies d'une procuration régulière, générale ou limitée.

ART. 9. — *Exemptions.* — Ne sont pas astreintes au paiement de la patente les personnes qui se livrent à un commerce, une industrie ou une profession ou en général à toute exploitation comprise restrictivement dans l'énumération suivante :

- 1^o — Les fonctionnaires et employés salariés par l'État et les Administrations locales en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions.
- 2^o — Les sages femmes.
- 3^o — Les artistes lyriques et entrepreneurs d'attraction.

4^o — Cultivateurs et éleveurs, mais seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits ayant exigé des frais de plantation, de labour et d'entretien et pour le bétail qu'ils élèvent.

L'exemption ne s'étend donc pas :

- a) au cultivateur qui achète des animaux pour les revendre ensuite,
- b) à celui qui achète pour les revendre des récoltes sur pied, soit par une convention annuelle, soit par une convention portant sur plusieurs années.
- 5^o — Les pêcheurs et les piroguiers alors même que les barques qu'ils montent leur appartiendraient.

6^o — Les Caisses d'Epargne, les sociétés de prévoyance et d'assurance mutuelles administrées gratuitement et régulièrement autorisées.

7^o — Les auteurs, les professeurs de belles lettres, sciences, arts d'agrément, instituteurs donnant des leçons particulières.

8^o — Les commis et toute personne travaillant à gage, à façon et à la journée dans les maisons, ateliers et boutiques des patrons ou artisans de leur profession.

TITRE III.

Application des patentes

ART. 10. — *Annualité des patentes.* — La patente est due pour l'année entière par tout individu exerçant au 1^{er} Janvier une profession imposable.

Ceux qui entreprennent dans le cours de l'année une profession, un commerce ou une industrie sujets à patente ne doivent la contribution qu'à partir du 1^{er} jour du trimestre dans lequel ils ont commencé à l'exercer.

Exception est faite pour les professions qui par leur nature ne peuvent être exercées que pendant une partie de l'année. Les personnes qui s'y livrent doivent le montant de la contribution pour l'année entière quelle que soit l'époque à laquelle ils entreprennent l'une de ces professions.

ART. 11. — *Fermeture des établissements.* — En cas de fermeture des établissements, magasins, boutiques, ateliers, par suite de décès, de liquidation judiciaire ou de faillite déclarée, les droits ne seront dus que jusqu'à la fin du trimestre en cours. En cas de cessation volontaire de commerce, la contribution des patentes sera immédiatement exigible pour l'année entière.

ART. 12. — *Modifications de patentes.* — Toute personne qui devient patentable ou dont la situation subit un changement passible d'un supplément de patente doit en faire la déclaration dans la huitaine en vue de son inscription au rôle supplémentaire en cours à peine d'encourir les pénalités édictées par les articles 25-26-27.

ART. 13. — *Cession d'établissement.* — En cas de cession d'établissement la patente est transférée au cessionnaire sur la demande des deux intéressés, après paiement par le cédant des termes échus.

ART. 14. — *Transfert d'établissement.* — En cas de transfert d'établissement :

- 1^o — Dans une autre localité du même cercle, le patentable doit en informer le Commandant de Cercle avant son départ de la première localité ;
- 2^o — Dans un autre Cercle, le changement de résidence doit être déclaré, avant d'être accompli, aux Commandants des deux Cercles intéressés, sous peine

dans les 2 cas, du paiement de la taxe à échoir jusqu'à la fin de l'année dans la nouvelle résidence.

La patente afférente à l'année en cours devra être payée intégralement dans le premier cercle avant toute opération de transfert. Le patentable n'est repris sur le rôle supplémentaire de la nouvelle résidence, que dans le cas où, par suite de changement de classe ou de catégorie, il serait assujéti à une patente plus élevée.

Il est soumis, dans ce cas, au paiement de la différence entre les deux patentes, à compter du premier jour du trimestre où le transfert a été effectué.

TITRE IV.

Etablissement des rôles de perception

ART. 15. — *Rôles.* — La patente est perçue sur rôles nominatifs (primitifs ou supplémentaires) établis dans chaque cercle après avis de la commission des patentes.

Le rôle primitif est le document qui, établi pour compter du 1^{er} Janvier de chaque année, comprend toutes personnes ressortissant à l'un des groupes ou classes prévus dans les tableaux de patentes.

Les rôles supplémentaires ouverts au début de chaque trimestre sont présentés sous la même forme que le rôle primitif et destinés à compléter ce dernier.

ART. 16. — *Préparation.* — Il est procédé dans chaque cercle, tant pour l'élaboration du rôle primitif que des rôles supplémentaires, à la classification des personnes soumises aux patentes dans les formes et conditions suivantes.

La Commission (composée du Commandant de Cercle ou de son délégué président et de 3 commerçants ou industriels désignés par le Commissaire de la République) se réunit sur la convocation de son président dans les bureaux de la résidence.

Les convocations doivent être adressées avec élargement 8 jours à l'avance.

Les décisions de la commission sont valables quel que soit le nombre des membres ayant pris part à la séance.

Mention doit être faite sur le procès-verbal de l'absence de ceux de ces derniers qui auraient été empêchés.

ART. 17. — *Classification.* — Il est procédé aux opérations de classification relatives à l'élaboration annuelle des rôles primitifs par la commission réunie dans les conditions fixées par l'article 15.

Les convocations doivent être lancées par le Commandant de Cercle pour l'établissement du rôle primitif de l'année suivante dans les délais voulus pour permettre la réunion de la commission de classement dans le courant de la première quinzaine de Novembre.

L'envoi des rôles au chef-lieu doit être fait avant le 1^{er} Décembre.

Les rôles devront être vérifiés, arrêtés et approuvés au Chef-lieu dans le plus bref délai afin de pouvoir être mis en recouvrement dans le courant de Janvier.

ART. 18. — *Inscription au rôle.* — Sont portées sur ces rôles toutes les personnes soumises à la patente et dont l'énumération suit :

A — celles qui exerçaient antérieurement leur profession, commerce ou industrie et qui n'ont pas déclaré cesser pour l'année nouvelle dans les délais prévus.

B — celles qui ont déclaré avant la réunion de la commission de classement vouloir ouvrir un commerce, exercer une profession, une industrie pendant l'année.

C — celles qui, sur des présomptions suffisantes et sur avis conforme de la commission, seront reconnues devoir être imposées d'office.

La commission doit s'aider pour la confection des rôles de tous les éléments d'appréciation. Les réclamations soumises à son examen et reconnues non fondées donnent lieu à une notification immédiate par le président.

ART. 19. — *Rôles supplémentaires.* — Dès le premier jour de chaque trimestre il sera ouvert un rôle supplémentaire destiné à recevoir l'inscription au fur et à mesure des déclarations ou des découvertes :

1^o — Des individus omis aux rôles primitifs qui exerçaient au 1^{er} Janvier précédent un commerce, une industrie ou une profession imposable. La taxe remonte alors au 1^{er} Janvier.

2^o — De ceux qui, antérieurement à cette date, auraient apporté dans leur situation commerciale ou industrielle ou professionnelle des changements passibles d'une augmentation de droit. Celle-ci est également due à partir du 1^{er} Janvier.

3^o — De ceux qui, dans le cours de l'année, entreprennent une nouvelle profession comportant un droit plus élevé ou qui transportent leur établissement dans une localité plus imposée. Le supplément de la taxe est dû, dans ce cas, pour compter du 1^{er} jour du trimestre pendant lequel ces changements se produisent.

4^o — De ceux qui, dans le cours de l'année, entreprennent une profession sujette à patente ou qui dans le même établissement entreprennent une nouvelle profession dont la patente ne se confond pas avec celle déjà imposée ou qui, encore, ouvrent une ou plusieurs succursales. Le droit nouveau ou supplémentaire est dû dans ces divers cas, à partir du premier jour du trimestre pendant lequel les faits se sont accomplis.

TITRE V.

Recouvrement des patentes

ART. 20. — *Publication des rôles.* — La mise en recouvrement des rôles sera portée à la connaissance du public au moyen d'affiches sur papier libre rédigées en français et apposées au bureau du Commandant du Cercle et du Chef de Subdivision et dans les lieux

ordinaires de publication. Ces affiches constituent une mise en demeure collective. La date de mise en recouvrement est le point de départ du délai de 3 mois assigné par le décret du 5 Août 1881 concernant l'organisation et la compétence des Conseils des Contentieux Administratif (Article 100) pour la formation des requêtes contentieuses.

Dans la huitaine qui suit la mise en recouvrement des rôles, des avertissement doivent être envoyés aux contribuables.

ART. 21. — *Patentes payables d'avance.* — Les patentés qui ne présentent pas dans l'exercice de leur commerce, industrie ou profession les garanties de stabilité ou de solvabilité voulus, doivent acquitter d'avance et en totalité de montant de leur patente.

Les catégories de patentables soumises à cette obligation feront l'objet d'une décision du Commissaire de la République sur proposition des Commandants de Cercle.

ART. 22. — *Conditions et dates de recouvrement.* — En règle générale, tout patentable a la faculté de se libérer en une seule fois après l'homologation des rôles, mais la patente n'est exigible que par trimestre et d'avance, le premier terme étant dû dès que les rôles sont mis en recouvrement. Sur le vu de la quittance constatant le premier paiement (global ou partiel) l'agent chargé de la confection des rôles délivre au contribuable une formule de patente.

ART. 23. — *Patentes par anticipation.* — Toutefois des patentes par anticipation peuvent être délivrées :

1° — A tous les patentés en cas de retard dans l'homologation des rôles.

2° — En cas d'ouverture d'un nouveau commerce ou d'une profession ou d'une industrie nouvelle dans le courant d'un trimestre.

3° — Aux marchands ambulants et à tous autres à profession non sédentaire (qui doivent toujours acquitter en une seule fois le montant total de leur cote.)

Sur le vu de la quittance attestant le paiement, l'agent chargé de la confection des rôles délivre au contribuable une patente par anticipation.

Le montant de cette patente est inscrit ensuite, séance tenante s'il y a lieu, sur le rôle supplémentaire ouvert dans les conditions de l'article 19.

ART. 24. — *Formules des patentes.* — Les patentes sont détachées d'un carnet à souche coté et paraphé par le Commandant de Cercle.

Tout contribuable n'ayant pas de magasin ou de boutique est tenu d'exhiber son titre lorsqu'il en est requis par tous agents qualifiés de l'autorité administrative et tous autres officiers ou agents de police judiciaire.

Dans les magasins et boutiques la formule de patente devra être obligatoirement affichée.

Toute personne soumise à la patente qui aura égaré son titre ou qui devra en justifier hors de son domi-

cile pourra se faire délivrer un certificat par le Commandant du cercle qui aura établi le titre.

TITRE IV.

Pénalités

ART. 25. — *Dissimulation et fausses déclarations.* — Sauf le cas de bonne foi dûment démontrée, toute dissimulation ou toute fausse déclaration constatée par procès-verbal, ratifiée par décision du Commandant de Cercle, entraînera en plus de l'application de la taxe pour l'année entière, un accroissement de taxe égal au triple des droits dont le fisc aurait pu être frustré. Les sommes ainsi imposées seront comprises dans le même article que le droit principal. Elles seront justifiées par l'annexion au rôle de la décision du Commandant de Cercle constatant la fraude.

Les réclamations relatives à l'application de ces pénalités sont du ressort du Conseil du Contentieux.

ART. 26. — *Saisie des marchandises vendues en fraude.* — Les marchandises mises en vente par des individus non munis de patente seront saisies et séquestrées aux frais du vendeur à moins que celui-ci ne donne caution suffisante jusqu'à la production de la patente ou jusqu'à ce qu'il ait pu prouver que la patente a été régulièrement demandée.

ART. 27. — Les infractions aux dispositions des articles 12, 13, 14, 23 paragraphe 2 seront constatées sur procès-verbal et punies des peines de simple police si les contribuables sont justiciables des tribunaux français ou exempts de l'indigénat et des peines disciplinaires dans le cas contraire.

ART. 28. — Sont abrogées toutes dispositions contraires, notamment celles de l'arrêté du 31 Juillet 1922.

ART. 29. — Le Chef du Secrétariat Général, le Trésorier-Payeur et les Administrateurs Commandants de Cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, communiqué partout où besoin sera et entrera en vigueur pour compter du 1^{er} Janvier 1930.

Lomé, le 22 Octobre 1929.

BONNECARRÈRE

Tarif des patentes

1 ^{re} classe	4.000
2 ^e classe	2.000
3 ^e classe	1.600
4 ^e classe	1.000
5 ^e classe	600
6 ^e classe	500
7 ^e classe	400
8 ^e classe	300
9 ^e classe	200
10 ^e classe	150

11 ^e classe	120	14 ^e classe	50
12 ^e classe	75	15 ^e classe	40
13 ^e classe	60	16 ^e classe	30

GROUPE A
Professions Libérales

QUALIFICATIONS		CLASSE	TAUX	OBSERVATIONS
Agent d'Affaires.		6 ^{me}	500	(1) N'est pas assujet- tie à la patente la vente des articles faisant l'ob- jet de la liste n° 1 de l'article 7 de l'arrêté 650 du 15 novembre 1928 modifié par arrêtés n° 590 du 18 octobre 1929 et n° 748 du 31 dé- cembre 1929.
Banque	Établissement de crédit, Agence ou Succursale principale	1 ^{re}	4.000	
	Sous Agence ou correspondant de banque :			
	Anécho, Lomé, Palimé, Atakpamé	5 ^{me}	600	
	Sokodé Mango	7 ^{me}	400	
Change	Établissement ou particulier se livrant à des opérations de change	2 ^{me}	2.000	
	Agent d'Assurance	6 ^{me}	500	
Agent en Douane		5 ^{me}	600	
Avocat Défenseur		1 ^{re}	4.000	
Clinique médicale		4 ^{me}	1.000	
Droguiste ou dépositaire de médicaments. (1)	Lomé, Anécho, Atakpamé, Palimé, Sokodé, Mango	4 ^{me}	1.000	
	Autres parties du Territoire	6 ^{me}	500	
	Dentiste	6 ^{me}	500	
Écrivain public		6 ^{me}	500	
Médecin		6 ^{me}	500	
Pharmacien		6 ^{me}	500	
Géomètre		8 ^{me}	300	

GROUPE B
Industrie et Métiers

QUALIFICATIONS	CLASSE	TAUX	OBSERVATIONS
Automobiles (Entrepreneur de transport par)	8 ^{me}	300	plus 250 francs par véhicule, en sus du premier.
Bijoutier	14 ^{me}	50	
Bottiers	15 ^{me}	40	
Boucher :			
Lomé, Palimé, Anécho, Atakpamé	10 ^{me}	150	
Autres lieux	12 ^{me}	75	
Boulangier :			
Lomé, Palimé, Anécho, Atakpamé	11 ^{me}	120	
Autres lieux	16 ^{me}	30	
Briques, carreaux, tuiles (fabricant de)	11 ^{me}	120	
Restaurant	11 ^{me}	120	
Entrepreneur de travaux publics	4 ^{me}	1.000	
Entrepreneur de travaux privés	9 ^{me}	200	
Cinématographe (Exploitant de)	9 ^{me}	200	
Ébéniste à façon employant un ou plusieurs ouvriers	15 ^{me}	40	
Forgerons	16 ^{me}	30	
Horloger	14 ^{me}	50	
Mécanicien employant un ou plusieurs ouvriers	12 ^{me}	75	
Menuisier employant un ou plusieurs ouvriers	12 ^{me}	75	
Photographe	6 ^{me}	300	

QUALIFICATIONS	CLASSE	TAUX	OBSERVATIONS
Tailleur :			
Lomé, Atakpamé, Palimé, Anécho	10 ^{me}	150	
Autres lieux	14 ^{me}	50	
Tous autres artisans et industriels non dénommés	16 ^{me}	30	
Transports maritimes.			
Agence représentant une ou plusieurs compagnies de navigation au long cours installées au Territoire dans un même immeuble	1 ^{re}	4.000	
Sous-agence ou consignataire de compagnie de navigation n'ayant pas d'immeuble au Territoire	3 ^{me}	1.600	
Usines { 20 employés, manœuvres, etc.	2 ^{me}	2.000	
et { moins de 20 —	4 ^{me}	1.000	
Manufactures { moins de 10 —	8 ^{me}	300	
{ moins de 5 —	10 ^{me}	150	

GROUPE C
Commerce

CLASSIFICATION	CLASSE	TAUX	OBSERVATIONS
Achat. Acheteurs de gros ou demi-gros de produits du crû et indigènes rétribués ou non par des maisons de commerce non gérants de comptoirs et s'occupant d'achats de gros ou demi-gros de produits du crû	5 ^{me}	600	
Tous autres acheteurs de produits du crû y compris ceux qui achètent des produits sur pied dont ils font la récolte :			
Lomé, Klouto, Atakpamé	7 ^{me}	400	
Anécho.	8 ^{me}	300	
Sokodé.	9 ^{me}	200	
Mango	13 ^{me}	60	
Alcool { Maison de commerce faisant l'importation de boissons alcooliques, spiritueuses et fermentées et fabricants de boissons alcooliques avec des produits d'importation et établissements où l'on consomme avec tables et chaises.	2 ^{me}	2.000	
{ Établissement vendant des boissons alcooliques et spiritueuses	8 ^{me}	300	
{ Vendeuses de boissons fermentées de fabrication locale, sous abri volant ou sous apatam	12 ^{me}	75	
Commerce de gros et demi-gros { Centres de Lomé, Palimé, Atakpamé	5 ^{me}	600	
{ Tous autres lieux dans les cercles de la côte, de Klouto, d'Atakpamé	7 ^{me}	400	
{ Tous lieux dans les cercles de Sokodé et Mango	9 ^{me}	200	
Importation { Maison faisant directement l'importation et l'exportation	1 ^{re}	4.000	
Exportation { Maison ne faisant que l'importation ou l'exportation	2 ^{me}	2.000	
Commerce { Agent vendant sur les marchés des cercles de Lomé, Anécho, Palimé, Atakpamé des articles d'importation pour le compte d'une maison faisant directement l'importation	7 ^{me}	400	La patente n'est valable que pour un Cercle.
Commerce de détail en boutique (Revendeurs) { Revendeurs en boutique d'articles d'importation :			
{ Lomé, Anécho, Palimé, Atakpamé	10 ^{me}	150	
{ Autres lieux	14 ^{me}	50	
Détaillants { Petits détaillants, revendeurs, revendeuses, de produits vivriers et d'articles d'importation	16 ^{me}	30	

ARRÊTÉ N° 712 étendant à tout le territoire l'arrêté du 11 mai 1929 relatif à la circulation des produits vivriers.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu les dégâts commis par les sauterelles dans le sud du Territoire il y a lieu de prévoir des mesures préservatrices surtout en ce qui concerne la récolte du maïs ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 11 mai 1929 soumettant jusqu'à nouvel ordre au contrôle administratif la circulation des produits vivriers indigènes dans les cercles de Lomé et d'Anécho sont étendues à tous les cercles du territoire.

ART. 2. — Un état détaillé sera adressé au Commissaire de la République à la fin de chaque semaine indiquant les quantités des produits admises à circuler dans chaque cercle.

ART. 3. — Le Chef du Secrétariat Général et les Commandants de cercle sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 20 décembre 1929.

BONNECARRÈRE

Enseignement privé (Écoles de la M. C.)

ARRÊTÉ N° 718 complétant l'article 13 de l'arrêté N° 311 du 17 juin 1929 organisant l'enseignement privé au Togo (Écoles de la Mission Catholique).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 28 juin 1929 organisant l'enseignement officiel au Togo ;

Vu l'arrêté du 17 juin 1929 organisant l'enseignement privé au Togo (Mission Catholique).

Sur la proposition du Chef du Secrétariat Général ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — L'article 13 de l'arrêté du 17 juin 1929 susvisé est ainsi complété :

“ La subvention mensuelle individuelle sera mandatée pour tout le Territoire au nom du Vicaire Apostolique à Lomé, sur présentation d'états nominatifs, dressés par école, préalablement émargés par les intéressés, signés du Vicaire Apostolique et certifiés exacts par le Chef du Service de l'Enseignement. ”

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} décembre 1929.

Lomé, le 20 décembre 1929.

BONNECARRÈRE.

Travaux Neufs

ARRÊTÉ N° 719 complétant l'arrêté du 29 juin 1929 fixant le tableau des indemnités de fonctions allouées aux fonctionnaires civils et militaires en service au Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 13 mars 1929 créant un service de la main d'œuvre pour les travaux de prolongement du Chemin de fer d'Atakpamé à Sokodé ;

Vu l'arrêté du 29 juin 1929 fixant le tableau des indemnités de fonctions allouées aux fonctionnaires et agents civils et militaires en service au Togo ;

Vu l'arrêté du 26 mars 1929 instituant une indemnité de fonctions en faveur du Chef du Service de la main d'œuvre des Travaux Neufs ;

Sur la proposition du Chef du Secrétariat Général ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'arrêté du 29 juin 1929 susvisé est complété comme suit :

Chef de la main d'œuvre pour le prolongement du Chemin de fer d'Atakpamé à Sokodé 6.000 frs.

ART. 2. — Cette indemnité allouée sur décision spéciale est exclusive de toute autre indemnité de déplacement ou de fonctions.

ART. 3. — L'arrêté N° 147 du 26 mars 1929 est abrogé.

ART. 4. — Le Chef du Secrétariat Général, le Directeur des Voies de Pénétration et du Wharf et le Directeur des Travaux Neufs sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 20 décembre 1929.

BONNECARRÈRE

Régime des déplacements du personnel européen

ARRÊTÉ N° 720 modifiant certains articles de l'arrêté N° 508 du 13 octobre 1928 sur le régime des déplacements du personnel européen et assimilé au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté n° 508 du 13 octobre 1928 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel européen et assimilé au Togo ;

Sur la proposition du Chef du Secrétariat Général ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 15, paragraphe 2, 24 et 25 de l'arrêté n° 580 du 13 octobre 1928 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit ;

Article 15 nouveau. « L'indemnité journalière de déplacement temporaire et de déplacement définitif est réduite :

- a) du tiers lorsque le logement seul est fourni
- b) de la moitié lorsque la nourriture seule est fournie
- c) des 3/4 lorsque le logement et la nourriture sont fournis à la fois.

Les gîtes d'étapes ne sont pas considérés comme logements. L'indemnité journalière est réduite de moitié en cas de séjour dans un même lieu se prolongeant au-delà du 30^{ème} jour.

Tout déplacement définitif donne droit à une indemnité entière.

Tout déplacement temporaire inférieur à 12 heures ne donne droit à aucune indemnité.

Dans les déplacements inférieurs à 24 heures seule la retenue pour nourriture peut être exercée. »

Article 24 nouveau. « L'indemnité de déplacement définitif et l'indemnité de déplacement temporaire se cumulent avec l'indemnité de zone de la localité où réside habituellement le fonctionnaire employé ou agent déplacé.

Toutefois, lorsque le fonctionnaire est marié et que sa famille habite avec lui dans la colonie, l'indemnité de zone à lui allouer, en cas de déplacement temporaire, est celle de la localité où réside effectivement sa famille, si cette indemnité est supérieure à celle de sa résidence temporaire.

Si le fonctionnaire ne résidait pas au Territoire, il cumulerait l'indemnité de zone du port de débarquement.

Article 25. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux fonctionnaires, employés et agents des cadres généraux, des cadres locaux européens et des cadres européens ou assimilés des colonies fournissant au Territoire du personnel placé hors cadres ou en service détaché ainsi qu'à ceux empruntés à d'autres départements ministériels et pendant toute la période où ceux-ci sont payés sur les fonds des budgets du Territoire.

Elles ne sont pas applicables aux Commandants de Cercle et à leurs adjoints ainsi qu'aux chefs de subdivision qui percevront des indemnités forfaitaires payées par douzième sur les bases suivantes :

Commandants de Cercle	4.000 francs
Adjoints aux Commandants de Cercle et Chefs de Subdivision	3.000 —

ART. 2. — Le présent arrêté aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1930.

ART. 3. — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 20 décembre 1929.

BONNECARRÈRE.

Régime des déplacements du personnel indigène

ARRÊTÉ N° 722 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel indigène en service dans le Territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de route et de séjour et la concession des passages aux officiers, fonctionnaires et agents civils et militaires des services coloniaux et les actes subséquents qui l'ont modifié.

Vu le décret du 11 septembre 1920 supprimant la formalité de l'approbation préalable de certains arrêtés;

Vu l'arrêté N° 67 du 21 mars 1924 portant règlement 1° sur le transport du personnel indigène voyageant dans l'intérieur du Territoire ou entre les colonies françaises ainsi que ses bagages; 2° sur les indemnités de route et de séjour auxquelles il peut prétendre; ensemble l'arrêté N° 93 du 23 février 1926 modifiant le taux des indemnités journalières de route et de séjour allouées au personnel indigène;

Vu l'arrêté N° 340 du 23 juin 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo; ensemble tous les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté N° 378 du 3 juillet 1928 réorganisant le cadre des gardes frontières;

Vu l'arrêté N° 516 du 12 septembre 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel des cadres locaux indigènes des Travaux Publics, du Chemin de Fer et du Wharf du Togo;

Sur la proposition du Chef du Secrétariat Général;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRÊTE :

TITRE I^{er}

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER — Nature des déplacements.

Les déplacements sont de deux sortes;

- 1° — les déplacements temporaires
- 2° — les déplacements définitifs.

ART. 2 — Définition des déplacements

Le déplacement temporaire est celui au terme duquel le fonctionnaire doit revenir au poste ou à la résidence où il était en service avant sa mise en route.

Le déplacement définitif est celui qui a pour objet un changement de poste ou de résidence soit dans le Territoire, soit hors du Territoire, sans espoir de retour au point de départ.

ART. 3. — Dépenses occasionnées par les déplacements

Les dépenses résultant des déplacements peuvent provenir :

- 1° — Des frais de transport proprement dits comprenant :

a) Le transport du fonctionnaire et des membres de sa famille ci-après

La femme et, jusqu'à l'âge de 13 ans, les enfants déclarés suivant les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 17 février 1925 modifié par celui du 20 février 1926.

b) Le transport des bagages.

- 2° — Des frais accessoires de voyage (nourriture, logement et dépenses diverses de route).

ART. 4. — Transport du personnel.

L'Administration pourvoit au transport en nature du personnel, de sa famille, de ses bagages et de son mobilier dans la limite des poids indiqués au Tableau B annexé au présent arrêté suivant les cas prévus par l'article 10.

TITRE II.

Droits au frais de déplacement, — Définition des indemnités.**ART. 5. — Droit aux frais de déplacement.**

A droit aux frais de déplacement tout fonctionnaire employé ou agent.

- 1° — déplacé par ordre pour le service,
- 2° — se rendant à une première destination active.
- 3° — passant d'une destination active à une autre (sauf en cas de permutation ou de changement demandé).
- 4° — se rendant en congé ou en revenant
- 5° — admis à la retraite ou licencié du service.

Les déplacements pour raison de santé sont considérés comme déplacements de service lorsqu'ils ont été régulièrement autorisés par le Commissaire de la République sur avis de l'autorité médicale.

Pareillement, le Commissaire de la République peut autoriser le transport gratuit d'un membre de la famille malade jusqu'à la formation sanitaire la plus proche sur demande du chef de famille intéressé, transmise par le Commandant de Cercle.

ART. 6. — Droit au transport pour la famille.

En cas de changement définitif de résidence donnant droit aux frais de déplacement, les fonctionnaires, employés et agents ont droit au transport des membres de leur famille énumérés à l'article 3 ci-dessus, dans les conditions prévues pour eux-mêmes, et après autorisation du Commissaire de la République à se faire accompagner de leur famille.

ART. 7. — Définition des diverses indemnités

Les frais de déplacement comportent les indemnités suivantes :

- a) L'indemnité de transport (à défaut de transport en nature)
- b) L'indemnité de transport de bagages et de mobilier (à défaut de transport en nature).
- c) L'indemnité journalière.

a) Indemnité de transport.

Le transport est assuré par voie de réquisition délivrée par les autorités compétentes.

L'indemnité de transport n'est exceptionnelement allouée que si les moyens de transport ne peuvent être fournis en nature.

En cas de location de moyens de transport, le prix de location est remboursé à l'intéressé sur état certifié et appuyé de pièces justificatives.

b) Indemnité de transport de bagages et de mobilier.

Elle a pour but de rembourser les dépenses occasionnées par le transport des bagages et du mobilier lorsque ce transport n'a pu être fourni en nature.

Le remboursement des frais est effectué à l'intéressé sur présentation de justifications, dans la limite des poids afférents à sa catégorie,

c) Indemnité journalière

Elle est destinée, conjointement avec le traitement à subvenir aux dépenses autres que celles du transport proprement dit du fonctionnaire, de ses bagages et de son mobilier pendant la durée du déplacement.

TITRE III.

Règles d'allocation des indemnités**ART. 8. — Allocations**

Les indemnités de déplacement sont attribuées d'après la catégorie du fonctionnaire (tableau C) et les indications du tableau A annexé au présent arrêté.

ART. 9. — Indemnités afférentes à chaque nature de déplacement.**I.**

Les déplacements définitifs donnent droit aux allocations suivantes :

1° — Transport en nature pour le fonctionnaire, employé ou agent et, le cas échéant, pour les membres de sa famille ou remboursement du prix réel dont il a fait l'avance; (suivant sa catégorie)

2° — Transport en nature des bagages et du mobilier ou remboursement du prix réel dont il a fait l'avance; (suivant sa catégorie).

3° — Indemnité journalière fixée au tableau A, colonne 1. Cette indemnité est majorée de 30% si le fonctionnaire est accompagné de sa femme et de 25% par enfant régulièrement déclaré âgé de moins de 15 ans.

II.

Les déplacements temporaires donnent droit :

1° — Au transport en nature pour l'intéressé seul, à l'exclusion des membres de sa famille, ou au remboursement du prix payé dont il a fait l'avance (suivant sa catégorie et sur justifications).

2° — A l'indemnité journalière du tableau A, colonne 2. Cette indemnité est réduite de moitié si le séjour se prolonge au delà de 30 jours dans une même localité au cours d'un même déplacement et supprimée au-delà du 60^{ème}.

3° — Eventuellement au transport en nature du poids des bagages dans les conditions fixées au tableau B, annexé au présent arrêté, ou au remboursement du prix payé dans la limite du poids afférent à sa catégorie.

III.

L'indemnité journalière de déplacement définitif et de déplacement temporaire est diminuée du tiers lorsque le logement seul est fourni, de la moitié lorsque la nourriture seule est fournie et des 3/4 lorsque le logement et la nourriture sont fournis à la fois.

Toutefois, le déplacement définitif ou temporaire ne donne droit à aucune indemnité lorsqu'il a lieu par voie fluviale ou maritime et que le passager reçoit à bord la nourriture préparée et la jouissance d'une couchette ou d'un hamac. En cas contraire, l'indemnité est réduite, selon le cas, dans les proportions prévues au paragraphe ci-dessus.

Tout déplacement, définitif ou temporaire, d'une durée inférieure à une journée donne droit à une demi indemnité

Tout déplacement temporaire inférieur à une demi journée (12 heures) ne donne droit à aucune indemnité.

ART. 10. — Transport des bagages et du mobilier.

Dans les déplacements définitifs, les fonctionnaires, employés et agents ont droit, ainsi que leur famille au transport gratuit de leurs bagages et de leur mobilier dans la limite des quantités fixées au tableau B, ci-annexé.

Dans les déplacements temporaires eux seuls ont droit au transport gratuit de la quantité prévue au même tableau colonne 3.

ART. 11. — *Cumul.*

Les indemnités de déplacement se cumulent avec l'indemnité de cherté de vie de la localité où le fonctionnaire est appelé à résider temporairement.

Toutefois, si le fonctionnaire est marié et que sa famille habite avec lui au Territoire, l'indemnité de cherté de vie à lui allouer, en cas déplacement temporaire, est celle de la localité où réside effectivement sa famille, si cette indemnité est supérieure à celle de sa résidence temporaire.

ART. 12. — *Séjour dans les hôpitaux et formations sanitaires au cours d'un déplacement.*

Lorsqu'au cours d'un déplacement définitif ou temporaire, un fonctionnaire se trouve dans l'obligation de se faire hospitaliser dans une formation sanitaire, il perd tout droit aux indemnités de déplacement pendant la durée de l'hospitalisation.

Néanmoins, en cas de déplacement définitif, les membres de la famille, à condition de n'être pas eux-mêmes hospitalisés, continuent à percevoir le montant de l'indemnité qui leur était servie au moment de l'entrée à l'hôpital du chef de famille.

TITRE IV.

Application des règles d'allocation.

ART. 13. — *Feuilles de déplacement. — Autorités qui les délivrent.*

Les feuilles de déplacement sont délivrées sur présentation des ordres de service prescrivant le déplacement.

Les autorités chargées de la délivrance des feuilles de déplacement sont les suivantes :

à Lomé : Le Chef du Bureau des Finances pour le personnel du Service Local et de la Santé Publique.

Le Chef de la Comptabilité Finances pour le personnel du Chemin de Fer.

Dans les Cercles et Subdivisions : Les Commandant de Cercle ou en cas d'absence ou d'empêchement son suppléant légal, et le Chef de Subdivision.

Toute feuille de déplacement doit être détachée d'un registre à souche du modèle réglementaire.

Les souches des registres épuisés sont conservées pendant cinq ans par les autorités qui les ont utilisées.

ART. 14. — *Mention sur la feuille de déplacement des paiements effectués.*

Tout paiement d'acompte d'indemnité de déplacement doit être mentionné sur la feuille de déplacement de l'intéressé.

Le décompte final est établi par le fonctionnaire qui effectue le dernier paiement.

ART. 15. — *Visas. — Mentions diverses.*

La feuille de déplacement est visée par les soins des autorités compétentes, à l'arrivée et au départ, dans les différents centres où le titulaire doit passer.

Les titulaires des feuilles de déplacement doivent s'assurer que toutes les indications réglementaires (heure de départ et d'arrivée) nécessaires à la constatation des droits au décompte des indemnités, au remboursement des différents frais y ont été apposées par chaque fonctionnaire compétent. A défaut ils ne pourront être admis à réclamer, en cas de contestation au moment du règlement définitif de leur situation.

ART. 16. — *Erreurs dans les allocations reconnues en cours de route.*

Le fonctionnaire chargé, soit au chef-lieu, soit dans un poste, de la liquidation des frais de route et qui s'aperçoit qu'une allocation a été indûment perçue doit en refuser la continuation et mentionner son refus sur la feuille de déplacement. En outre, il fait directement connaître à l'autorité compétente du chef-lieu (Finances), la somme qui a été indûment payée pour que reprise en soit opérée.

ART. 17. — *Perte de la feuille de déplacement.*

Tout fonctionnaire qui perd sa feuille de déplacement en fait la déclaration à l'un des fonctionnaires désignés à l'article 13 qui lui en délivre une nouvelle sur laquelle il mentionne les allocations perçues depuis le départ, d'après les déclarations signées du titulaire et sous la responsabilité de ce dernier.

ART. 18. — Les délais de route sont mentionnés sur la feuille de déplacement et déterminés par la distance à parcourir, le service à effectuer et les moyens de transport mis à la disposition du fonctionnaire.

ART. 19. — *Déplacement qui se prolonge au-delà du délai normal.*

Le fonctionnaire, employé ou agent qui, par sa faute, n'arrive pas dans les délais assignés par le titre en vertu duquel il se déplace, n'a droit à aucune indemnité à partir du jour où il aurait dû normalement terminer son voyage.

ART. 20. — *Époque du paiement des indemnités.*

Le transport étant, en principe, assuré en nature, il n'est pas effectué de paiement au départ en ce qui concerne les indemnités.

Pour les déplacements d'une certaine durée ou d'une nature spéciale (traversée d'un territoire étranger, etc.) il pourra être payé des avances dans la limite des sommes auxquelles le déplacement peut donner droit : ces avances devront être autorisées par le Commissaire de la République.

Elles comportent toujours un nombre exact d'indemnités. Quand exceptionnellement le transport des bagages et du mobilier n'est pas assuré en nature, le remboursement des frais de transport n'est jamais payé qu'à l'arrivée à destination et sur présentation des justifications du transport, des quantités transportées et des sommes payées ; la quittance du transporteur devra être exigée au soutien de la demande.

Ces avances sont régularisées à l'arrivée sur production d'un compte d'emploi établi dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

ART. 21. — *Délai dans lequel doivent être réclamés les frais de déplacement.*

Les indemnités qui n'ont pas été perçues au point de départ ou en route doivent être réclamés dans le délai de deux mois après l'arrivée à destination ou après l'expiration de la mission. Passé ce délai, les allocations réclamées ne peuvent être payées qu'avec l'autorisation du Commissaire de la République.

TITRE V.

Dispositions finales.

ART. 22. — *Personnel auquel le présent arrêté est applicable.*
Les dispositions du présent arrêté sont applicables :

- 1° — Au personnel des cadres locaux du Togo et assimilés.
- 2° — Au personnel des cadres locaux emprunté aux colonies voisines et non assimilé aux cadres européens.
- 3° — Aux gardes de cercle.

ART. 23. — Sont et demeurent abrogées les dispositions contraires au présent arrêté et notamment celles des arrêtés du 21 mars 1924 et 23 février 1926.

ART. 24. — *Dispositions transitoires.*

Les déplacements en cours d'exécution au moment de la mise en vigueur du présent arrêté seront réglés suivant les dispositions antérieures.

ART. 25. — Le Chef du Secrétariat Général, le Directeur des Voies de Pénétration et du Wharf, les Commandants de Cercle et les Chefs de Subdivision sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1930.

Lomé, le 20 décembre 1929.

BONNECARRÈRE.

TABLEAU A. — *Tarif des indemnités de déplacement*

CATÉGORIES	1 Indemnité de déplacement définitif.	2 Indemnité de déplacement temporaire.	OBSERVATIONS
1 ^{re} catégorie	6		<p>(1) L'indemnité de déplacement se cumule avec l'indemnité de cherté de vie.</p> <p>(2) L'indemnité de déplacement temporaire est réduite de moitié après un séjour d'une durée de 30 jours dans la même localité et supprimée au delà du 60^{me}.</p> <p>Dans les déplacements définitifs l'indemnité est majorée de 50% pour la femme et de 25% par enfant de moins de 15 ans, lorsque la famille accompagne le fonctionnaire</p>
2 —	5		
3 —	4		
4 —	3		
5 —	2		

TABLEAU B. — *Poids des bagages.*

CATÉGORIES	DÉPLACEMENTS DÉFINITIFS		DÉPLACEMENTS TEMPORAIRES	DROIT AUX HAMACAIRES POUR LE TRANSPORT DU PERSONNEL (1)	
	Pour le fonctionnaire	Pour la famille		Déplacement définitif	Déplacement temporaire
1 ^{re} catégorie	150	75	75	4	4
2 ^{me} —	125	50	50	4	4
3 ^{me} —	100	25	50	4	4
4 ^{me} —	75	25	25	4	2
5 ^{me} —	50	25	25	4	2

(1) Sur les parcours où le transport est assuré par des porteurs, le nombre en est calculé à raison d'un porteur par 25 kilos de bagages. Lorsque les nécessités l'exigent, il pourra être mis deux hamacaires supplémentaires à la disposition des agents des 3^{me}, 4^{me} et 5^{me} catégories pour leurs déplacements temporaires.

TABLEAU C. — Classement du Personnel.

CORPS	1 ^{re} CATÉGORIE	2 ^{me} CATÉGORIE	3 ^{me} CATÉGORIE	4 ^{me} CATÉGORIE	5 ^{me} CATÉGORIE
Assistance Médicale	Aides-Médecins principaux de 1 ^{re} et 2 ^{me} classe.	Aides-Médecins ordinaires de 1 ^{re} classe.	Aides-Médecins de 2 ^{me} et 3 ^{me} classe.	Aides-Médecins auxiliaires de 4 ^{me} , 5 ^{me} et 6 ^{me} classe. Infirmiers de toute cl.	
Enseignement	Instituteurs principaux de 1 ^{re} , 2 ^{me} et 3 ^{me} classe.	Instituteurs ordinaires de 1 ^{re} et 2 ^{me} cl.	Instituteurs Adjoints de 1 ^{re} , 2 ^{me} et 3 ^{me} cl.	Instituteurs Adjoints de 4 ^{me} classe. Instituteurs auxiliaires de 1 ^{re} et 2 ^{me} cl. Moniteurs de toute classe.	
Agriculture	Agents supérieurs de 1 ^{re} , 2 ^{me} et 3 ^{me} cl.	Agents principaux de 1 ^{re} , 2 ^{me} et 3 ^{me} classe.	Agents principaux de 4 ^{me} et 5 ^{me} et agents ordinaires de 1 ^{re} cl.	Agents de 2 ^{me} , 3 ^{me} , 4 ^{me} et 5 ^{me} cl. Moniteurs de toute cl.	
Douanes	Commis principaux H. C. et commis de 1 ^{re} et 2 ^{me} classe.	Commis de 1 ^{re} , 2 ^{me} et 3 ^{me} classe.	Préposés de 1 ^{re} , 2 ^{me} et 3 ^{me} classe.	Préposés de 4 ^{me} , 5 ^{me} , 6 ^{me} , 7 ^{me} , et 8 ^{me} , cl. Surnuméraires et gardes frontières de toute classe.	
P. T. T.	Commis principaux H. C. et de 1 ^{re} et 2 ^{me} classe.	Commis principaux de 3 ^{me} et ordinaires H. C. et de 1 ^{re} cl.	Commis ordinaires de 2 ^{me} , 3 ^{me} et 4 ^{me} classe.	Commis de 5 ^{me} , 6 ^{me} , 7 ^{me} , et 8 ^{me} cl. Surnuméraires, Facteurs et surveillants des P. T. T. de toute classe.	
Commis expéditionnaires	Commis principaux de 1 ^{re} , 2 ^{me} , et 3 ^{me} cl.	Commis principaux de 4 ^{me} , 5 ^{me} et 6 ^{me} cl.	Commis ordinaires de 1 ^{re} , 2 ^{me} et 3 ^{me} classe.	Commis de 4 ^{me} , 5 ^{me} , 6 ^{me} , 7 ^{me} et 8 ^{me} cl.	
Interprètes	Interprètes en Chef de 1 ^{re} et 2 ^{me} classe.	Interprètes principaux de 1 ^{re} et 2 ^{me} classe.	Interprètes principaux de 3 ^{me} et 4 ^{me} classe.	Interp. principaux de 5 ^{me} cl. Interprètes de 1 ^{re} , 2 ^{me} , 3 ^{me} , 4 ^{me} , et 5 ^{me} cl.	
Gardes de Cercle		Adjudants-Chefs.	Adjudants-Sergents Chefs.	Sergents, Caporaux Chefs, Caporaux Gardes de toute cl.	
Plantons Ouvriers	Maitres ouvriers principaux H. C. et de 1 ^{re} et 2 ^{me} classe.	Maitres ouvriers de 1 ^{re} , 2 ^{me} et 3 ^{me} cl.	Maitres ouvriers de 4 ^{me} , 5 ^{me} et 6 ^{me} cl.	Maitres ouvriers de 7 ^{me} cl. Ouvriers de 1 ^{re} , 2 ^{me} , 3 ^{me} , et 4 ^{me} cl.	Ouvriers de 5 ^{me} , 6 ^{me} , 7 ^{me} et 8 ^{me} classe stagiaires.
Opérateurs	Maitres opérateurs principaux H. C. et de 1 ^{re} et 2 ^{me} cl.	Maitres opérateurs de 1 ^{re} , 2 ^{me} et 3 ^{me} classe.	Maitres opérateurs de 4 ^{me} , 5 ^{me} et 6 ^{me} cl.	Maitres opérateurs de 7 ^{me} cl. Opérateurs de 1 ^{re} , 2 ^{me} , 3 ^{me} , et 4 ^{me} classe.	Opérateurs de 5 ^{me} , 6 ^{me} , 7 ^{me} et 8 ^{me} cl. stagiaires.
Chauffeurs				Chauffeurs de 1 ^{re} , 2 ^{me} , 3 ^{me} et 4 ^{me} classe.	Chauf. de 5 ^{me} , 6 ^{me} , 7 ^{me} et 8 ^{me} cl. stag.
Travaux Publics	—	Chefs de brigade principaux H. C. et de 1 ^{re} et 2 ^{me} cl.	Chefs de brigade de 1 ^{re} , 2 ^{me} et 3 ^{me} cl.	Chefs de brigade de 4 ^{me} cl. Chefs de 1 ^{re} , 2 ^{me} , 3 ^{me} et 4 ^{me} cl.	Chefs d'équipe de 5 ^{me} , 6 ^{me} , 7 ^{me} , et 8 ^{me} cl. stagiaires.
Phare	—	—	—	Gardiens de phare principaux de 1 ^{re} et 2 ^{me} classe.	Gardiens de phare de 3 ^{me} , 4 ^{me} , 5 ^{me} et 6 ^{me} classe stagiaires.
Service automobile	—	—	—	Mécaniciens et conducteurs de toute classe.	—
Surveillants de route.	—	—	—	Surveillants de route de toute classe.	—
Gardes d'hygiène	—	—	—	Grades d'hygiène de toute classe.	—
Moyens de transport	Chemin de fer	2 ^{me} classe	3 ^{me} classe	3 ^{me} classe	3 ^{me} classe
	Bateau	3 ^{me} classe	3 ^{me} cl. ou entrepont	passagers de pont	passagers de pont

Travail indigène.

ARRÊTÉ N° 721 complétant l'arrêté du 19 mai 1928 portant réglementation en matière de travail indigène au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 29 décembre 1922 portant réglementation en matière de travail indigène au Togo ;

Vu l'arrêté du 19 mai 1928 fixant des détails d'application du décret du 29 décembre 1922 sus-visé ;

Le conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 6, 8, 9, 10, 17 et 18 de l'arrêté N° 261 du 19 mai 1928 sus-visé concernant les travailleurs engagés sur contrat sont applicables à tous les travailleurs indigènes sans distinction, quel que soit la convention ou le mode de rémunération suivant lequel ils sont employés, à la journée, à la tâche... etc...

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général et les Commandants de Cercle sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 20 décembre 1929.

BONNECARRÈRE.

Indemnités.

ARRÊTÉ N° 723 modifiant l'arrêté N° 539 du 27 septembre 1929 fixant le maximum des rétributions pour heures supplémentaires.

PAR ARRÊTÉ DU 20 DÉCEMBRE 1929.

Sont exceptés du maximum de rétribution pour heures supplémentaires prévu par l'arrêté du 27 septembre 1929 susvisé, au Chemin de fer, le personnel du Wharf, de la Traction et les agents du contrôle et du mouvement, dans les services (Administration Générale et Chemin de fer) les dactylographes.

Le Chef du Secrétariat Général, le Directeur des Voies de Pénétration et du Wharf et le Directeur des Travaux Neufs sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} octobre 1929.

Cessions

ARRÊTÉ N° 724 complétant l'arrêté du 29 juin 1929 fixant les prix de cession des bois débités au chantier de Batchang.

PAR ARRÊTÉ DU 20 DÉCEMBRE 1929

Le Conseil d'Administration entendu :

L'arrêté du 29 juin 1929 fixant les prix à payer pour la cession des bois débités au chantier de Batchang est complété ainsi qu'il suit :

Bois blanc tendre dénommé Kinjéli ou Koumon :

Madriers de 0^m,10 d'épaisseur et au-dessus le m³ : 250 frs.
Plateaux et planches au-dessous de 0^m,10
d'épaisseur. le m³ : 300 frs.

Personnel subalterne militaire.

ARRÊTÉ N° 725 accordant aux sous-officiers et soldats européens en service au Togo la gratuité des médicaments et pansements qui leur sont ordonnés par l'autorité médicale.

PAR ARRÊTÉ DU 20 DÉCEMBRE 1929 :

Le Conseil d'Administration entendu :

Les sous-officiers et les soldats en service hors cadres au Togo auront droit à titre gratuit, pour eux-mêmes et pour leurs familles, à tous les médicaments et pansements figurant à la nomenclature des infirmeries régimentaires et de garnison insérée à la notice N° 6 du Règlement du 2 août 1912.

Toutefois ces délivrances gratuites ne pourront avoir lieu que sur prescription d'un Médecin ou sur bons personnels visés par un Médecin.

Personnel ouvrier du cadre local

ARRÊTÉ N° 728 fixant les programmes du concours professionnel imposé aux ouvriers du cadre local indigène sachant lire et écrire le français en vue de leur admission à la 4^{me} classe de leur grade.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1928 réglant le statut et fixant le traitement du personnel des cadres locaux indigènes des services des Travaux Publics, du Chemin de fer et du Wharf et notamment l'article 4 fixant les conditions de recrutement ;

Sur la proposition du Capitaine du Génie, Directeur du Service des Voies de Pénétration et du Wharf ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — *Lieux et commission,*

Le concours est passé au Chef-lieu du Territoire, devant une Commission composée comme suit :

Président : Le Directeur du Service des Voies de Pénétration et du Wharf.

Membres :
Un Chef de Service du Chemin de fer désigné par le Directeur.
Le Chef du Service du Matériel et de la Traction.
Un agent européen du Service de la Traction.

ART. 2. — *Demandes des candidats.*

Les candidats adressent leur demande au plus tard le 1^{er} mars ou le 1^{er} septembre de chaque année par la voie hiérarchique au Directeur du Chemin de fer.

ART. 3. — Réunion de la commission et date du concours.

La Commission se réunit sur la convocation du Directeur du Chemin de fer.

ART. 4. — Sujets de composition.

Les sujets de composition sont choisis et arrêtés par le Directeur du Chemin de fer et placés sous enveloppes scellées portant l'indication de l'emploi qu'ils concernent.

Ces enveloppes sont adressées au Président de la Commission en temps utile.

ART. 5. — Conduite du concours.

Les candidats doivent établir leurs compositions et exécuter leurs travaux sans le secours d'aucune documentation.

Le Directeur du Chemin de fer en choisissant les sujets du concours détermine le cas échéant le nombre et la qualité des auxiliaires nécessaires à l'exécution de travaux particuliers.

Chaque séance est surveillée par un membre de la commission ou par un fonctionnaire ou agent désigné par le Président de la Commission.

Pour les épreuves comportant plusieurs séances, le travail déjà exécuté sera rassemblé à la fin de chaque séance par le surveillant et remis par lui au candidat au début de la séance suivante.

ART. 6. — Dossier du concours. — Correction des épreuves.

Immédiatement après la dernière séance un procès-verbal est établi et signé par la Commission entière et les épreuves notées immédiatement.

Le procès-verbal de la Commission mentionne l'avis de la Commission au sujet de l'admission des candidats.

Le procès-verbal et les épreuves sont remises par le Président de la Commission au Directeur du Chemin de fer qui les transmet au Commissaire de la République pour les nominations à intervenir.

ART. 7. — Programme du concours.

COMPOSITIONS	Durée	COTATION	COEFFICIENT
1°) Langue française — Dictée	½ h.	0 à 20	1
2°) Arithmétique: Numération, addition, soustraction, multiplication et division (3 questions écrites).	2 h.	0 à 20	1
3°) Épreuve professionnelle : Ajustage, forge, fonderie, machines-outils suivant la spécialité du candidat.	à déterminer d'après le travail.	0 à 20	6

Nul ne peut être admis s'il n'a obtenu une moyenne au moins égale à 10 pour les épreuves écrites, et à 14 pour l'épreuve professionnelle.

Les candidats titulaires du certificat d'études primaires sont dispensés des épreuves écrites.

ART. 8. — Le Directeur du Service des Voies de Pénétration et du Wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 20 décembre 1929.

BONNECARRÈRE.

Chambre de Commerce.

ARRÊTÉ N° 730 portant approbation du Budget exercice 1930 de la Chambre de Commerce du Territoire du Togo.

PAR ARRÊTÉ DU 20 DÉCEMBRE 1929.

Le Conseil d'Administration entendu :

Est approuvé le Budget exercice 1930 de la Chambre de Commerce du Territoire du Togo arrêté en recettes et en dépenses à la somme de six cent soixante sept mille cent onze francs.

Impôts

ARRÊTÉ N° 731 approuvant et rendant exécutoires des rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1929.

PAR ARRÊTÉ DU 20 DÉCEMBRE 1929 :

Le Conseil d'Administration entendu :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1929, détaillés ci-après :

N° des Rôles	CERCLES	NATURE DES IMPÔTS	MONTANT
Impôt personnel Européens			
227	Lomé (Ville)	3 ^{me} rôle supplémentaire ..	2.800,00
228	Klouto	— ..	200,00
229	Sokodé	— ..	200,00
230	Sansanné-Mango	2 ^{me} rôle supplémentaire ..	100,00
Impôt personnel Indigènes			
231	Lomé (Cercle)	3 ^{me} rôle supplémentaire ..	680,00
232	Klouto	— ..	3.340,00
233	Atakpamé	— caté. sup. ..	275,00
234	Atakpamé	— 1 ^{re} caté. ..	1.240,00
235	Sansanné-Mango	2 ^{me} rôle supplémentaire ..	50,00
Population flottante			
236	Lomé (Cercle)	3 ^{me} rôle supplémentaire ..	40,00
237	Klouto	— ..	2.160,00
238	Atakpamé	— ..	1.960,00
239	Sokodé	— ..	6.600,00
240	Sansanné-Mango	— ..	6.630,00
Rachat des prestations Européens			
241	Lomé (Ville)	3 ^{me} rôle supplémentaire ..	560,00
242	Klouto	— ..	28,00
243	Sokodé	— ..	28,00
244	Sansanné-Mango	— ..	28,00
Rachat des prestations Indigènes			
245	Lomé (Cercle)	3 ^{me} rôle supplémentaire ..	200,00
246	Klouto	— ..	668,00
247	Atakpamé	3 ^{me} rôle suppl. caté. sup. ..	80,00
248	Atakpamé	3 ^{me} — 1 ^{re} caté. ...	504,00
249	Sansanné-Mango	2 ^{me} — 2 ^{me} caté. ...	12,00
250	Sansanné-Mango	2 ^{me} — 2 ^{me} trim. ...	2.148,00

N° des Rôles	CERCLES	NATURE DES IMPÔTS	MONTANT
Patentes			
		Centimes Additionnels	Principal
231	Lomé (Cercle)	3 ^{me} rôle supp.	1.638,00 4.680,00
232	Klouto	3 ^{me} rôle supp.	2.637,35 7.592,30
233	Atakpamé	—	4.877,25 13.933,00
234	Sokodé	—	770,00 2.200,00
Licences			
235	Lomé (Cercle)	3 ^{me} rôle supp.	300,00 600,00
236	Klouto	—	2.100,00 4.200,00
237	Atakpamé	—	3.500,00 7.000,00
Taxe d'Hygiène			
			Montant
238	Lomé (Ville)	3 ^{me} rôle supplémentaire..	3.000,00
239	Klouto	—	200,00
260	Sokodé	—	200,00
261	Sansanné-Mango	—	100,00
Taxe d'assistance médicale indigène			
262	Lomé (Cercle)	3 ^{me} rôle supplémentaire..	340,00
263	Klouto	—	2.004,00
264	Atakpamé	— caté. sup...	137,50
265	Atakpamé	— 1 ^{re} caté....	742,00
266	Sansanné-Mango	2 ^{me} — 2 ^{me} caté....	23,00
267	Sansanné-Mango	2 ^{me} — 1 ^{re} caté....	740,00
Droit de permis de port d'armes			
<i>Armes perfectionnées</i>			
268	Lomé	3 ^{me} rôle supplémentaire..	60,00
269	Klouto	—	80,00
270	Atakpamé	—	180,00
271	Sokodé	—	80,00
272	Sansanné-Mango	Rôle supplémentaire ..	40,00
<i>Armes non perfectionnées</i>			
273	Lomé	3 ^{me} rôle supplémentaire..	20,00
274	Klouto	—	1.320,00
275	Sokodé	Rôle supplémentaire ..	120,00
276	Mango	1 ^{re} rôle supplémentaire ..	2.400,00
Taxe sur les véhicules			
		Centimes Additionnels	Principal
277	Lomé	3 ^{me} rôle supp.	4.536,00 15.120,00
278	Klouto	—	786,00 2.620,00
279	Atakpamé	—	804,00 2.680,00
280	Sokodé	—	30,00 100,00
281	Sansanné-Mango	2 ^{me} —	30,00 100,00
Taxe sur le chiffre d'affaires			
282	Lomé (Ville)	3 ^{me} rôle supplémentaire..	400.042,28
283	Klouto	—	2.056,25
284	Atakpamé	—	7.024,12

ART. 2. — La date de mise en recouvrement est fixée au 21 décembre 1929.

Alcools.

ARRÊTÉ N° 732 fixant le contingent des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche à admettre à l'importation pour l'année 1930, le déterminant la répartition individuelle de ce contingent.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toute origine et provenance;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 portant réglementation de l'alcool dans le territoire du Togo;

Vu l'avis exprimé par le Chef du Service des douanes et le Président de la Chambre de Commerce;

Le Conseil d'administration entendu,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le contingent des alcools visés à l'article 9 de l'arrêté du 22 octobre 1929 précité est fixé pour l'année 1930 à 6.000 litres.

ART. 2. — La répartition de ce contingent est fixée comme suit :

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	675
Compagnie Générale des Comptoirs Africains	675
Etablissements A. Lecomte	675
J. B. Carhou	800
Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique	675
Société des Transports de l'Afrique Occidentale	675
United Africa	100
Ecole Professionnelle	150
Société Commerciale de l'Ouest Africain	675
Deutsche Togo Gesellschaft	25
Comptoirs Coloniaux	100
G. B. Ollivant	675
Industrielle Coloniale	25
Imprévus	75

ART. 3. — Sont exclus du contingentement les alcools dénaturés introduits par les divers services administratifs, et notamment le Service de Santé.

ART. 4. — Le Chef du Secrétariat-Général et le Chef du Service des douanes sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé le 20 décembre 1929,

BONNECARRÈRE.

ERRATUM à l'arrêté du 27 septembre 1929 portant reclassement des marchés dans le Territoire du Togo (J. O. 1929 p. 628)

Cercle de Lomé.

au lieu de : tous les trois jours dans les localités ci-après :
lire : tous les cinq jours

Lomé, le 16 décembre 1929.

Le Commissaire de la République,

BONNECARRÈRE

ACTES DIVERS CONCERNANT LE PERSONNEL EUROPÉEN

Reclassement

(Arrêté du Gouverneur Général de l'A. O. F. des 15 et 22 novembre 1929)

NOMS ET PRENOMS	SITUATION au 1 ^{er} juillet 1927 ou à la date de la titularisation.	RELIQUAT conservés au titre des lois des 1 ^{er} avril 1923 17 avril 1924.	MAJORATION au titre des lois des 9 décembre 1927, 19 mars 1928.	NOUVELLE SITUATION au 1 ^{er} juillet 1927 ou à la date de la titularisation	SITUATION après le 1 ^{er} juillet 1927
CISSE (Amadou)	Commis-greffier de 1 ^{re} classe avant 2 ans le 1-1-1927	—	9 mois 21 jours	Commis-greffier de 1 ^{re} classe avant 2 ans le 1-7-1927 avec 1 an 3 mois 21 jours	Commis-greffier de 1 ^{re} classe avant 4 ans le 1-7-1928 avec 2 mois 21 jours
BENET (François)	Contrôleur principal à 20.000 francs le 1 ^{er} juillet 1927	1 an 4 mois 3 jours	—	Contrôleur principal à 20.000 francs avec 1 an 4 mois 3 jours.	Contrôleur principal à 22.000 francs le 1 ^{er} octobre 1928; Rappel épuisé. Receveur à 22.000 francs le 1 ^{er} juillet 1929

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
Affectations					
9.12.29	DESCUBES DESGUBAINES	Procureur de la République	Lomé	9.12.29	Procureur de la République près le tribunal de 1 ^{re} instance de Lomé.
17.12.29	PATANCHON (M ^{me} .)	Institut. de 3 ^{me} cl. du cadre métropolitain	désignée nouvellement	16.12.29	Chargée d'assurer provisoirement la direction du cours supérieur de l'Ecole Régionale de Lomé
20.12.29	DUNGLAS	Adjoint ppl. des S. G.	retour de congé	—	Chef de la subdivision de Tablighi-Tokpli.
—	ROBIN	Conduct. principal des travaux agricoles	«	—	Chef de la station agricole de Nuatja.
—	CHAMPION	Institut. adjoint	«	—	Directeur de l'Ecole Régionale de Mango.
—	COURTIN	Agent contract	retour de congé	—	Mis à la disposition du chef du service des P. T. T. et chargé des fonctions de mécanicien de Lomé.
—	LHUISSIER	Chef ouvrier d'art contract.	«	—	Chargé de l'Enseignement professionnel et des travaux à accomplir dans le cercle d'Aného
—	LARRÈRE	Commis de la trésorerie du Togo	«	—	Mis à la disposition du Trésorier payeur.
—	SAINT-ETIENNE	Mécanicien de pelle contractuel	nouvellement agréé	16.11.29	Travaux Neufs.
—	JALLAIS	Chef surveillant des P. T. T.	Lomé	—	Chargé de la refecton de la ligne Sokodé Mango.
Congés.					
12.12.29	CLOTTE Jean	Opérateur contract.	Atakpamé	—	Congé de 5 mois
13.12.29	VERNIN	Ouvrier d'art stagiaire	—	14.12.29	Congé de convalescence de 6 mois Foria.
19.12.29	THIVOLLE	Géomètre contractuel	Lomé	30.12.29	Congé administratif de 6 mois Hoggar
20.12.29	LIEGEY	Chef de district ppl. des ch. de fer	—	30.12.29	—do— —do—
Passages					
11.12.29	MASSON Alexandre	Procureur de la République	Lomé	12.12.29	Passage en 1 ^{re} classe de Lomé à Grand-Bassam Foria
19.12.29	BONNET	Médecin Capitaine	Sokodé	21.12.29	Passage de retour de Lomé à Bordeaux paruebot Asie.

ACTES DIVERS CONCERNANT LE PERSONNEL INDIGÈNE

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
Titularisations					
20.12.29	HOUANOU KOUMAKO	Méc. conduct. stagiaire	Sokodé	2. 7. 29	
24.12.29	Emmanuel ANAKPO	Méc. de 8 ^e cl. stagiaire	Lomé	1. 1. 30	
Affectations					
11.12.29	JOHNSON Marcelline	Sage-femme aux. 3 ^e cl.	Anécho	—	Affectée à la maternité de Lomé.
—	Dominique DELPHINE	— — 1 ^{re} cl.	Atakpamé	—	— Subdivision sanitaire de Mango.
—	Marie JOHNSON	Sage Femme aux. stagiaire	nouvellement détachée au Togo.	4.12.29	Affectée à la maternité d'Anécho.
—	Félicienne LIMA	—	—	4.12.29	— Subdivision sanitaire d'Atakpamé.
—	Louise TEBI	—	—	4.12.29	— Subdivision sanitaire de Sokodé.
Mutations					
11.12.29	AKBLÉ Isidore	Surnum. des P. T. T.	Anécho	—	Affecté au bureau de Sokodé.
12.12.29	EDOH Thomas	Inst. aux. 2 ^e classe	Palimé	—	— à l'Ecole régionale de Lomé.
—	VIANOU Benjamin	— adjt. 4 ^e classe	Bassari	—	— l'Ecole professionnelle de Sokodé.
—	FREITAS Paulin	Moniteur de 5 ^e classe	Anécho	—	— Ecole rurale de Bassari.
—	LAWSON Joseph	Inst. aux. 1 ^{re} classe	Sokodé	—	— — régionale d'Anécho.
—	LAWSON Pierre	—	Lomé	—	Chargé des travaux agricoles à l'Ecole régionale de Lomé.
13.12.29	KIRLWASSER Justine	Infirmière stag.	Mango	—	Remise à la disposition du médecin chef de la subdivision sanitaire de Palimé.
Détachement					
12.12.29	ATAYI Salomon	Inst. du cadre secondaire A. O. F.	Lomé	10.12.29	Mis en service détaché à la disposition du chef du service des douanes.
Nominations					
22.11.29	LIMA Félicienne	Sage-femme stag. de l'A. O. F.	Atakpamé	—	Affectée hors cadres au Togo.
—	TEBI Louise	—	Sokodé	—	—
—	JOHNSON Marie	—	Anécho	—	—
13.12.29	ADOUVI Charles	Cis. expéd. aux. 1 ^{re} éch.	Lomé	13.12.29	Mis à la disposition du Procureur de la République.
18.12.29	MENSAH Théophile	Monit. d'enseign. 6 ^e cl. stag.	Lomé	1.12.29	Affecté à l'Ecole de la Mission Catholique de Lomé
19.12.29	AMES Paul	Elève-mécan. conduct.	Lomé	16.12.29	Garage Central.
Congés					
10.12.29	KOUKOUI Félix	Cis. expéd. 5 ^e classe	Lomé	26.12.29	Congé annuel de 30 jours
—	Guillaume ADJIDON	Infirmier 3 ^e classe	—	1. 1. 30	—
—	KOKODOKO Christian	Facteur enregist.	—	18.12.29	— de 20 jours
19.12.29	ANANI Louis	Infirmier 1 ^{re} classe	—	1. 1. 30	Congé annuel de 30 jours
20.12.29	HOUNGBEDJI KOFFI	Planton de 9 ^e classe	—	6. 1. 30	—
24.12.29	Joseph MENSAH	Agent contractuel	—	1. 1. 30	—
Sanction disciplinaire					
13.12.29	Geraldo LAMINOU	Institut. aux. 2 ^e classe	Lomé	—	15 jours de retenue de solde pour attitude incorrecte à l'égard de son chef de service
Révocation					
19.12.29	JERHOURESSI Pierre	Recv. de 8 ^e cl. atag. du ch de fer	Lomé	29.10.29	Condamné à 6 mois de prison par le tribunal de Lomé.

AFFAIRES COURANTES

Par décision du :

20 décembre 1929. — M. PARISOT Georges, Chef du Secrétariat Général est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant la tournée du Commissaire de la République.

ALLOCATIONS VIAGÈRES

Par arrêté du :

20 décembre 1929. — Les allocations viagères prévues en faveur des anciens agents de l'administration dont les noms suivent sont ainsi modifiées pour compter du 1^{er} janvier 1930 :

MENSAH William, ex-agent de l'administration 1.500 frs.
 W. PRINCE AGBODJAN, —d°— 1.500 —
 Est supprimée l'allocation prévue en faveur de K. Gassou
 ex-chef de Baguida décédé.

COMMISSION

Par décision du:

29 novembre 1929. — Une commission composée de:

M.M. MAHOX,	Administrateur des colonies Commandant le Cercle de Lomé.	Président
NATIVEL,	Administrateur Adjoint au Commandant de Cercle de Lomé.	
DUBAIN,	Capitaine d'Infanterie Colo- niale Commandant les Forces de Police du Togo.	Membres
FOURSAUD,	Chef du Bureau du Person- nel.	
CRETALLAZ,	Adjudant-Chef d'Infanterie Coloniale Adjoint au Com- mandant des Forces de Police.	

se réunira, sur la convocation de son Président, en vue de l'établissement des propositions d'inscription au tableau d'avancement des Forces de Police (1^{er} Semestre 1930).

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Par arrêté du:

10 décembre 1929. — Est nommé membre suppléant du Conseil d'Administration du Togo en remplacement de M. LECUYER démissionnaire:

M. MAILIER, Directeur de la S.T.A.O.

DOMAINES

Droits de timbre

Par arrêté du:

20 décembre 1929. — La Société Africaine des Matières Grasses, société anonyme dont le siège est à Lomé Togo, ayant versé à la Caisse du Receveur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre à Lomé, les droits de tarification spéciale prévus à l'article 51, 1^{re} catégorie de l'arrêté du Gouverneur Générale de l'A.O.F. en date du 23 avril 1921 sur les vingt mille actions numérotées de 1 à 20.000 formant le capital social et les six mille parts de fondateur numérotées de 1 à 6.000 qu'elle a émises est autorisée à apposer sur les titres et sur leur souche, la mention suivante à l'encre grasse ou d'imprimerie.

«Droit de timbre au comptant acquitté au Togo»
 arrêté N° 714 du 20 décembre 1929.

Domaine public.

Par arrêté du:

19 décembre 1929. — Le sieur HOUNAU est autorisé à occuper provisoirement et à ses risques et périls une bande

rectangulaire de terrain et de lagune de 152 mètres de longueur sur 30 mètres de largeur situé en bordure Sud de la lagune d'Anèche et à l'ouest du pont d'Adjido. Le côté est de cette bande est distant de 124 m. de l'angle N.E. de l'Hôpital.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le Cahier des charges et prendra effet au 1^{er} Janvier 1930.

Avis de demandes d'immatriculation

au Livre foncier du Cercle de Lomé

a) Suivant réquisition, n° 630, déposée le 17 décembre 1929 le sieur Peter A. Fayosewo profession de commerçant, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel comme propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction à usage d'habitation d'une contenance totale de 5 ares 51 centiares situé à Lomé, quartier N° 6, (Cercle de Lomé), et borné au nord par la rue de Verdun, à l'est par une rue non dénommée, au sud par terrain à Patrick Seddoh, à l'ouest par terrain à Samuel Ahyee.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle d'Atakpamé

b) Suivant réquisition, n° 631, déposée le 20 décembre 1929 le sieur Maitre Charles Léon Joseph profession de Pasteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration des Missions Évangéliques du Togo (ancienne Mission de Brème) a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle d'Atakpamé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, portant des constructions à usages cultuel, d'habitation et dépendances, d'une contenance totale de 8 hectares 45 ares 21 centiares situé à Atakpamé, (Cercle dudit), et borné au nord par terrains à Atchou, Kotchadjo, Frénica et Ahiko et par l'aboutissement des rues Nachtigal et de Lama, à l'est par le Zongo, le cimetière Catholique et terrain domanial, au sud et à l'ouest par terrain domanial.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit Conseil d'Administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir:

Restrictions du droit de propriété prévues par l'article 6 du décret du 28 février 1926.

au Livre foncier du Cercle d'Atakpamé

c) Suivant réquisition, n° 632, déposée le 20 décembre 1929 le sieur Maitre Charles Léon Joseph profession de Pasteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration des Missions Évangéliques du Togo (ancienne Mission de Brème) a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle d'Atakpamé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant quatre constructions à usages d'école, d'habitation et dépendances,

d'une contenance totale de 11 ares 32 centiares situé à Atakpamé, (Cercle dudit), et borné au nord-ouest par terrain à Agudogo, au nord-est par terrain à Carbou, au sud-est par terrain à la C^{ie}. Générale des Comptoirs Africains et au sud-ouest par la rue de Woudou.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit Conseil d'Administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Restrictions du droit de propriété prévues par l'article 6 du décret du 28 février 1926.

au Livre foncier du Cercle de Klouto

d) Suivant réquisition, n° 633, déposée le 20 décembre 1929 le sieur Maître Charles Léon Joseph profession de Pasteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration des Missions Evangéliques du Togo (ancienne Mission de Brème) a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier portant quatre constructions dont trois à usage d'école et une à usage d'habitation d'une contenance totale de 87 ares 60 centiares situé à Palimé, (Cercle de Klouto), et borné au nord par la rue Hérold, à l'est par une rue non dénommée et la route d'Atakpamé, au sud par la rue de la Mission, à l'ouest par la route de Misahohe.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit Conseil d'Administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Restrictions droit de propriété prévues par l'article 6 du décret du 28 février 1926.

e) Suivant réquisition, n° 634, déposée le 20 décembre 1929 le sieur Maître Charles Léon Joseph profession de Pasteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration des Missions Evangéliques du Togo (ancienne Mission de Brème) a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de rectangle d'une contenance totale de 40 ares 56 centiares situé à Palimé, (Cercle de Klouto), et borné au nord par terrain à Anipa, à l'est par une rue non dénommée, au sud par la rue Hérold, à l'ouest par la rue de Misahohe.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit Conseil d'Administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Restrictions du droit de propriété prévues par l'article 6 du Décret du 28 février 1926.

f) Suivant réquisition, n° 635, déposée le 20 décembre 1929 le sieur Maître Charles Léon Joseph profession de Pasteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration des Missions Evangéliques du Togo (ancienne Mission de Brème) a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère portant une construction à usage de temple, d'une contenance totale de 79 ares 07 cen-

tiars situé à Palimé, (Cercle de Klouto), et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par la route de Misahohe, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par terrains à Wowo, Buadjo et Christian Tamakloe.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit Conseil d'Administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Restrictions du droit de propriété prévues par l'article 6 du décret du 28 février 1926.

g) Suivant réquisition, n° 636, déposée le 20 décembre 1929 le sieur Maître Charles Léon Joseph profession de Pasteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration des Missions Evangéliques du Togo (ancienne Mission de Brème) a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Klouto, d'un immeuble rural, bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier situé en montagne, portant diverses constructions à usages de culte, d'habitation et d'école, d'une contenance totale de 16 hectares 54 ares situé à Nyomgbo, (Cercle de Klouto), et borné de tous côtés par des terrains aux propriétaires inconnus.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit Conseil d'Administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Restrictions du droit de propriété prévues par l'article 6 du décret du 28 février 1926.

au Livre foncier du Cercle de Lomé

h) Suivant réquisition, n° 637, déposée le 20 décembre 1929 le sieur Maître Charles Léon Joseph profession de Pasteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration des Missions Evangéliques du Togo (ancienne Mission de Brème) a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 8 ares 12 centiares situé à Lomé, quartier n° 4, (Cercle de Lomé), et borné au nord par la rue d'Alsace-Lorraine, à l'est par la rue Thiers, au sud et à l'ouest par terrains aux héritiers Mensah.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit Conseil d'Administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — Restrictions du droit de propriété prévues par l'article 6 du Décret du 28 février 1926.

2° — Une hypothèque de Quatre mille Marks inscrite au profit du Missionnaire Hermann Westermann.

i) Suivant réquisition, n° 638, déposée le 21 décembre 1929 le sieur Brym Louis Vincent Abim-Bola profession de commis expéditionnaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel comme propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 ares 43 centiares situé à Lomé, quartier n° 10 (Cercle de Lomé), et borné au nord par la rue dite Ring-strasse, à l'est par la rue Pogge, au sud par

terrain à Eustache Ayité, à l'ouest par terrain à Timothy Anthony.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former oppositions aux présentes immatriculations, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal Civil de Lomé.

Le Conservateur de la Propriété foncière.

PEYROTTE.

ENSEIGNEMENT

Vacances scolaires

Par arrêté du :

20 décembre 1929. — La date des vacances scolaires du jour de l'an dans les écoles officielles est fixée comme suit :

Cercle de	Lomé	du 24 décembre au 2 janvier 1930.
	Anécho	
	Atakpamé	
	Klouto	du 1 ^{er} au 10 janvier 1930.
	Sokodé	
	Mango	

Bourses scolaires

Par arrêté du :

20 décembre 1929. — Les bourses d'études accordées pour compter du 1^{er} octobre 1929 aux élèves SANTOS Ignace, AKAKPO André et GRUNIZKY Nicolas, par décision du 6 novembre 1928 pour leur permettre de suivre en qualité d'internes les cours d'un e classe du 2^{ème} cycle au Lycée Mignet à Aix-en-Provence sont renouvelées pour l'année scolaire 1929-30.

Le Territoire prendra en outre à sa charge les accessoires ci-après :

Trousseau
Frais obligatoires
Divers abonnements.

et d'une façon générale, toutes les dépenses que le Proviseur du Lycée jugera utile de faire dans l'intérêt des élèves.

ETABLISSEMENTS DANGEREUX

Par arrêté du :

13 décembre 1929. — La Société des *Comptoirs Coloniaux* est autorisée, en conformité des plans et descriptions produits par elle, à installer à Lomé sur la parcelle N° 4 d'un terrain immatriculé sous partie N° 358 Vol. 2 du Cercle de Lomé, un dépôt d'essence et de pétrole, en récipients métalliques hermétiquement fermés et ne devant subir aucun transvasement.

Les quantités maxima contenues dans ce dépôt sont fixées à 175.000 litres d'essence et 55.000 litres de pétrole.

INDEMNITÉS

Par décisions du :

14 décembre 1929. — M. FONTAINE, Conducteur des Travaux Agricoles en service à Tové est autorisé à utiliser sa motocyclette pour les besoins du service.

Il aura droit à une indemnité annuelle de mille deux cents francs (1.200 frs.) payable trimestriellement ainsi qu'à la fourniture des carburants et lubrifiants nécessaires et aux divers avantages énumérés dans l'arrêté N° 443 du 4 août 1927.

14 décembre 1929. — M. DAGORN, Chef du Service des P. T. T. est autorisé à utiliser sa voiture automobile pour les besoins du service.

M. DAGORN aura droit à une indemnité mensuelle de cent francs (100,00 frs.) ainsi qu'à la fourniture des carburants et lubrifiants nécessaires et aux divers avantages énumérés dans l'arrêté N° 443 du 4 août 1927.

Par arrêté du :

20 décembre 1929. — Une indemnité de déguerpissement de 50 francs par case est accordée aux indigènes ayant évacué le terrain de Zogbedji sur lequel ils étaient installés avant qu'il ne devienne la propriété du Chemin de fer.

Bénéficieront de cette indemnité les indigènes suivants dont la liste a été dressée par les soins du Commandant de Cercle de Lomé :

NOMS DES CHEFS DE FAMILLE	NOMBRE DE CASES	INDEMNITÉ ACCORDÉE
SOUNON BESSÉ	4	200 frs.
AYIVI ANÉROUDJI	4	200 —
AHADJI DJAGBEGNON	2	100 —
HOUSSEGBÉ AYIVON	1	50 —
MESSAVI AYIVON	2	100 —
LAURENT AYIVON	1	50 —
AZIANBLÉ AGBLI	2	100 —
FAGBÉDJI KOUNDAWO	5	250 —
DJAKA LITO	3	150 —
FAGBÉDJI AKLÉ	1	50 —
ERLOU GADINA	2	100 —
SENAO JEAN	3	150 —
TCHENGBEVI	4	200 —
PIERRE EVÉNOUMÉDÉ	2	100 —
VIDJIKOU SIAROU	2	100 —
TOVIÉKOU ADOKPO	1	50 —
KADÉGA AGBLÉWONOU	3	150 —
ADJÉVI SRIGBO	3	150 —
EMMANUEL KOUVO	1	50 —
KÉHOKPA	1	50 —
AGBÉOLÉ	1	50 —
AGBOABA (femme)	2	100 —
LANZO AKPAN	2	100 —
AYÉLÉ (femme)	5	250 —
EDO (femme)	1	50 —
GNAKOUTA (femme)	1	50 —
AYAO	2	100 —
OUKOUNOU	2	100 —
ABODA Tailleur	1	50 —
Total		3.200 frs.

Le paiement de ces indemnités sera supporté par le budget annexe du Chemin de fer chapitre V article 3 § 1 exercice 1929 et effectué par le Caissier central du Chemin

de fer en présence du Chef de village de ZOGBÉDJI, du commissaire-expéditionnaire du cercle de Lomé qui a fait le recensement du village et du chef de chantier indigène du Service de la Voie chargé de la démolition des cases après le départ des indigènes.

JUSTICE INDIGÈNE

Par arrêté du :

20 décembre 1929. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé BAYAVON condamné à 2 ans d'emprisonnement pour viol par le tribunal de cercle de Lomé le 12 mai 1928.

Il devra résider obligatoirement à Lomé et tout séjour dans la localité de Séviho lui est interdit pendant la durée de sa libération conditionnelle.

MARCHÉS

Par décisions du :

20 décembre 1929. — Une prorogation de 43 jours de délai de livraison est accordée au fournisseur J. B. CARBOU pour la livraison du lot N° 9 du marché N° 100 concernant la fourniture de deux lorries à pompe au Service du Chemin de fer.

Est autorisé le remboursement d'une pénalité de 2.697 fr. 82 qui a été appliquée à ce fournisseur pour le retard du délai fixé primitivement au marché.

La dépense sera imputée sur les crédits du Budget de l'Exploitation du Chemin de fer et du Wharf annexe du Budget Local, Chapitre V — Dépenses diverses et imprévues — Article 3 — § 1, frais de procès, pertes, etc... Exercice 1929.

20 décembre 1929. — Est autorisé le remboursement du complément d'une pénalité de 13.940 frs. dont 1.250 frs. ont déjà été remboursés à la Maison J. B. CARBOU par décision N° 989 ter du 27 novembre 1929 — soit la somme de 12.690 frs.

La dépense sera imputée sur les crédits du Budget de l'Exploitation du Chemin de fer et du Wharf annexe du Budget Local — Chapitre V — Dépenses diverses et imprévues — Article 3 — § 1 — frais de procès, pertes etc... Exercice 1929.

PRODUITS DES STATIONS AGRICOLES

Par arrêté du :

23 décembre 1929. — La vente du 18 décembre 1929 des produits de la station d'Agou est résiliée en ce qui concerne les 36 tonnes de cacao pour lesquelles la société la «S. T. A. O.» s'était portée acheteuse.

Il sera procédé à un nouvel appel d'offres dans les conditions réglementaires.

REMBOURSEMENT

Par décision du :

20 décembre 1929. — Est autorisé le remboursement de la somme de soixante dix neuf francs quatre vingt quinze centimes à la Cie F. A. O. pour marchandise perdue par le C. F. T.

Cette dépense sera imputée au Budget de l'Exploitation du C. F. T. annexe du Budget local — Exercice 1929 chapitre V — article 3, § 1^{er} — Dépenses diverses et imprévues.

SECOURS

Par décision du :

20 décembre 1929. — Un secours annuel de 2.000 francs payable trimestriellement est accordé pour une durée de 3 ans à Madame Veuve CHARPENTIER, mère d'un Conducteur des Travaux Agricoles décédé en service.

La dépense sera imputée au Chapitre XIV, article 3.

SUBVENTION

Par décision du :

20 décembre 1929. — Est accordée à l'œuvre du Berceau de Lomé, une subvention de quinze mille francs à charge de justification d'emploi.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits à cet effet au Budget annexe de la Santé Publique et de l'Assistance Médicale Indigène, Exercice 1929, Chapitre II, — article 3 paragraphe 6.

TERRITOIRE DU TOGO PLACE SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

SERVICE DES TRAVAUX NEUFS DU CHEMIN DE FER DU NORD

Avis d'Adjudication

A CONCURRENCE LIMITÉE

pour la fourniture de 9.000 litres Gargoyle DTE extra heavy et 1.800 litres de Gargoyle Dark Lubricating oil L. M. pour engrenages et filins ou huiles de qualité équivalente nécessaires au Service des Travaux Neufs du Chemin de fer pour la construction du tronçon Aghonou-Sokodé et dont la livraison devra avoir lieu en un seul lot le plus tôt possible et en tout cas au plus tard le 31 mai 1930

CAHIER DES CHARGES

Ces huiles seront de la marque «Gargoyle DTE oil extra heavy» et de la «Gargoyle Dark Lubricating oil M. L.» pour engrenages et filins ou huiles de qualité équivalente.

La «BUCYRUS» Co. constructeur des pelles mécaniques Diesel pour lesquelles est demandée cette fourniture préconise dans ses instructions de la façon la plus nette l'emploi de l'huile provenant de la Gargoyle Co.

En conséquence les soumissionnaires qui présenteraient une huile d'une autre marque qu'ils estimeraient de qualité équivalente devront prendre par écrit l'engagement d'assurer toutes les responsabilités en cas d'avaries qui résulteraient de l'emploi de l'huile fournie.

Les soumissions devront parvenir à la Direction du Chemin de fer et du Wharf au plus tard le 28 février 1930, la séance d'adjudication étant ouverte à huit heures précises.

Les offres devront être exprimées tant en quantité qu'en valeur suivant les unités de base du système métrique, porter l'indication de la raison sociale du soumissionnaire ainsi que sa signature. Elles seront en outre timbrées et placées sous enveloppe fermée et cachetée.

L'enveloppe portera la mention suivante :

«Adjudication du 28 février 1930 pour la fourniture d'huile de graissage».

Les prix proposés s'entendent marchandises rendues sous palan à Lomé.

La réception de la fourniture ressortira en quantité du pointage entre le service transporteur et le service du Wharf, et la réception en qualité sera faite à Lomé par les soins du Directeur des Travaux Neufs sur prélèvements effectués à l'arrivage et sous les réserves d'emploi indiquées dans le Cahier des charges.

Un cautionnement égal au 2% de la fourniture sera exigé et devra être versé à la notification du marché.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à la Direction du Chemin de fer (Bureau des Travaux Neufs).

La présente adjudication restreinte aura lieu entre les firmes désignées ci-après :

F. & A. SWANZY	Représentant au Togo la Gargoyle Co.
Cie. F. A. O.	— Texaco oil Co.
S. T. A. O.	— Kervoline Co.
G. B. OLLIVANT	— Veedol oil Co.

Conformément aux prescriptions de l'art. 19 des Conditions Générales du Togo en date du 12 décembre 1927, les soumissionnaires désignés pour participer à l'adjudication devront faire parvenir à la Direction du Service des Voies de Pénétration et du Wharf l'analyse officielle des huiles ainsi que leurs caractéristiques générales moyennes relatives à leur origine, leur pureté, leur réaction aux réactifs colorés, leur influence sur le fer et le cuivre, leur indice de siccativité et de déformation sous l'influence des seuls agents atmosphériques ou de l'agitation, ainsi qu'à leur résidu en cendres.

MODÈLE DE SOUMISSION

Je soussigné agent général de la
Société agissant au nom et pour le compte de la dite
Société dûment commissionné à cet effet, faisant élection de domicile à après avoir
pris connaissance du Cahier des charges relatif à la fourniture faisant l'objet de l'adjudication du
. me soumetts et m'engage envers le Directeur du Chemin de fer et du Wharf, Ordon-
nateur délégué du Budget annexe stipulant au nom et pour le compte du Commissaire de la Répu-
blique au Togo, à fournir et à livrer sous palan à Lomé le lot précité aux prix suivants:

sans réserves ni restrictions, la réception de la fourniture ressortant en quantité du pointage entre le
service transporteur et le service du Wharf et la réception en qualité étant faite par le Directeur des
Travaux Neufs sur prélèvements effectués à l'arrivée et sous réserves d'emploi formulées dans le
Cahier des charges.

Fait à Lomé, le 1929.

Le soumissionnaire (signature)

Lomé, le 17 Décembre 1929.

Le Capitaine du Génie DALAISE,
Directeur du Chemin de fer et du Wharf,
Ordonnateur délégué du Budget Annexe,
DALAISE.

Le Directeur des Travaux Neufs,
PORTE.

Approuvé
Le Commissaire de la République
BONNECARRÈRE

SUPPLÉMENT

A U

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

« Société Africaine des Matières Grasses »

Société anonyme au Capital de 2.000.000 de francs.

SIÈGE SOCIAL A LOMÉ (Togo).

I.

Aux termes d'un acte sous signatures privées en date à Paris du 10 Août 1929 dont l'un des originaux est annexé à la minute de l'acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M^e Louis Bossy, notaire à Paris, le 9 Octobre 1929, ci-après énoncé, il a été établi les statuts d'une société anonyme, desquels statuts il a été extrait littéralement ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Il est formé une Société anonyme qui existera entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement. Cette Société sera régie par le Code de Commerce français et par les lois françaises en vigueur applicables au Togo, ainsi que par les présents statuts.

ART. 2. — La Société a pour objet :

La création et l'exploitation en tout pays spécialement en Afrique d'entreprises commerciales, indus-

trielles et agricoles relatives à la production, la fabrication la transformation l'emploi et le commerce des matières grasses.

Et comme conséquence des stipulations ci-dessus, mais sans que l'énumération qui va suivre soit limitative.

L'acquisition sous toutes formes, l'apport, l'échange, la vente, la revente, la location, tant comme preneuse que comme bailleresse, à court ou à long terme et avec ou sans promesse de vente, la gérance la transformation, l'aménagement, la mise en valeur et l'exploitation directe ou indirecte de tous immeubles bâtis ou non bâtis, de toutes exploitations agricoles, huileries et raffineries avec toutes forces motrices, concessions de toutes natures, chutes d'eau, sources, voies de communication et de tous moyens de transport ainsi que tous établissements industriels et commerciaux.

La demande de toutes concessions.

L'exécution de tous travaux et installations nécessaires au fonctionnement de la Société.

La prise d'intérêts en tous pays et sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises ou sociétés

dont le commerce ou l'industrie seraient similaires à ceux de la présente société ou de nature à favoriser le propre commerce ou industrie de celle-ci.

Toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'un quelconque des objets sus énoncés ou à tous autres objets similaires ou connexes destinés soit à augmenter, soit à sauvegarder les droits et intérêts de la Société, ou encore à étendre ou développer son objet, le tout, tant par elle même que pour le compte de tiers ou en participation.

Et plus généralement, la participation directe ou indirecte de la Société, dans toutes opérations de cette nature, soit par voie de création de Société, d'apport à des Sociétés déjà existantes, de fusion ou d'alliance avec elles, de cession ou de location, concession ou régie à des Sociétés ou à toutes autres personnes de tout ou partie de ses biens et droits mobiliers et immobiliers, au courtage ou à la commission, soit encore de souscription contre titres ou espèces et même contre redevances à court ou à long terme, achats et ventes de titres et droits sociaux, de commandite, de crédits, d'avances, de prêts ou autrement.

ART. 3. — La Société prend la dénomination de : « SOCIÉTÉ AFRICAINE DES MATIÈRES GRASSES »

Elle pourra y adjoindre un ou plusieurs sous titres et les modifier ou les supprimer par simple décision du Conseil d'administration.

ART. 4. — Le siège de la Société est à Lomé (Togo).

Ce siège pourra être transporté en tout autre endroit de la même ville par simple décision du Conseil d'administration et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'administration pourra établir des succursales et également nommer des agents partout où il le jugera utile.

ART. 5. — La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années, à compter du jour de sa constitution définitive sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation de durée prévus aux présents statuts.

ART. 6. — Monsieur Jean PEYROU, Fondateur fait apport à la présente société du bénéfice de ses Études, en Afrique, de ses peines, soins, démarches, pourparlers, correspondances et accords intervenus avec tous tiers en vue de parvenir à la constitution de la présente Société, et notamment du bénéfice d'un contrat relatif au droit d'exploitation au Togo et au Camérout d'un matériel spécial pour la fabrication des matières grasses, en représentation de cet apport, il est attribué à M. PEYROU, les six mille parts de fondateur sans valeur nominale ci-après créées sous l'article dix huit à charge par lui de rémunérer tous concours auxquels il aura fait appel pour la constitution et le fonctionnement de la présente Société sans aucun recours contre celle-ci.

ART. 7. — Le capital est fixé à deux millions de francs divisé en vingt mille actions de cent francs chacune, qui sont à souscrire et à libérer en espèces.

ART. 8. — Le capital peut être augmenté en une ou plusieurs fois par la création d'actions nouvelles, en représentation d'apports en nature ou contre espèces, par tout autre moyen en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, prise conformément aux prescriptions de l'article quarante ci-après.

Cette assemblée fixe les conditions de l'émission des nouvelles actions ou délègue ses pouvoirs à cet effet au Conseil d'administration.

Toutefois, le Conseil d'administration est dès à présent, autorisé à porter le capital à dix millions de francs en une ou plusieurs fois, au fur et à mesure des besoins ultérieurs de la Société, sur simple décision dudit Conseil, au moyen de l'émission d'actions nouvelles à souscrire en numéraire aux taux et conditions qu'il fixera.

Il peut être créé en représentation des augmentations de capital, soit des actions du même type, soit des actions d'un type différent pouvant notamment conférer un droit de priorité ou un avantage quelconque sur les autres actions, conformément à la loi, ou restreindre les droits de ces nouvelles actions.

En cas d'augmentation de capital, par la création d'actions à souscrire en numéraire, les propriétaires des actions antérieurement émises, sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, auront un droit de préférence dans la proportion des titres possédés par eux à la souscription des deux tiers des actions à émettre.

Les propriétaires de parts de fondateur auront également un droit de préférence dans la proportion des titres possédés par eux à la souscription de un titre des actions à émettre.

Il ne sera pas tenu compte des fractions.

Ce droit de souscription sera exercé dans les formes, délai, et conditions déterminées par le conseil d'administration.

Ceux des actionnaires ou propriétaires de parts de fondateur qui n'auraient pas un nombre de titres suffisant pour obtenir une action, pourront se réunir pour exercer leur droit, mais sans qu'il puisse en résulter de souscription indivise.

Celles de ces actions qui n'auraient pas été souscrites par les anciens actionnaires et les porteurs de parts, en vertu de leur droit de préférence, resteront à la disposition du Conseil d'administration qui les fera souscrire par qui bon lui semblera.

Chaque actionnaire ne pourra user du droit de souscription ci-dessus qu'autant que toutes les actions par lui possédées, seront libérées de tous les versements appelés au jour de l'émission.

Le capital social pourra être réduit dans les conditions prévues à l'article quaranté.

ART. 9. — Le montant des actions à souscrire est payable en numéraire au siège social ou aux caisses désignées à cet effet savoir :

Un quart lors de la souscription.

Et le surplus aux dates et dans les proportions qui seront fixées par le Conseil d'administration.

Les appels de fonds, tant sur les actions primitives que sur celles qui seraient ultérieurement émises, auront lieu au moyen d'un avis inséré dans un journal d'annonces légales du siège social et de Paris au moins quinze jours à l'avance.

Le Conseil d'administration, peut s'il le juge utile autoriser les actionnaires à se libérer totalement ou partiellement, par anticipation. Dans le cas où le Conseil accorderait cette faculté, il fixerait alors lui-même les conditions, mode et date de cette libération facultative.

ART. 13. — La cession des actions nominatives s'opère conformément à l'article trente six du Code de Commerce; par une déclaration de transfert signée du cédant et du cessionnaire ou de leurs mandataires et inscrits sur un registre de la Société, chaque opération visée par un administrateur.

La signature du cédant ou de son mandataire est suffisante si les actions sont entièrement libérées.

La Société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public, auquel cas elle n'est pas responsable de leur identité.

Les actions sur lesquelles les versements échus ont été effectués sont seules admises au transfert.

La cession des actions au porteur se fait pas la simple tradition.

ART. 14. — Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux.

ART. 17. — Les droits et actions attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe. La possession d'une action emporte de plein droit, adhésion aux statuts de la Société et aux résolutions prises par l'Assemblée générale.

Les héritiers, représentants ou créanciers d'un actionnaire, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés, sur les biens et valeurs de la Société, en demander le partage ou la liquidation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration, ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée générale.

ART. 18. — Il est créé six mille parts de fondateur donnant droit chacune à un six millièmes des avantages et droits attribués à ces parts, aux termes des articles

huit, quarante trois et quarante huit des présents statuts.

Ces six mille parts porteront les numéros un à six mille et sont attribuées à M. Jean PEYROU, fondateur, en représentation de son apport, comme on l'a vu sous l'article six qui précède.

Conformément à la loi du trente et un mars mil neuf cent vingt sept, les titres de ces parts ne seront détachés de la souche et ne seront négociables qu'après un délai de deux ans à compter de la constitution définitive de la Société.

Les parts de fondateur se transmettent comme les actions et les articles des présents statuts relatifs à cette transmission, leur seront applicables.

La propriété d'une part entraîne de plein droit adhésion aux statuts de la Société.

Le droit de timbre de ces parts sera supporté par la Société.

Les autres impôts ou taxes auxquels seront assujettis les parts, seront à la charge des titulaires ou porteurs de ces parts.

Ces parts ne confèrent pas à leurs titulaires ou propriétaires la qualité d'associés, en conséquence, ces parts ne leur confèrent aucun droit de propriété dans l'actif social ni aucun droit d'assister individuellement aux assemblées générales.

Les titulaires ou porteurs de parts ne peuvent s'immiscer dans les affaires sociales.

Le nombre des parts et leurs droits tels qu'ils résultent des présents statuts demeureront invariables durant toute l'existence de la Société, alors même que sa durée serait prorogée quelles que puissent être les variations du capital social et ne pourront être modifiées qu'avec l'assentiment de l'Assemblée générale des propriétaires de parts de fondateur.

Toutefois et par dérogation à cette disposition, il est expressément stipulé que les parts de fondateur ne pourront s'opposer sans qu'il soit nécessaire de consulter l'Assemblée générale des propriétaires de parts de fondateur.

1^o — A la subdivision en coupures par simple décision du Conseil d'administration des titres de parts existantes.

2^o — En cas d'augmentation de capital, au prélèvement d'un premier dividende à fixer qui serait attribué aux actions nouvelles.

3^o — En cas de création d'actions privilégiées ou non à l'octroi de tous droits et avantages spéciaux au profit de ces actions.

4^o — En cas de création d'obligation au prélèvement d'un intérêt qui serait attribué à ces obligations et à l'octroi de tous droits et avantages spéciaux à leur profit notamment dans les bénéfices sociaux.

Toutes autres modifications, restrictions ou transformations des droits des parts ainsi que leur rachat

total ou partiel de même que toutes modifications touchant à l'objet ou à la forme de la Société, ne seront valables que si elles sont approuvées par l'Assemblée générale des titulaires ou propriétaires des parts de fondateur.

En cas de rachat partiel, les parts à racheter seront désignées par tirage au sort, les numéros des parts désignées par le sort, seront publiées tant au journal officiel de la République Française au Togo que dans un journal d'annonces légales de Paris et du lieu du siège social.

La Société a d'ailleurs le droit de racheter quand bon lui semblera, des parts de gré à gré, sans que ce rachat soit soumis à l'Assemblée générale des propriétaires de parts de fondateur.

Toutes les parts rachetées de quelque manière que soit effectué le rachat seront annulées. Elles ne pourront plus être aliénées ni participer à l'Assemblée générale des propriétaires de parts de fondateur. La portion de bénéfices revenant à ces parts et tous droits y afférents profiteront aux actionnaires.

Les propriétaires de parts présents et futurs sont soumis aux dispositions spéciales faisant l'objet du titre onze ci-après, en conformité de la loi Française du vingt trois janvier mil neuf cent vingt neuf.

ART. 19. — Il ne peut être créé d'obligations qu'avec l'autorisation de l'Assemblée générale des Actionnaires délibérant dans les conditions prévues à l'article trente huit.

Les obligations peuvent être nominatives ou au porteur au choix de l'obligataire. Ces titres sont signés comme les actions.

La cession des obligations a lieu, conformément aux dispositions de l'article treize.

L'assemblée générale aura, quand elle sera appelée à statuer sur une émission d'obligations, la faculté d'attribuer à certaines catégories ou séries d'obligations, en plus d'un intérêt fixe annuel, un pourcentage déterminé dans les bénéfices sociaux, mais sans que les droits qui pourraient leur être attribués puissent leur permettre aucune immixtion dans les affaires de la Société, ni aucune discussion des décisions de son Conseil ou de ses Assemblées.

ART. 20. — La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins et de quinze au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'Assemblée générale.

Les Sociétés en nom collectif, les Sociétés en commandite simple ou par actions, les Sociétés à responsabilité limitée et les Sociétés anonymes peuvent faire partie du Conseil d'administration.

Elles sont représentées comme administrateurs, aux délibérations du Conseil savoir, les Sociétés en nom collectif par un de leurs associés en nom collectif, les Sociétés en commandite simple ou par actions et les Sociétés à responsabilité limitée par un de leurs

gérants, les Sociétés anonymes, par un délégué de leur Conseil d'administration, sans qu'il soit nécessaire que l'associé en nom collectif, le gérant ou le délégué du Conseil d'administration soit personnellement actionnaire de la présente société.

Mais le Conseil d'administration d'une Société anonyme, Administrateur de la présente Société, devra, avant de nommer son délégué le présenter à l'agrément du Conseil d'administration de la présente société et le nommer pour une durée égale à la durée de ses fonctions d'Administrateur de ladite Société anonyme, toutefois, cet agrément n'est pas requis à l'égard des premiers délégués des sociétés anonymes qui seraient nommés membres du Conseil d'administration par l'Assemblée Constitutive.

ART. 22. — Les administrateurs sont nommés pour six ans, sauf l'effet des dispositions ci-après.

Le premier Conseil qui sera nommé par la seconde Assemblée générale constitutive de la Société, restera en fonctions jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira en mil neuf cent trente quatre, laquelle renouvellera le Conseil en entier.

A partir de cette époque, le Conseil se renouvellera à l'Assemblée générale annuelle, en alternant, s'il y a lieu à raison d'un nombre d'administrateurs déterminé, suivant le nombre des membres le composant, de façon que le renouvellement soit aussi régulier que possible et complet dans chaque période de dix ans.

Les membres sortants sont désignés par le sort pour les premières années, le roulement, une fois établi, ils se renouvelleront par ordre d'ancienneté, ils sont toujours rééligibles.

Si le Conseil est composé de moins de quinze membres, il a la faculté de se compléter en tout ou en partie, s'il le juge utile dans l'intérêt de la Société.

Dans le cas, les nominations faites à titre provisoire par le Conseil, sont soumises lors de sa prochaine réunion à la confirmation de l'assemblée générale qui détermine la durée du mandat.

Dé même en cas de vacance par décès, démission ou toute autre cause, le Conseil peut pourvoir provisoirement au remplacement, sauf confirmation par la prochaine Assemblée générale, sur le maintien des nominations ainsi faites, mais il peut continuer à fonctionner tant que le nombre de ses membres n'est pas descendu au-dessous de trois.

Si les nominations faites par le Conseil n'étaient pas ratifiées par l'Assemblée générale, les délibérations prises et les actes accomplis par le Conseil et par les administrateurs nommés provisoirement n'en seraient pas moins valables.

Dans le cas où le nombre des Administrateurs serait descendu au-dessous de trois, les administrateurs restants seraient tenus de se compléter à ce nombre minimum dans le délai de deux mois.

L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré, ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir pour l'exercice de son prédécesseur.

ART. 23. — Chaque année dans la séance qui suit la réunion de l'Assemblée générale ordinaire, le Conseil nommé, parmi ses membres, un Président et s'il le juge utile un ou plusieurs Vice-Présidents, ceux-ci et le Président peuvent toujours être réélus.

Il peut aussi choisir un Secrétaire même en dehors des Administrateurs.

En cas d'absence du Président et du ou des Vice-Présidents, le Conseil désigne celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de Président.

ART. 24. — Les réunions auront lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné par la convocation au Togo ou en France.

Le mode de convocation est déterminé par le Conseil d'administration.

Les administrateurs absents pourront donner pouvoir à un de leurs collègues présents, pour les représenter aux délibérations du Conseil sans toutefois que ce dernier puisse avoir plus de deux voix, y compris la sienne.

Ces pouvoirs peuvent être donnés par simple lettre, ou même par télégramme et ne sont valables que pour une séance.

Pour la validité des délibérations, la présence ou la représentation de la moitié au moins des Administrateurs en fonctions est nécessaire, mais suffisante ; il faudra en outre la présence effective d'au moins deux administrateurs.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents en cas de partage la voix du Président de la séance est prépondérante.

Si deux membres seulement assistent à la séance, les délibérations doivent être prises à l'unanimité.

La justification du nombre des administrateurs en exercice, de leur nomination et du nombre de ceux qui ont pris part à une délibération et la justification des pouvoirs donnés soit par des sociétés administrateurs à leurs représentants soit par des membres absents, résultant vis à vis des tiers de l'énonciation dans le procès verbal de chaque délibération, des noms des Administrateurs présents ou représentés et des noms des administrateurs absents.

ART. 25. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès verbaux qui sont portés sur un registre spécial tenu au siège de la société et signés au moins par deux Administrateurs qui y ont pris part.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le Président du Conseil ou par l'un des Vice-Présidents, ou encore par deux administrateurs.

ART. 26. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus sans limitation, ni réserve pour agir au nom de la Société et faire toutes les opérations relatives à son objet.

1^o — Il représente la Société vis à vis de tous ministères, de toutes Administrations et notamment vis à vis de l'État, des Départements et des communes, dans toutes circonstances et pour tous règlements quelconques, il remplit toutes formalités auprès du Trésor, des Postes, et des Douanes.

2^o — Il remplit également toutes formalités, notamment pour se conformer aux dispositions légales dans toutes colonies françaises et dans tous pays étrangers envers le Gouvernement et toutes administrations, il désigne notamment le ou les agents qui, d'après les lois ou règlements de ces pays doivent être chargés de représenter la Société auprès des autorités locales et d'exécuter les décisions du Conseil d'administration et des Assemblées générales dont l'effet doit se produire dans ces pays et veiller à leur exécution. Ce ou ces agents peuvent être les représentants de la Société dans ces pays et munis à cet effet de procurations constatant leur qualité d'agents responsables.

3^o — Il représente la Société dans toutes Assemblées Générales d'actionnaires, d'obligataires, de porteurs de bons, ou de parts ou de tous autres titres.

4^o — Il nomme et révoque tous directeurs, sous-directeurs ou fondés de pouvoirs (Actionnaires ou non) tous employés ou agents, détermine leurs attributions, fixe leurs tantièmes, leurs traitements, leurs salaires, leurs émoluments et leurs gratifications, ainsi que leurs cautionnements, s'il y a lieu et les conditions de leur entrée ou de leur retraite, le tout par traités ou autrement, il décide la création ou la suppression de tous Comités directeurs, techniques ou consultatifs dont il détermine les attributions, le fonctionnement et les émoluments fixes ou proportionnels.

5^o — Il passe et autorise les traités, marchés de toute nature ou entreprises à forfait ou autrement, il participe à toutes adjudications, demande ou accepte toutes concessions et autorisations, il contracte, à l'occasion de ces opérations, tous engagements et obligations.

6^o — Il autorise les achats de terrains et immeubles nécessaires aux opérations de la Société et les reventes de ces terrains et immeubles, il règle toutes questions de servitudes.

7^o — Il fait édifier toutes constructions nécessaires à la Société.

8^o — Il consent et accepte tous baux et locations, avec ou sans promesse de vente ainsi que toutes cessions ou résiliations de baux, avec ou sans indemnité.

9^o — Il acquiert, cède et exploite pour le compte de la Société, tous procédés, brevets et marques se rapportant à son objet, il prend ou confère toutes licences, dépose tous modèles et marques de fabrique.

10° — Il peut contracter tous emprunts, fermes ou par voie d'ouvertures de crédit, aux conditions qu'il juge convenables et conférer sur les biens sociaux toutes hypothèques, tous privilèges toutes antichrèses, tous gages, nantissements, délégations et autres garanties mobilières et immobilières.

Toutefois, les emprunts effectués par voie d'émission d'obligations doivent être autorisés par l'Assemblée générale des Actionnaires.

11° — Il contracte, autorise, donne ou retire tous cautionnements.

12° — Il contracte toutes assurances.

13° — Il crée, accepte, acquitte et négocie tous billets, traites, lettres de change, effets de commerce et warrants, donne tous endos et avals, il peut se faire ouvrir tous comptes courants d'avance sur traites et autres à la Banque de France et dans toutes maisons de Banque ou Sociétés, et dans tous bureaux de poste que bon lui semblera, il peut se faire délivrer tous carnets de chèques, il prend tous coffres en location et en retire le contenu.

14° — Il consent et accepte toutes garanties.

15° — Il fait et autorise tous retraits, transferts et aliénations de fonds, rentes, créances, annuités et valeurs appartenant à la Société.

16° — Il encaisse toutes sommes dues et en donne quittance.

17° — Il autorise toutes mainlevées d'oppositions, d'inscriptions, d'hypothèques ou de saisies avec désistement d'hypothèques, de privilèges ou d'actions résolutoires, et autres droits de toute nature, le tout avec ou sans constatation de paiement, il consent et accepte toutes antériorités et subrogations avec ou sans garantie.

18° — Il fait, pour le compte de tiers ou de Sociétés filiales, toutes fournitures relatives à l'objet social à forfait, sur série de prix ou de toute autre manière et payables soit en espèces, soit en titres, soit par annuités, soit autrement.

19° — Il fonde toutes Sociétés, filiales ou autrement, ou étrangères, ou concourt à leur fondation par apports contre titres ou argent ou par souscription ou achats d'actions, obligations, parts d'intérêts ou droits quelconques, il intéresse la Société dans toutes participations ou tous syndicats.

20° — Il représente la Société en justice et exerce toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, il autorise tous compromis et toutes transactions.

21° — Il fixe les dépenses générales d'exploitation.

22° — Il établit les règlements intérieurs de la Société.

23° — Il détermine le placement des fonds disponibles, du fonds de réserve légale et des fonds de ré-

serve extraordinaire prévu à l'article quarante trois ci-après, ainsi que des primes de souscription, sauf dans les cas où l'assemblée générale en a prescrit un emploi spécial.

24° — Il règle la forme et les conditions d'émission des titres de toute nature, ainsi que des obligations et bons à vue, à échéance fixe, nominatifs à ordre ou au porteur, à émettre par la Société.

25° — Il dresse l'inventaire annuel, le bilan et le compte de profits et pertes, lesquels sont mis à la disposition du ou des commissaires.

26° — Il dresse chaque semestre un état sommaire de la situation active et passive de la Société, cet état est mis à la disposition du ou des Commissaires.

27° — Il a le droit, pour la confection des inventaires et bilan, d'apprécier les créances et autres valeurs mobilières et immobilières composant l'actif social, de fixer toutes dépréciations, de faire tous amortissements, et d'établir toutes évaluations, le tout de la manière qu'il juge la plus utile pour assurer la bonne gestion des affaires, la stabilité et l'avenir de la Société.

28° — Il convoque toutes Assemblées générales et en fixe les ordres du jour.

29° — Il soumet à l'Assemblée générale toutes les propositions d'augmentation ou de diminution du capital social, de prorogation, fusion, dissolution anticipée de la Société, de modifications ou additions aux présents Statuts, enfin il exécute toutes les décisions de l'Assemblée générale.

30° — Il présente chaque année à l'Assemblée générale les comptes de sa gestion, il fait s'il le juge nécessaire un rapport sur ces comptes et sur la situation des affaires sociales et propose l'emploi des bénéfices et la fixation des dividendes à répartir.

31° — Il peut, à toute époque mettre en distribution un acompte sur les dividendes concernant l'exercice clos et même l'exercice en cours.

Les pouvoirs qui viennent d'être indiqués sont énonciatifs et non limitatifs et laissent subsister dans leur entier les dispositions du paragraphe premier du présent article.

ART. 27. — Le Conseil peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables, avec faculté de substituer un ou plusieurs Administrateurs pour l'administration courante de la Société et pour l'exécution des décisions du Conseil d'administration.

Les attributions, les pouvoirs et les allocations des Administrateurs délégués sont déterminés par le Conseil d'administration. Ces allocations, fixes ou proportionnelles seront portées aux frais généraux.

Le Conseil peut aussi conférer, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, à un ou plusieurs directeurs ou sous directeurs associés ou non, les pouvoirs qu'il juge convenables pour la direction des affaires de la Société.

Il peut passer avec ces directeurs ou sous directeurs des traités déterminant l'étendue de leurs attributions, de leurs pouvoirs, la durée de leurs fonctions, l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels et les conditions de leur retraite et de leur révocation.

Le Conseil peut également décider, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, la création ou la suppression de tous Comités, Directeurs, techniques ou consultatifs dont il détermine les attributions, le fonctionnement et les émoluments fixes ou proportionnels.

Le Conseil peut, en outre, conférer des pouvoirs à telle personne que bon lui semblera, par mandat spécial et pour un ou plusieurs objets déterminés.

ART. 28. — Conformément à l'article trente deux du Code de Commerce, les membres du Conseil d'administration ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle ni solidaire, ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

ART. 29. — Il est interdit aux administrateurs de prendre ou conserver un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou dans un marché fait avec la Société, ou pour son compte, à moins qu'ils n'y soient autorisés par l'Assemblée générale conformément à l'article quarante de la loi du vingt quatre juillet mil huit cent soixante sept.

Il est rendu, chaque année, à l'Assemblée générale un compte spécial de l'exécution des marchés ou entreprises par elle autorisés.

ART. 30. — Les Administrateurs peuvent s'engager conjointement avec la Société, envers les tiers, et ils peuvent, dans toutes les opérations où la Société prend des participants ou des cessionnaires être du nombre.

ART. 32. — L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires même absents, incapables ou dissidents.

ART. 33. — Chaque année, dans les dix mois qui suivront la clôture de l'exercice, il sera tenu une Assemblée Générale.

L'Assemblée, peut en outre, être convoquée extraordinairement, soit par le Conseil d'administration, soit par le ou les Commissaires, dans les cas prévus par la loi, soit encore par un groupe d'actionnaires représentant un tiers du capital social.

Les réunions ont lieu au siège social, ou dans tout autre lieu, au Togo ou en France, indiqué par l'avis de convocation.

Les convocations sont faites par avis inséré seize jours au moins avant la réunion, dans un des journaux d'annonces légales du lieu du siège social et dans un journal d'annonces légales de Paris, sauf ce qui est dit à l'article trente huit dans le cas de deuxième Assemblée.

Lorsque l'assemblée doit être appelée à délibérer sur les objets prévus aux articles quarante et quarante sept des présents statuts, l'avis de convocation doit en donner sommairement l'indication.

Par exception, en cas d'augmentation du capital social, les assemblées qui auraient à statuer soit sur la reconnaissance de la sincérité de déclaration de souscription d'actions et de versements, soit sur des conclusions de rapports de Commissaires, précédemment nommés, et, par suite, sur les modifications aux statuts qui en résulteraient, pourront être convoqués par avis publié dans un des journaux d'annonces légales du lieu du siège social et de Paris, comme il est dit ci-dessus, soit dans les délais indiqués à l'article quarante neuf ci-après.

Ces avis ne seront pas obligatoires si tous les actionnaires se trouvent présents ou représentés.

ART. 34. — L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires quelque soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Nul ne peut se faire représenter aux Assemblées générales que par un mandataire, actionnaire lui-même et membre de l'Assemblée.

Toutefois, les Sociétés en nom collectif sont valablement représentées par un de leurs membres ou fondés de pouvoirs permanent, les Sociétés en commandite et les Sociétés à responsabilité limitée par un de leurs gérants ou fondés de pouvoirs permanents, les Sociétés anonymes par un délégué pourvu d'une autorisation du Conseil d'administration, les femmes mariées, sous tous régimes autres que celui de la séparation de biens, par leurs maris, les mineurs ou interdits, par leur tuteurs, les nus-propriétaires par les usufruitiers, le tout sans qu'il soit nécessaire que l'Associé, le gérant ou le fondé de pouvoirs, le délégué du Conseil, le mari ou le tuteur soient personnellement actionnaires de la présente Société.

Les pouvoirs dont la forme sera déterminée par le Conseil d'administration devront être déposés au siège social ou chez les Établissements désignés par le Conseil d'administration, trois jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

Les titulaires d'actions nominatives régulièrement inscrits sur les registres de la Société dix jours au moins avant celui fixé pour la réunion, peuvent assister aux Assemblées générales sans formalités préalables.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister aux Assemblées, déposer leurs titres dix jours au moins avant l'Assemblée, aux caisses indiquées par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration a toujours la faculté de réduire les délais ci-dessus fixés.

Les actionnaires établis hors du pays dans lequel les Assemblées générales seront convoquées et qui ont déposé leurs actions aux caisses des Établissements indiqués par le Conseil d'administration peuvent donner pouvoir à toute personne de leur choix.

Avis de ces pouvoirs sera donné à la Société par un télégramme collationné transmis par l'établissement qui aura reçu les titres en dépôt, afin que les mandataires reçoivent leur carte d'admission.

ART. 36. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration, si la convocation est faite par lui ou par le ou les commissaires si ce sont eux, qui convoquent cette assemblée.

Il ne peut être mis en délibération que les objets portés à l'ordre du jour.

ART. 37. — L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'administration, en son absence par le ou l'un des Vice-Présidents et à défaut de celui-ci, par un Administrateur désigné par le Conseil.

Les deux actionnaires présents et acceptant, possédant ou représentant le plus grand nombre d'actions, sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs. Le Bureau désigne le Secrétaire qui peut être pris en dehors des actionnaires.

Sauf les cas spéciaux prévus par la loi, les délibérations sont prises à la majorité des voix exprimées.

Chaque action donne droit à une voix sans limitation.

ART. 38. — Les Assemblées Générales qui ont à délibérer dans les cas autres que ceux prévus par les articles quarante et quarante sept des présents statuts, doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social.

Si une première Assemblée ne se réunit pas en nombre, il en est convoqué une deuxième, et celle-ci délibère valablement quelle que soit la portion du capital représenté mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

Cette deuxième Assemblée doit avoir lieu à quinze jours d'intervalle au moins de la première, mais les convocations peuvent n'être faites que dix jours à l'avance.

ART. 39. — L'Assemblée Générale annuelle entend les rapports du Conseil d'administration et du ou des Commissaires sur la situation de la Société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs.

Elle approuve le bilan et les comptes, la délibération contenant approbation du bilan et des comptes est nulle si elle n'a pas été précédée de la lecture et du rapport du ou des Commissaires.

Elle fixe les dividendes à répartir sur la proposition du Conseil d'administration.

Elle nomme les administrateurs et le ou les Commissaires.

Elle détermine l'allocation du Conseil d'administration en jetons de présence, ainsi que celle du ou des Commissaires.

Elle autorise tous emprunts par voie d'émission d'obligations.

L'Assemblée annuelle ou les Assemblées générales composées de la même manière peuvent statuer souverainement sur toutes les autorisations et sur tous les pouvoirs à donner au Conseil d'administration et sur tous intérêts de la Société sauf les cas prévus à l'article quarante ci-après.

L'Assemblée générale peut être ordinaire et extraordinaire si elle réunit les conditions nécessaires.

ART. 40. — L'Assemblée Générale peut, sur l'initiative du Conseil d'administration, apporter aux présents statuts toutes modifications dont l'utilité serait reconnue.

Elle peut décider notamment :

La division du capital en actions d'un type autre que celui fixé par les présents statuts.

La prolongation de la durée ou la dissolution anticipée de la Société, la fusion ou alliance avec d'autres sociétés le changement de dénomination de la Société, sa transformation en Société de toute autre forme.

L'augmentation soit par voie d'apport, soit par souscription en espèces ou autrement ou la réduction du capital social, sauf l'effet de l'autorisation du Conseil stipulée sous l'article huit qui précède.

Toutes modifications à la répartition des bénéfices de la présente société et de l'actif social.

Les changements à apporter aux droits des parts de fondateur.

La création de nouvelles parts de fondateur ou bénéficiaires ou le rachat de celles existantes.

Dans ces divers cas, l'Assemblée est régulièrement constituée et délibère valablement dans les conditions fixées par la loi en vigueur au moment de la convocation.

Elle peut se réunir sur convocation verbale et délibérer valablement si tous les actionnaires se trouvent présents ou représentés.

ART. 41. — Les délibérations de l'Assemblée générale sont constatées par des procès verbaux sur un registre spécial et signés des membres du Bureau ou de la majorité d'entre eux.

Il est tenu une feuille de présence contenant les noms et domiciles des actionnaires ayant le droit d'assister à l'Assemblée Générale et les nombres d'actions dont chacun est propriétaire. Cette feuille, certifiée par le bureau de l'Assemblée, est déposée au siège social, et doit être communiquée à tout requérant.

Les copies ou extraits, à produire en justice ou ailleurs, des délibérations de l'Assemblée générale, sont signés par le Président du Conseil ou par l'un des Vice-Présidents ou encore par deux Administrateurs.

Après la dissolution de la Société, et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés par les ou l'un des liquidateurs.

ART. 42. — L'année sociale commence le premier

janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Par exception, le premier exercice social comprendra la période à courir du jour de la constitution définitive au trente et un décembre mil neuf cent trente.

ART. 43. — Les résultats de l'exercice fournis par la balance du compte de profits et pertes et résumant l'ensemble des opérations au moment de l'inventaire, déduction faite de toutes les charges sociales constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices nets, il est prélevé :

1^o — Cinq pour cent, affectés au fonds de réserve légal, jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social, après quoi le prélèvement affecté à sa formation, cesse d'être obligatoire sauf à reprendre son cours s'il descendait au-dessous du dixième dudit capital s'il est continué au delà, l'excédent peut être porté à ces comptes spéciaux de réserve, de prévoyance ou d'amortissement.

2^o — La somme nécessaire pour servir aux Actionnaires un intérêt ou premier dividende de six pour cent, sur le capital libéré et non encore amorti des actions, sans que, si les bénéfices d'un exercice ne permettant pas ce paiement les Actionnaires puissent le réclamer sur les résultats des exercices ultérieurs.

Sur les surplus, il est prélevé :

Dix pour cent pour le Conseil d'administration.

Avant toute distribution du solde disponible, l'Assemblée générale pourra décider, sur la proposition du Conseil d'administration, le prélèvement du tout ou partie de ce solde pour tout report à nouveau ou toute affectation à des réserves extraordinaires sans que les propriétaires ou titulaires de parts de fondateur puissent s'opposer à ce prélèvement.

A défaut de ce dernier prélèvement ou s'il n'est que partiel, le solde des bénéfices est réparti comme suit :

Un tiers aux parts de fondateur.

Deux tiers aux actions.

Toutefois, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration peut encore sur la part des bénéfices revenant aux actionnaires, créer des réserves spéciales qui restent leur propriété.

ART. 45. — Si l'Assemblée générale décide l'amortissement des actions, et dans ce cas le mode d'amortissement qui peut avoir lieu, soit par le remboursement d'une fraction de chaque action, soit par le remboursement d'un nombre d'actions dont la désignation a lieu au moyen d'un tirage au sort, soit de toute autre manière les numéros des actions désignées par le sort sont publiés tant au journal officiel de la République Française au Togo que dans un journal d'annonces légales de Paris et du lieu du siège social.

ART. 46. — En échange des actions entièrement amorties, il est délivré des actions de jouissance qui,

sauf le droit au premier dividende stipulé sous l'article quarante trois et au remboursement du capital ont les mêmes droits que les autres actions quant au partage des bénéfices à l'actif social et au droit de vote aux Assemblées.

ART. 47. — En cas de perte des trois quarts du capital social, les Administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'Assemblée générale de tous les actionnaires à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Société.

A défaut, par les administrateurs de réunir cette Assemblée, le ou les Commissaires, peuvent la convoquer et, au surplus, tout intéressé peut demander la dissolution devant les tribunaux.

Les dispositions de l'article quarante sont applicables à cette Assemblée ; la résolution est, dans tous les cas rendue publique.

ART. 48. — A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme le ou les liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs, elle peut instituer un Comité ou un Conseil de liquidation, dont elle détermine le fonctionnement.

Pendant le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire tous les éléments de l'actif social non encore répartis, continuent à demeurer la propriété de l'être moral et collectif.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des Administrateurs et des Commissaires.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'Assemblée continuent comme pendant l'existence de la Société, elle confère s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs elle approuve les comptes de la liquidation et donne décharge aux liquidateurs.

Les liquidateurs ont mission de réaliser même à l'amiable, tout l'actif mobilier et immobilier de la Société et d'éteindre le passif, sauf les restrictions que l'Assemblée générale pourrait y apporter, ils ont à cet effet, en vertu de leurs seule qualité, les pouvoirs les plus étendus, d'après les lois et usages du commerce, y compris ceux de traiter transiger, compromettre, conférer toutes garanties, même hypothécaires, s'il y a lieu, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

En outre, avec l'autorisation de l'Assemblée générale, ils peuvent faire la cession à toutes sociétés ou à toutes personnes, ou l'apport à toutes Sociétés de tout ou partie des droits, actions et obligations de la Société dissoute.

Sur l'actif provenant de la liquidation, après l'extinction du passif, il sera prélevé les sommes nécessaires pour rembourser le montant libéré, et non amorti des actions, et le montant des fonds de réserve appartenant

exclusivement aux actionnaires pour les dits fonds être répartis à ceux-ci seulement.

Quant au solde, il sera réparti, savoir :

Deux tiers aux actions.

Un tiers aux parts de fondateur.

**Dispositions spéciales
concernant les porteurs de parts fondateurs.**

ART. 51. — Les propriétaires de parts de fondateur, dans leurs rapports avec la Société ou avec les tiers seront soumis aux dispositions de la loi Française du vingt-trois janvier mil neuf cent vingt-neuf.

En conséquence.

I. — Les propriétaires de parts de fondateur pourront être réunis en Assemblée générale à toute époque et prendre à la majorité en se conformant aux dispositions ci-après, des résolutions qui obligeront tous les propriétaires de parts de fondateur.

II. — L'Assemblée générale des propriétaires de parts peut être convoquée par la société anonyme qui dans ce cas fixe l'ordre du jour de l'assemblée.

Un groupe de propriétaires de parts, possédant un vingtième de ces parts, peut prendre l'initiative de la convocation de l'Assemblée Générale, il présente à cet effet, à la Société anonyme, une demande indiquant l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Si dans le mois qui suit cette demande l'Assemblée générale n'a pas été convoquée, le groupe des propriétaires de parts peut procéder lui-même à la convocation en obtenant une autorisation à cet effet du Président du Tribunal de Commerce du siège de la société anonyme.

III. — L'Assemblée est convoquée par deux insertions successives du même contexte dans le bulletin du Journal Officiel de la République Française du Togo et par une insertion dans un journal d'annonces légales de Paris et du lieu du siège social.

Les convocations indiquant l'ordre du jour de la réunion ainsi que le mode adopté pour la justification de la possession des parts qui existaient en la forme au porteur.

L'Assemblée ne peut être tenue que huit jours après la dernière insertion.

IV. — Il est tenu une feuille de présence des propriétaires de parts présents à l'Assemblée et de ceux qui y sont représentés au moyen de pouvoirs. Les mandataires doivent être personnellement membres de l'Assemblée.

Cette feuille de présence indique les noms, prénoms et domiciles des propriétaires de parts présents et représentés et le nombre de parts possédées par chacun d'eux.

Cette feuille certifiée par le Président de l'Assemblée est mise à la disposition des Membres de l'Assemblée, aussitôt après sa confection et au plus tard avant le premier vote.

V. — L'Assemblée est ouverte sous la présidence provisoire du propriétaire de parts représentant, tant par lui-même que comme mandataire, le plus grand nombre de parts.

Elle procède ensuite à l'installation de son bureau définitif, composé d'un Président, de deux scrutateurs et d'un secrétaire.

Le Président est élu par l'Assemblée.

Les propriétaires de parts représentant par eux-mêmes et comme mandataires le plus grand nombre de parts, et sur leur refus, les suivants, jusqu'à acceptation, sont appelés comme scrutateurs. Le Président et les scrutateurs désignent le secrétaire qui peut être choisi même en dehors de l'Assemblée.

La délibération ne peut porter que sur les questions figurant à l'ordre du jour publié.

Les délibérations sont constatées par un procès-verbal signé des membres du bureau, à ce procès-verbal sont annexés la feuille de présence et les procurations des propriétaires de parts qui se sont fait représenter.

L'Assemblée décide où ces pièces doivent être déposées.

La société anonyme supporte les frais de convocation et de tenue des assemblées générales des propriétaires de parts.

VI. — L'Assemblée ne peut délibérer que si elle est composée d'un nombre de parts représentant les trois-quarts au moins des parts existant, déduction faite des parts qui sont en la possession de la société.

Si une première assemblée ne remplit pas les conditions ci-dessus fixées, une nouvelle assemblée sera convoquée avec le même ordre du jour, dans les formes et délais indiqués ci-dessus. Cette seconde assemblée délibère valablement si elle est composée d'un nombre de parts représentant la moitié au moins des parts existant, déduction faite des parts qui sont en la possession de la Société.

Si cette seconde assemblée ne remplit pas les conditions ci-dessus, on convoquera avec le même ordre du jour et dans les formes et délais ci-dessus déterminés, une troisième assemblée qui délibérera valablement si elle se compose d'un nombre de parts représentant le tiers au moins des parts existant, déduction faite des parts qui sont en la possession de la Société.

Dans toutes ces Assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers des voix des parts présentes ou représentées.

Chaque membre de l'Assemblée dispose dans le vote d'autant de voix qu'il possède ou représente de parts sans limitation.

La société n'a pas le droit de voter avec les titres dont elle est propriétaire ou qui sont en sa possession pour une raison quelconque.

VII. — L'Assemblée générale, régulièrement constituée statue sur toutes les questions qui lui sont sou-

mises. Elle peut consentir notamment à toutes modifications dans le régime des parts, dans leur forme, dans la durée et le montant de leurs droits aux bénéfices et dans le mode de calcul de ces droits, au rachat de parts par la Société, à la conversion des parts en actions ou en obligations.

Les décisions prises par l'Assemblée générale sont obligatoires pour tous même pour les absents, dissidents et incapables.

VIII. — Les modifications touchant l'objet ou la forme de la Société, ne seront valables qu'autant que l'Assemblée générale des porteurs de parts, délibérant conformément à l'article six (VI) aura approuvé ces modifications.

IX. — Les porteurs de parts de fondateur ne peuvent contester la dissolution anticipée de la société lorsque celle-ci a lieu à la suite de pertes absorbant le quart au moins du capital social, après imputation préalable des réserves.

Si la dissolution anticipée est proposée en dehors du cas de perte ci-dessus prévu par suite de fusion ou pour toute autre cause, la proposition de dissolution anticipée sera soumise à une assemblée générale des porteurs de parts, réunie conformément à l'article six (VI). Si l'assemblée approuve la dissolution, toute action des porteurs de parts est éteinte de ce chef contre la Société, au cas contraire, la décision de l'Assemblée générale des actionnaires portant dissolution anticipée n'en est pas moins valable dans ses effets, mais les porteurs de parts conservent, à l'égard de la Société, une action éventuelle en dommages-intérêts qu'ils ne peuvent exercer que collectivement par l'organe de leurs représentants et qui doit être engagée sous peine de forclusion, dans les six mois qui suivront la date de l'assemblée générale des actionnaires prononçant la dissolution anticipée.

X. — L'Assemblée générale des porteurs de parts peut nommer un ou plusieurs représentants et elle fixe leurs pouvoirs. Elle notifie les nominations à la Société.

Les représentants des porteurs de parts ne peuvent s'immiscer dans la gestion des affaires sociales.

Ils ont le droit d'assister aux assemblées générales des actionnaires (mais sans voix délibérative à peine de nullité des délibérations).

Ils ont droit aux mêmes communications que les actionnaires et aux mêmes époques.

Ils peuvent se faire délivrer copie des procès verbaux des assemblées générales quelconques des actionnaires, ils sont soumis aux règles générales du mandat.

XI. — Aucune action judiciaire concernant l'exercice des droits communs à toutes les parts ne peut être exercée contre la société qu'au nom de la masse de ces parts, après décision conforme de l'assemblée générale, prévue à l'article premier (1) et par un re-

présentant de la masse, nommé par l'assemblée générale et pris parmi les membres de cette assemblée.

Dispositions transitoires

ART. 52. — La présente Société ne sera définitivement constituée qu'après :

1^o — Que toutes les actions auront été souscrites et qu'il aura été versé le premier quart en espèces sur chacune d'elles, ce qui sera constaté par une déclaration notariée faite par le fondateur de la Société et à laquelle sera annexée la liste de souscription et de versement contenant les énonciations légales.

2^o — Qu'une première Assemblée générale où tous les Actionnaires auront le droit d'assister, et représentant au moins la moitié du capital social aura reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement, et nommé un ou plusieurs Commissaires chargés de faire un rapport à la seconde Assemblée générale constitutive sur la valeur des apports en nature et sur les avantages particuliers résultant des présents statuts.

3^o — Qu'une seconde Assemblée Générale constituée d'une manière conforme à la première, aura, (après un rapport imprimé, émanant du ou des Commissaires et tenu à la disposition des Actionnaires, à Paris, cinq jours au moins avant la réunion) statué sur les apports en nature et sur les avantages stipulés, nommé les premiers administrateurs, le ou les Commissaires des comptes et constaté leur acceptation par eux-mêmes ou leurs mandataires.

Les délibérations de ces deux Assemblées devront être prises à la majorité des actionnaires présents et dans les conditions prescrites par la loi du vingt quatre juillet mil huit cent soixante sept.

Ces Assemblées seront réunies à Paris, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Chaque personne assistant à ces Assemblées aura au moins une voix et autant de voix qu'elle représente d'actions, sans pouvoir cependant avoir plus de dix voix, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Par exception, ces deux assemblées pourront être convoquées, la première au moins cinq jours à l'avance, la seconde, s'il y a lieu, au moins sept jours à l'avance.

Les convocations seront faites par avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu de la réunion ou par simples lettres.

Par exception également, les souscripteurs aux actions de numéraire à la constitution et en cas d'augmentation de capital, pourront être représentés par des mandataires non actionnaires.

Les Assemblées prévues sous cet article pourront se réunir même sur convocation verbale si tous les actionnaires y sont présents ou représentés.

Pour extrait :

Le Conseil d'administration.

II.

Suivant acte reçu par M^e Louis Bossy, notaire à Paris, le 9 Octobre 1929, le fondateur de la société anonyme dite «Société Africaine des Matières Grasses,» a déclaré :

Que les vingt mille actions au capital nominal de cent francs chacune qui étaient toutes à souscrire en espèces, représentant ensemble la totalité du capital social s'élevant à deux millions de francs et qui étaient à libérer du quart de leur capital nominal lors de la souscription, ont été intégralement souscrites par diverses personnes et sociétés dans différentes proportions.

Et qu'il a été versé en espèces par chaque souscripteur des dites actions, somme égale au quart du capital nominal de chacune des actions par lui souscrites, représentant ensemble une somme de cinq cent mille francs ci : 500.000.

Auquel acte est annexé conformément à la loi un état dressé et certifié par le déclarant contenant les noms, prénoms, qualités et domiciles de chacun des souscripteurs (dénominations sociales et sièges pour les sociétés,) le nombre d'actions souscrites par chacun d'eux et le montant des versements effectués par chaque souscripteur.

Pour extrait :

(Signé) Bossy.

III.

Des procès verbaux des délibérations des deux assemblées générales constitutives de la Société anonyme «SOCIÉTÉ AFRICAINE DES MATIÈRES GRASSES» réunies à Paris, la première le 9 Octobre 1929, et la deuxième le 17 Octobre 1929, il appert :

PREMIÈREMENT. — Du Procès-verbal de la première de ces délibérations.

Que l'Assemblée générale a :

1^o — Reconnu sincères et véritables après vérification la déclaration de souscription effectuée par le fondateur, suivant acte reçu par M^e Bossy, notaire à Paris, le neuf octobre mil neuf cent vingt neuf, des vingt mille actions de cent francs chacune émises contre espèces, représentant la totalité du capital social et du versement du quart du capital nominal de chacune de ces actions, l'état annexé à cette déclaration, ainsi que les pièces à l'appui de cette déclaration, qui lui ont été soumises.

2^o — Nommé un Commissaire à l'effet de faire un rapport conformément à la loi sur la cause des avantages particuliers stipulés aux statuts.

DEUXIÈMEMENT. — Du Procès-verbal de la deuxième de ces délibérations :

Que l'assemblée générale a notamment :

1^o — Après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire nommé par la première assemblée cons-

titutive du neuf octobre mil neuf cent vingt neuf, constaté que ce rapport avait été imprimé et tenu à la disposition des actionnaires à partir du dix octobre mil neuf cent vingt neuf, et adopté les conclusions de ce rapport ; en conséquence, elle a approuvé l'apport fait à la Société par Monsieur PEYROU.

2^o — Adoptant également les conclusions de ce rapport en ce qui concerne les avantages particuliers stipulés aux statuts, approuvé ces divers avantages.

3^o — Nommé comme premiers administrateurs dans les termes de l'article vingt-deux des statuts :

1^o — Monsieur LEJEUNE Henri Alphonse Joseph, Gouverneur honoraire des Colonies, Officier de la Légion d'Honneur, demeurant à Paris rue de Sèvres, N^o 86.

2^o — Monsieur LAIBE, Alban, Industriel, Officier de la Légion d'Honneur, demeurant à Paris, rue Duphot N^o 17.

3^o — Et Monsieur PEYROU, Jean Ivan, Industriel, Officier de la Légion d'Honneur, demeurant à Lomé (Togo).

Lesquelles fonctions ont été acceptées ainsi que le constate le procès verbal de cette délibération.

4^o — Nommé commissaire des comptes : Monsieur Pierre ROBIN, expert comptable, demeurant à Paris, rue Blomet N^o 83.

Et commissaire suppléant en cas d'empêchement de Monsieur ROBIN, pour quelque cause que ce soit, Monsieur Louis FICHET, comptable, demeurant à Paris, rue Bouchardon N^o 9.

A l'effet de faire un rapport à la prochaine Assemblée générale sur les comptes du premier exercice social et sur la situation de la Société conformément à la Loi ;

Lesquelles fonctions ont été également acceptées ainsi que le constate le procès verbal de cette délibération.

5^o — Approuvé à titre définitif les statuts de la Société et toutes les formalités prescrites par la loi ayant été remplies, déclaré la Société définitivement constituée.

Pour extrait :

Le Conseil d'Administration.

Expéditions légalisées de l'acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M^e Louis Bossy, notaire à Paris, le 9 Octobre 1929, de la liste de souscription annexée à cet acte, ainsi que de l'original également annexé à cet acte des statuts de la société anonyme «SOCIÉTÉ AFRICAINE DES MATIÈRES GRASSES» et une copie certifiée conforme du procès verbal de la délibération de chacune des assemblées constitutives de cette Société, le tout sus énoncé, ont été déposées le dix décembre 1929.

Au greffe du Tribunal de première instance de Lomé, faisant fonction de Greffes de Tribunal de commerce et de Justice de paix.

Étant fait observer que pour les formalités de publication des actes et procès verbaux constatant la constitution de ladite «SOCIÉTÉ AFRICAINE DES MATIÈRES GRASSES» le délai prévu par la loi du 24

Juillet 1867, a été, à raison de la distance, prorogé de 5 mois, conformément à l'article 73 du code de procédure civile, en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de la Seine du 28 Octobre 1929.

Pour mention :

Le Conseil d'Administration.



*Le lait pur, sain,
vivant, crémeux,
inaltérable.*

dont vos enfants, petits et grands, ont un absolu besoin, leur meilleure sauvegarde sous le climat des colonies, l'aliment parfait, riche en crème et en vitamines, de composition régulière, de conservation prolongée, qui les fera pousser, joyeux et forts, comme leurs petits contemporains de la métropole, c'est le

**Lait concentré sucré
NESTLÉ**

"la santé des petits et des grands"

Pour recevoir gratuitement l'utile brochure du Docteur VIDAL, "De l'alimentation et des soins à donner aux enfants", écrivez Société NESTLÉ (France), 6, Avenue Portalis - PARIS (8^e)

**En vente dans toutes les bonnes
maisons de la Colonie**

HENRI DESLANDES

43, RUE DU CAIRE, PARIS. (2^{me})

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE: *Sednalsèd — Paris*

ACHÈTE au comptant toute l'année par toutes quantités

PEAUX SINGES NOIRS — PANTHERES ETC.

Demander son tarif.

VITTEL VOSGES
FRANCE

EAU DE RÉGIME DES ARTHRITIQUES

GRANDE SOURCE

GOUTTE - GRAVELLE - DIABÈTE

SOURCE HÉPAR

LITHIASE BILIAIRE - HÉPATISME COLONIAL

SAISON du 20 Mai au 25 Septembre

Etablissement Thermal Moderne

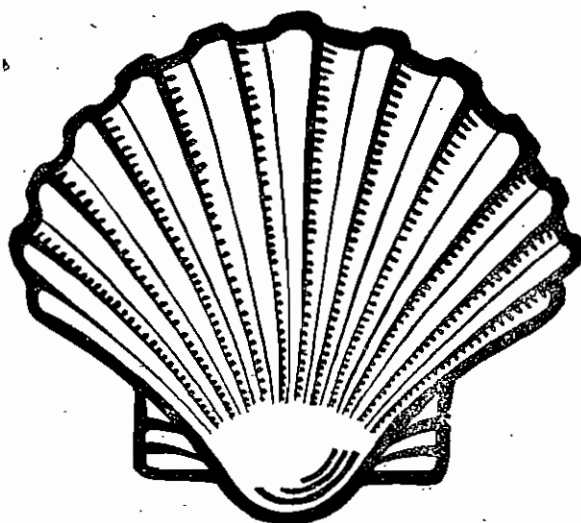
**Casino - Théâtre - Courses - Polo -
Golf - Tennis**

PARC SPÉCIAL POUR LES ENFANTS

TRAINS DIRECTS PARIS - VITTEL EN 6 H.

Pour renseignements s'adresser :

Société Générale des Eaux Minérales à VITTEL — FRANCE

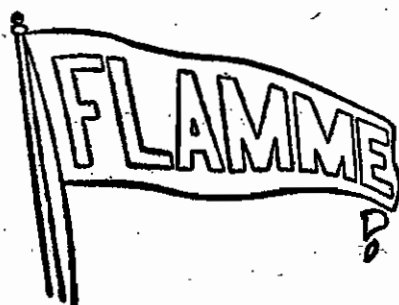


LES PRODUITS

S H E L L

QUI SONT CONNUS ET EMPLOYÉS
DANS LE MONDE ENTIER
— VONT ARRIVER —
I N C E S S A M M E N T

HUILES SHELL ESSENCE
PÉTROLE FLAMME



WOERMANN - LINIE

Deutsche Ost-Afrika Linie

Hamburg Amerika Linie (Service d'Afrique)

Hamburg Bremer Afrika Linie


SERVICES RÉGULIERS DE COURRIERS, PASSAGERS ET CARGO

entre

Hambourg, Brême, Rotterdam, Anvers, Southampton, le Havre, Boulogne s. m., Lisbonne, Madères et les Canaries, la Côte occidentale d'Afrique, l'Angola, le Sud Ouest, l'Afrique du Sud et de l'Est.

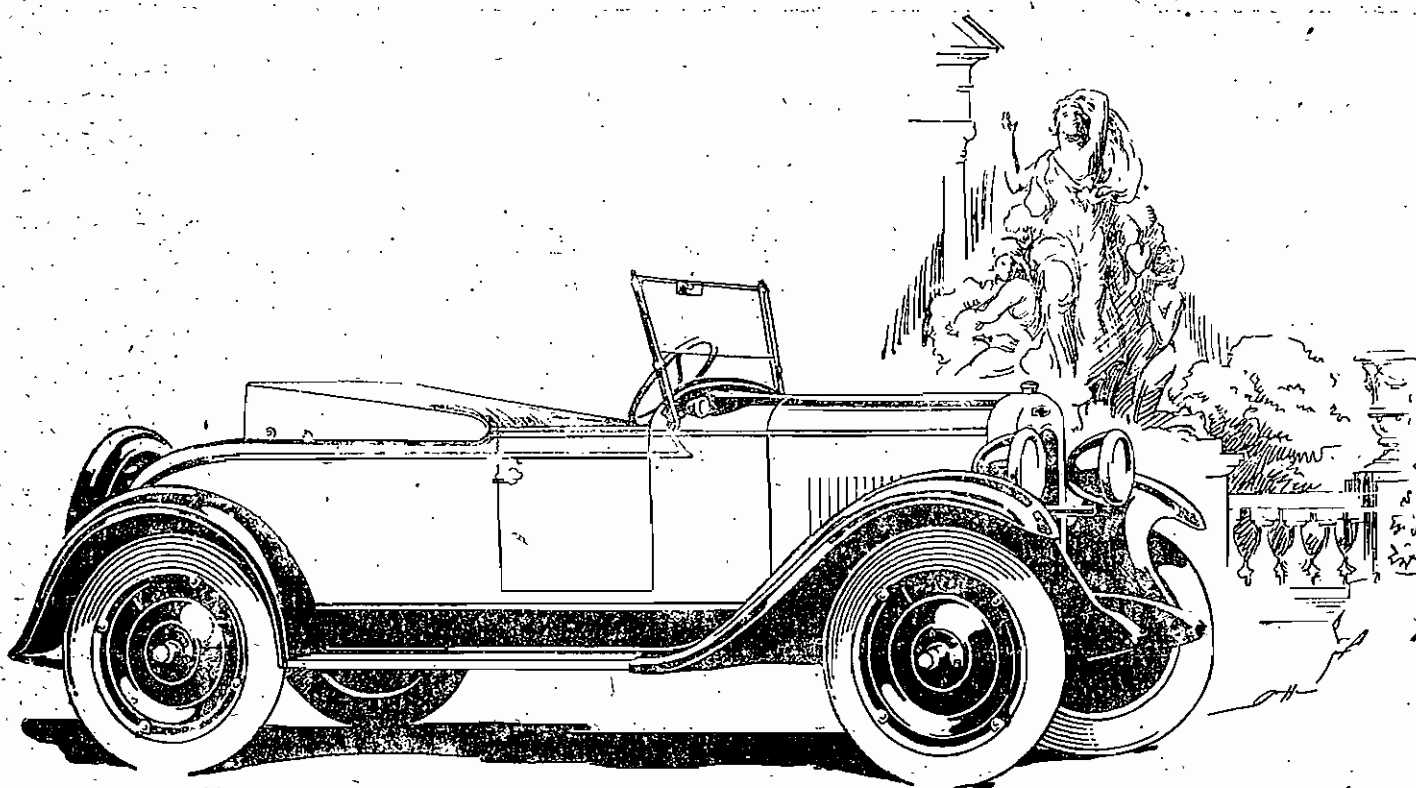
CONFORT, SERVICE SÉRIEUX, TABLE EXCELLENTE.

Les cargos n'ont pour les passagers qu'un accommodement limité (classe unique)

 Tous renseignements au sujet des dates d'arrivée et de départ, ainsi que toutes informations en général, peuvent être obtenus au bureau :

Avenue du Maréchal Foch,
L o m é.

Adresse Télégraphique: WESTLINIE.



Tout, dans votre voiture, participe à sa beauté et à son bon fonctionnement : sa carrosserie, son châssis, son moteur.

TEXACO

A juste titre vous êtes fier des qualités de votre auto et vous maintiendrez son rendement en faisant toujours usage de l'huile jaunée d'or TEXACO — l'huile toute claire — qui porte en elle le signe de sa pureté et l'indice de sa puissance.

Profitez de l'expérience pratique des milliers d'automobilistes, déjà convaincus de la haute tenue de l'huile

TEXACO



Couleur et Pureté de l'Or

Demandez notice et tableau de graissage à :

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale

Seuls concessionnaires des produits Texas pour toute l'Afrique Occidentale

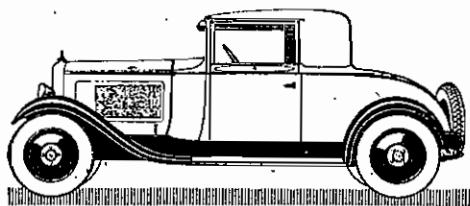
La première voiture française construite en grande série

La CITROËN C⁶

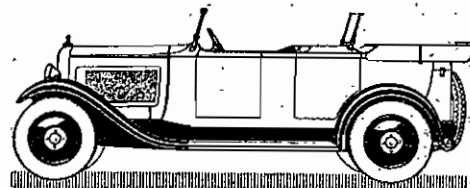
Apportant aux plus récentes découvertes de la technique automobile des améliorations dont leurs Laboratoires ont prouvé scientifiquement la supériorité, les Usines Citroën ont créé la C-6 a voiture 6 cylindres la plus parfaite qui ait été réalisée à ce jour.

L'Outillage formidable dont elles disposent a pu permettre — grâce à sa construction en grande série — de l'établir à un prix extraordinaire de bon marché.

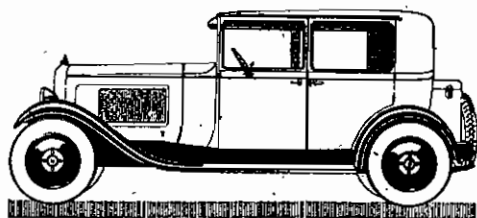
Moteur souple et puissant, permettant de passer de 8 à 105 Klm. à l'heure en prise directe — Carrosserie tout acier, large et confortable — Stabilité remarquable à toutes les allures — Freinage énergique par servo-frein — Tenue de route exceptionnelle.



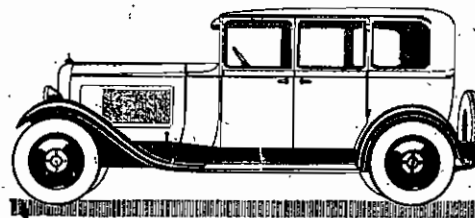
Le Cabriolet C.6.
37.000 .—



Le Torpédo C.6.
31.000 .—



La Berline C.6.
36.000 .—



La Conduite Intérieure C.6.
36.000 .—

Renseignements et Essais

J. B. Carbou

Concessionnaire Exclusif des Automobiles Citroën

Lomé (Togo)

Pièces détachées — Réparations — Location de voitures

Bon sang ne saurait mentir


LA C⁴ CITROËN

CONTINUE LA GLORIEUSE TRADITION DE LA B. 14, DONT ELLE
POSSÈDE TOUTES LES REMARQUABLES QUALITÉS

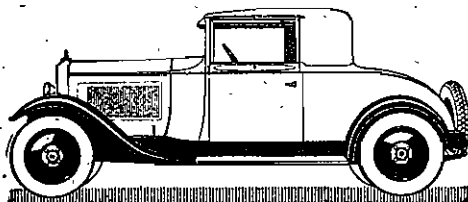
ELLE EST EN OUTRE :

PLUS PUISSANTE : alésage augmenté de 2^m/_m. Vitesse 90 à l'heure.

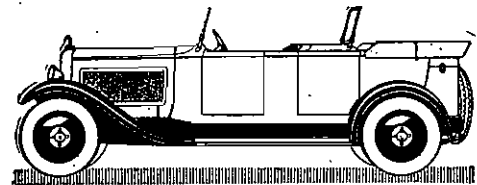
PLUS STABLE : voie augmentée de 9^m/_m. Hauteur diminuée de 6^m/_m.

PLUS CONFORTABLE : carrosserie élargie à l'AV. et à l'AR.  Silence encore accru.

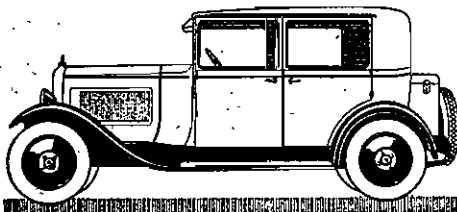
PLUS ÉLÉGANTE Nouveau capot allongé se raccordant parfaitement avec la carrosserie.



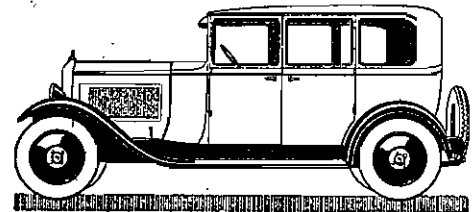
Le Cabriolet C.4.
32.000 .—



Le Torpédo C.4.
26.000 .—



La Berline C.4.
31.000 .—



La conduite Intérieure C.4.
31.000 .—

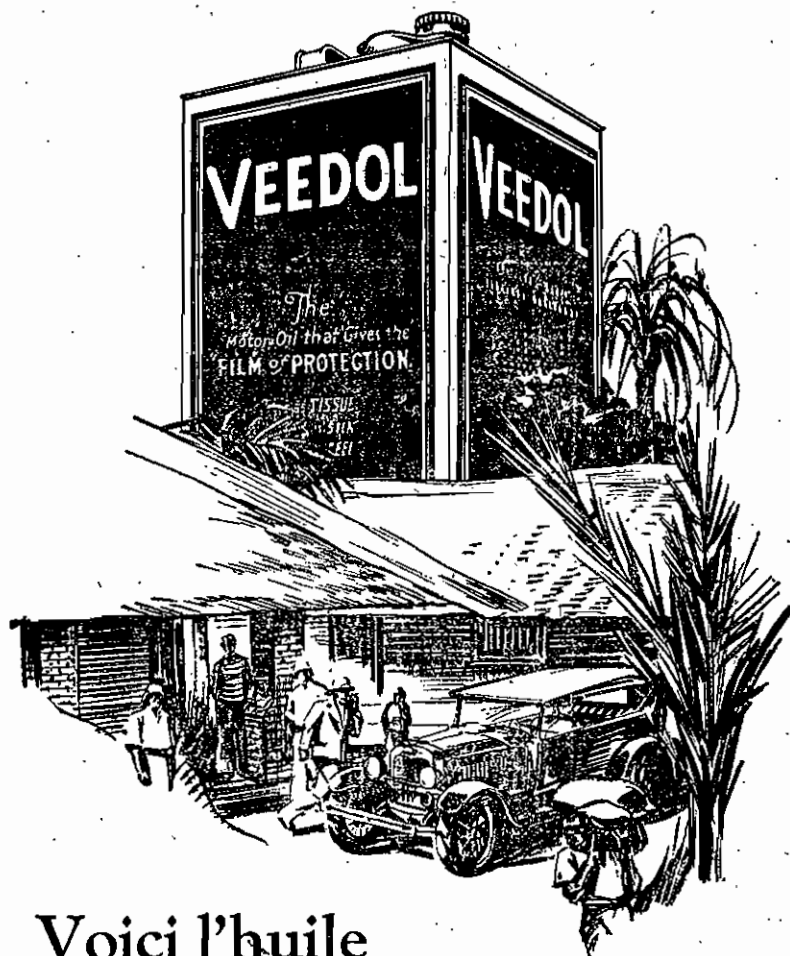
Renseignements et Essais

J. B. Carbou

Concessionnaire Exclusif des Automobiles Citroën

Lomé (Togo)

Pièces détachées — Réparations — Location de voitures



Voici l'huile pour votre nouvelle Ford!

VEEEDOL Heavy est l'huile idéale pour le moteur de votre Ford, Modèle A. En employant la Veedol Heavy pour votre moteur—vous pouvez compter sur:

1. Une plus grande résistance à la chaleur.
2. Une plus grande économie.
3. Un plus long parcours kilométrique.

Pour la Ford modèle T, employez la Veedol Forzol, huile composée qui lubrifie parfaitement à la fois le moteur et la transmission.

Seuls Représentants:

G. B. OLLIVANT & CO., Ltd.

VEEDOL

*Huiles et Graisses Economiques
Réduisez l'usure de votre moteur*

S. T. A. O.

Société des Transports de l'Afrique Occidentale

Société anonyme au capital de 15.000.000

LOMÉ — ANÉCHO — PALIMÉ — ATAKPAMÉ — SOKODÉ — MANGO
TOKPLI — BASSARI — LAMA-KARA — GUERIN-KOUKA

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTIONS

Fer - Bois - Ciment

PEINTURE

Quincaillerie et Outillage

BICYCLETTES DEPUIS 450 FRANCS

Glacières - Coffre-forts - Seaux à douche - Appareillage Electrique

Agence pour le Togo des grandes marques suivantes :

AUTOMOBILES FORD

PNEUMATIQUE DUNLOP

Le premier des pneumatiques du monde entier

KERVOLINE

La meilleure des huiles pour automobiles

MACHINE A ÉCRIRE UNDERWOOD

La plus robuste

FILTRE BERKEFELD

De réputation universelle

MACHINE A COUDRE HURTU

La vieille fabrication française

Bâches Bessonneau

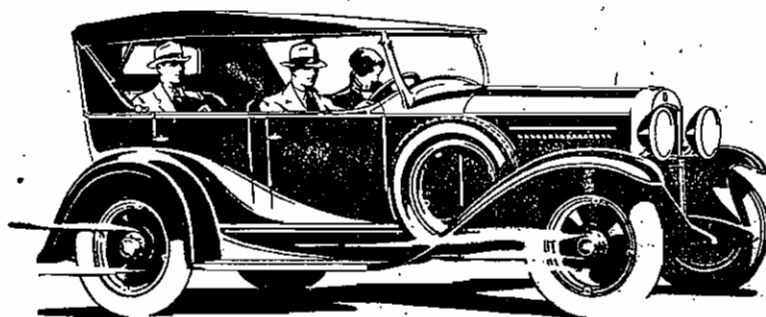
BICYCLETTES S. T. A. O.

etc. etc.

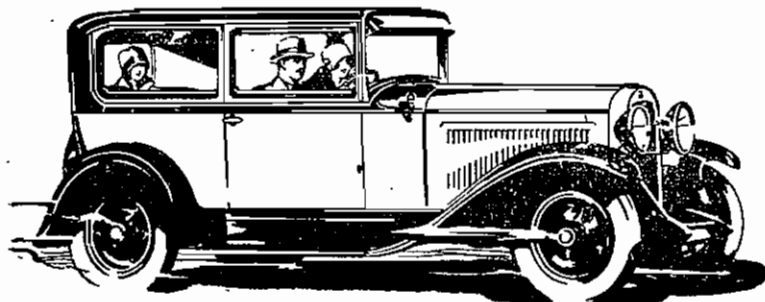
Overland - Overland Whippet - Willys Knight.

Sont les marques de tous les véhicules automobiles en 4 et 6 cylindres rapides, puissants, confortables, élégants et économiques.

Stocks importants
de
pièces de rechange

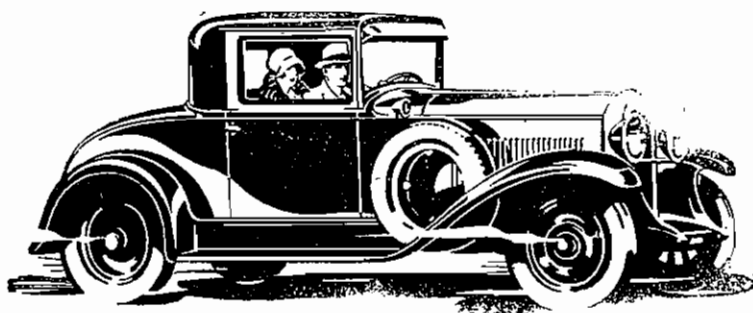


Torpédo 5 places.



Conduite intérieure 5 places

Tous accessoires
pour Automobiles — Outillages
pneumatiques.



Cabriolet 2 places.

Le nouveau camion « Populaire Whippet »

6 cylindres 1500 kilos

Réunit les derniers perfectionnements de la Technique moderne.

Pour tous renseignements s'adresser à la
COMPAGNIE GÉNÉRALE DES COMPTOIRS AFRICAINS

Représentant exclusif pour le Togo.

Agents directs de MICHELIN ET COMPAGNIE.

Adresse Télégraphique : CIGÉRAFRIC



Pourquoi certains pétroles ne conviennent pas à votre lampe

Bien des pétroles n'ont pas la quantité nécessaire de paraffines, c'est-à-dire, composés chimiques qui doivent dominer dans la composition des pétroles pour usages domestiques. Ces pétroles ont une tendance à faire vaciller la flamme, à fumer, à brûler inégalement et à charbonner les mèches.

Le pétrole **SUNFLOWER** est celui qui convient le mieux à votre Lampe, car il brûle clairement et produit une flamme égale.

Pourquoi ne pas employer un pétrole propre pour l'éclairage de votre Maison ? Votre fournisseur vend certainement du pétrole « **SUNFLOWER** » et il vous est donc facile d'obtenir pour vos lampes le Pétrole qui leur convient.



PÉTROLE

Sunflower

VACUUM OIL COMPANY

Fabricants de Pétroles Raffinés, Essences Supérieures et Huiles Lubrifiantes

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

AVIS

Messieurs les actionnaires sont informés qu'il sera mis en paiement à compter du 1^{er} décembre, chez les Succursales et Agences, le solde du dividende de l'EXERCICE 1928 - 1929.

Ce coupon sera payé comme suit :

Actions anciennes : (1 à 12.000), représentées par des certificats provisoires rouges.

BRUT : **68 fr. 3879**

NET : **56 fr. 0781**

Actions nouvelles : (12.001 à 70.000) représentées par des certificats définitifs, teinte verte, pour les actions **12.001 à 56.000**, et par des récépissés de versement, pour les actions N° **56.001 à 70.000**.

BRUT : **27 fr. 3551**

NET : **22 fr. 4312**

Les certificats ou récépissés devront être présentés pour l'estampillage.

De Tout
Pour Tous
c'est la devise de
**la Semaine
Vermot**

28 pages, grand format : 1 fr. 50

Rédaction et Administration :
38, Rue Gay-Lussac, PARIS (5^e)

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

" A la Tour Eiffel "



JOYEROT & JACOT

5, Grande Rue - BESANÇON - France

Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

Aladdin

LA LAMPE MERVEILLEUSE

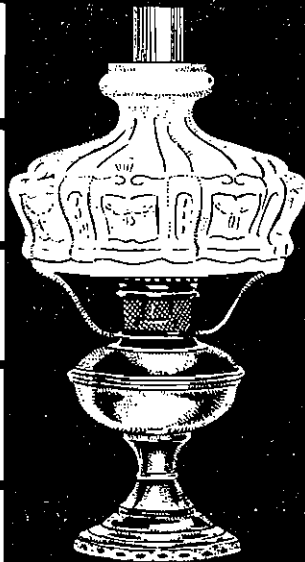
FONCTIONNE
AU
PÉTROLE

LE PÉTROLE
N'EST PAS
DANGEREUX

ABSOLUMENT
INDÉRÉGLABLE

ENTIÈREMENT
GARANTIE

LUMIÈRE
RÉGLABLE
A VOLONTÉ



INTENSITÉ
100
BOUGIES

FONCTIONNE
SANS
PRESSION

SANS POMPE
SANS GICLÉUR

SANS ODEUR
SANS FUMÉE

ÉCONOMIQUE
ET SANS
DANGER

EN VENTE PARTOUT

EN CAS DE DIFFICULTÉ ÉCRIRE AUX INDUSTRIES ALADDIN S.A.
149, Bould. NEY - PARIS

REX. PUBLICITE

7

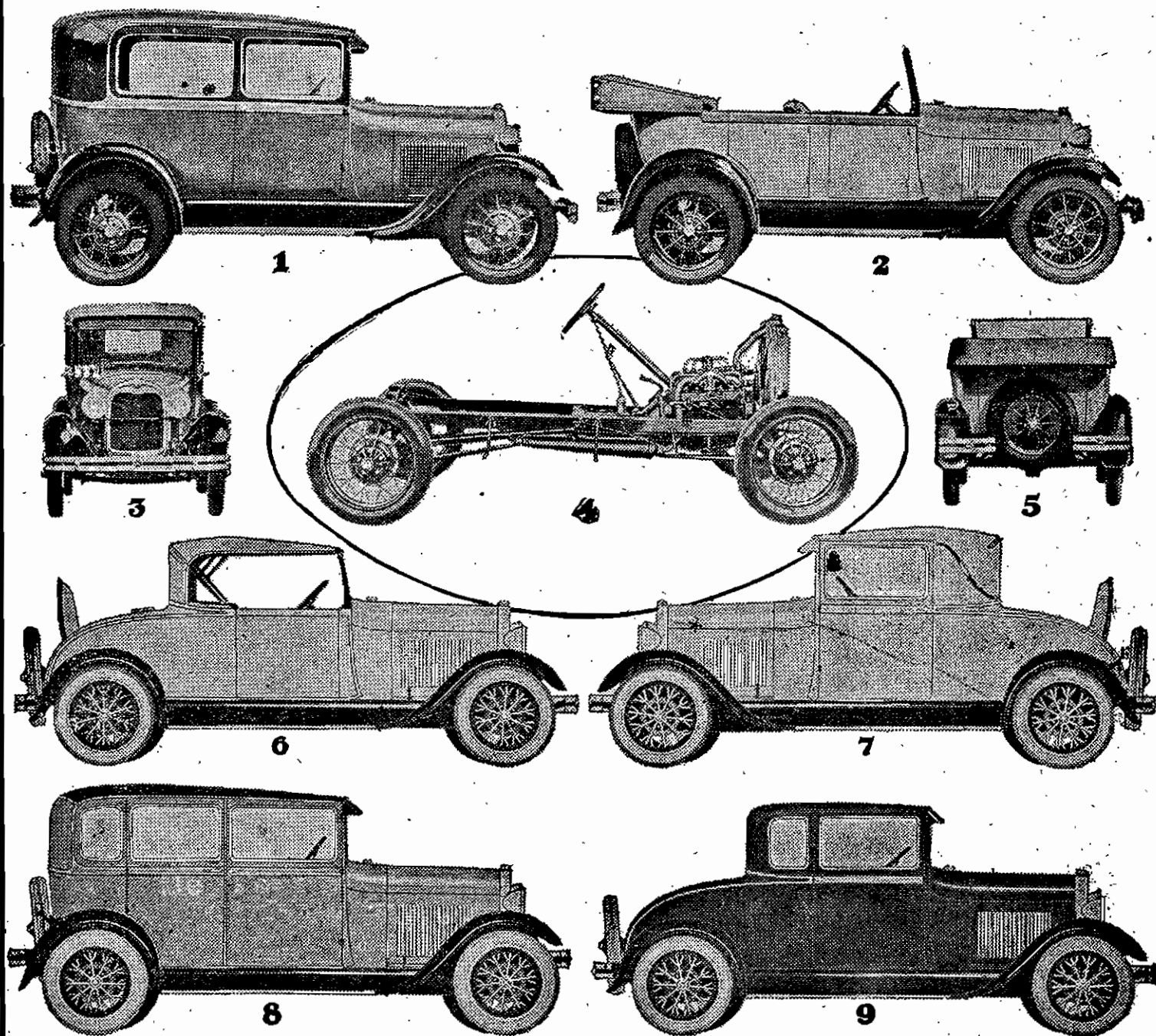
Agence officielle des
AUTOMOBILES FORD

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

LOMÉ

S. T. A. O.

TOGO



La nouvelle Ford est une voiture essentiellement nouvelle et moderne, conçue pour répondre aux exigences actuelles de la circulation sur route. Il n'existe actuellement rien de semblable comme conception, qualité et prix.

Des démonstrations sont faites à toute heure sur demande.

BANQUE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE

Anciennement « Banque Française de l'Afrique Equatoriale »

Fondée en 1904

Siège Social: 23, Rue Taitbout, — PARIS (9^e)

CAPITAL : Frs. 50.000.000

RÉSERVES : » 14.800.000

Délivrance de chèques sur les Colonies, la France & l'Etranger

AVANCES — ACCREDITIFS — ESCOMPTES — DEPOTS
TRANSFERTS DE FONDS — CHANGE

Crédits documentaires — Avances sur marchandises

AGENCES EN AFRIQUE :

SÉNÉGAL	DAKAR, RUFIQUE — KAOLACK ST. LOUIS
SOUDAN	BAMAKO, KAYES
GUINÉE FRANÇAISE	CONAKRY
COTE D'IVOIRE	GRAND-BASSAM, ABIDJAN
TOGO	LOMÉ
DAHOMÉY	COTONOU
CAMEROUN	DOUALA, YAOUNDÉ
GABON	LIBREVILLE, PORT-GENTIL
CONGO FRANÇAIS	BRAZZAVILLE, BANGUI

AGENCES EN FRANCE :

BORDEAUX	37, ALLÉES DE TOURNY
MARSEILLE	33, RUE DE LA DARSE
LE HAVRE	10, RUE EDOUARD LARUE

CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER.

R. C. Seine 119.515

Adresse télégraphique : EQUATBANK.